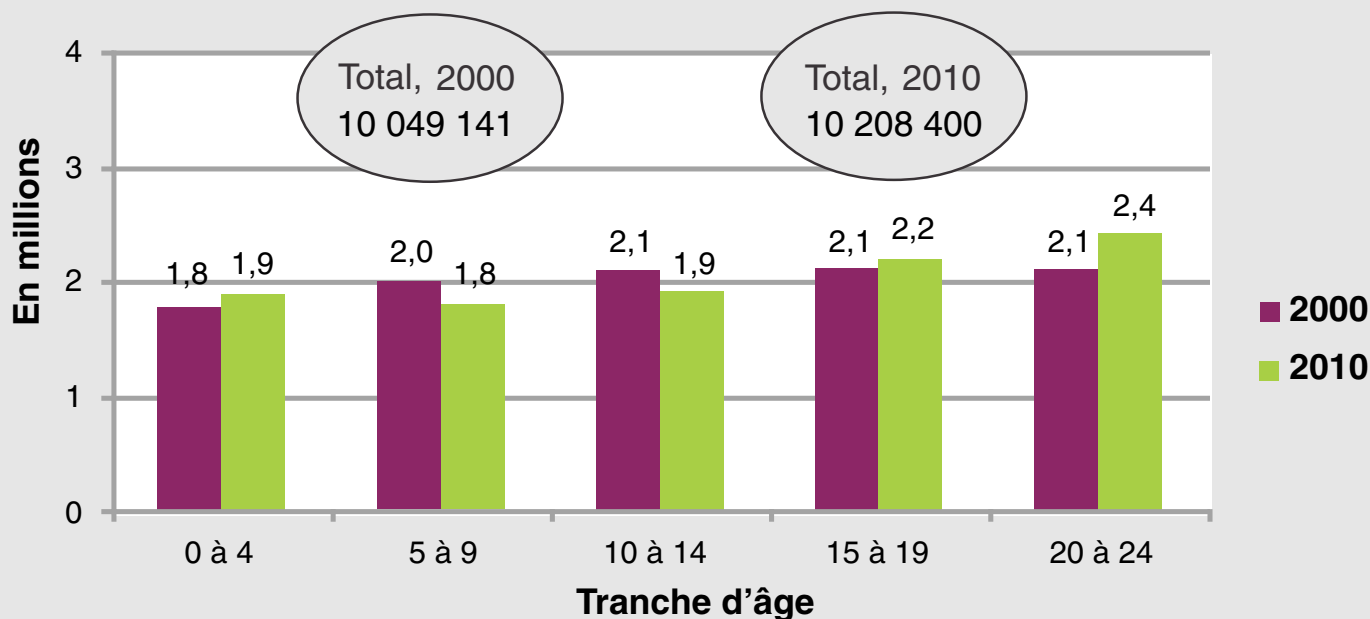




1.1.1 Nombre d'enfants et de jeunes au Canada

Fig. 1.1.1 Nombre d'enfants et de jeunes de 0 à 24 ans par tranche d'âge, au Canada, en 2000 et 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada,
<http://cansim2.statcan.gc.ca>, numéro de tableau 051-0001, consulté le 8 juillet 2011

En 2010, 10 208 400 enfants et jeunes pouvaient se dire chez eux au Canada. Sur ce nombre, 5,6 millions étaient des nourrissons, des tout-petits et de jeunes enfants âgés de 0 à 14 ans; et 4,6 millions étaient des jeunes et de jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans. Par rapport à la population de l'an 2000, cela représente une augmentation globale d'environ 160 000 enfants et jeunes de 0 à 24 ans. Par rapport à l'an 2000, le nombre de jeunes enfants de 0 à 14 ans avait légèrement chuté en 2010, tandis que le nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans est passé de 4,2 en 2000, à 4,6 millions en 2010.

Signification

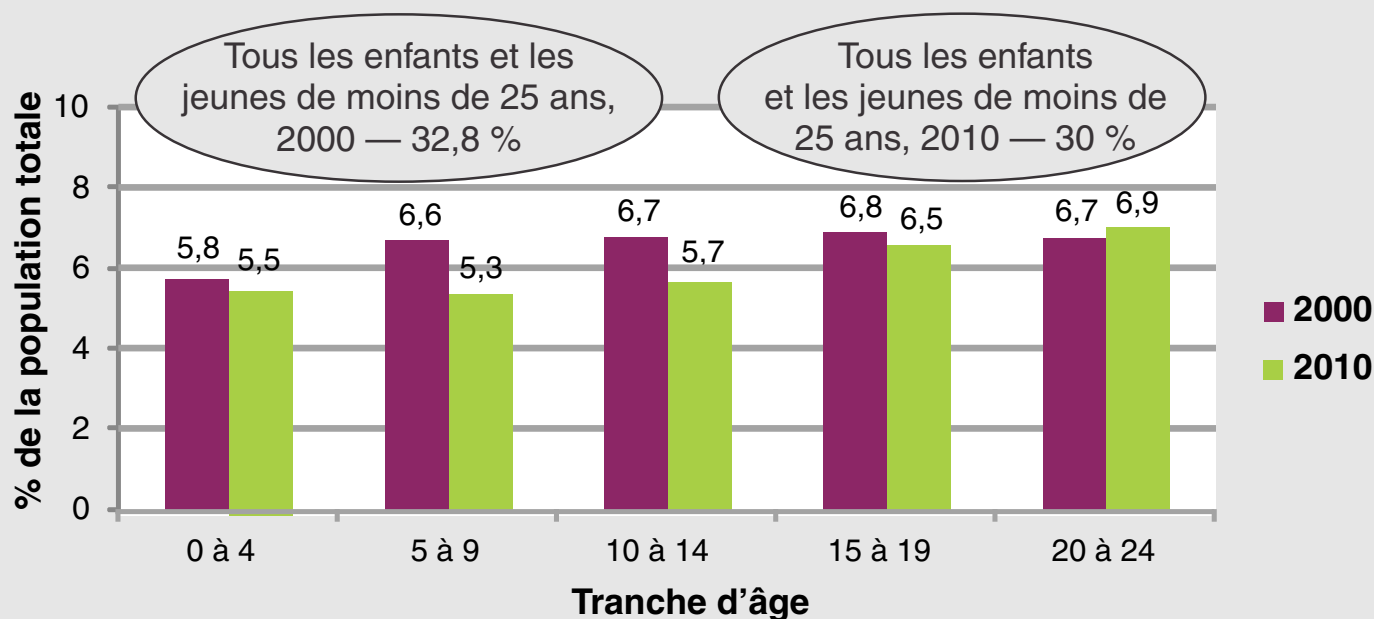
Le nombre d'enfants et de jeunes vivant au Canada continue de grimper. Pour réaliser leur plein potentiel, tous ces enfants ont besoin de familles et de collectivités leur prodiguant soins et attention, et leur offrant des ressources et des services. Le nombre relativement plus élevé de jeunes et de jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans montre qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des soins aux jeunes qui passent des services sociaux et de santé s'adressant aux enfants, à ceux qui s'adressent aux adultes.





1.1.2 Nombre d'enfants et de jeunes au Canada

Fig. 1.1.2 Proportion par tranche d'âge des enfants et des jeunes de 0 à 24 ans dans l'ensemble de la population, au Canada, en 2000 et en 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada,
<http://cansim2.statcan.gc.ca>, numéro de tableau 051-0001, consulté le 8 juillet 2011

Entre 2000 et 2010, le nombre réel d'enfants et de jeunes au Canada a augmenté, mais leur pourcentage par rapport au reste de la population a légèrement chuté – il était de 30 % en 2010, contre 33 % en 2000.

En 2010, les nourrissons et les tout-petits de 0 à 14 ans représentaient 16,5 % de la population totale du Canada, contre 19,2 % en 2000.

Signification

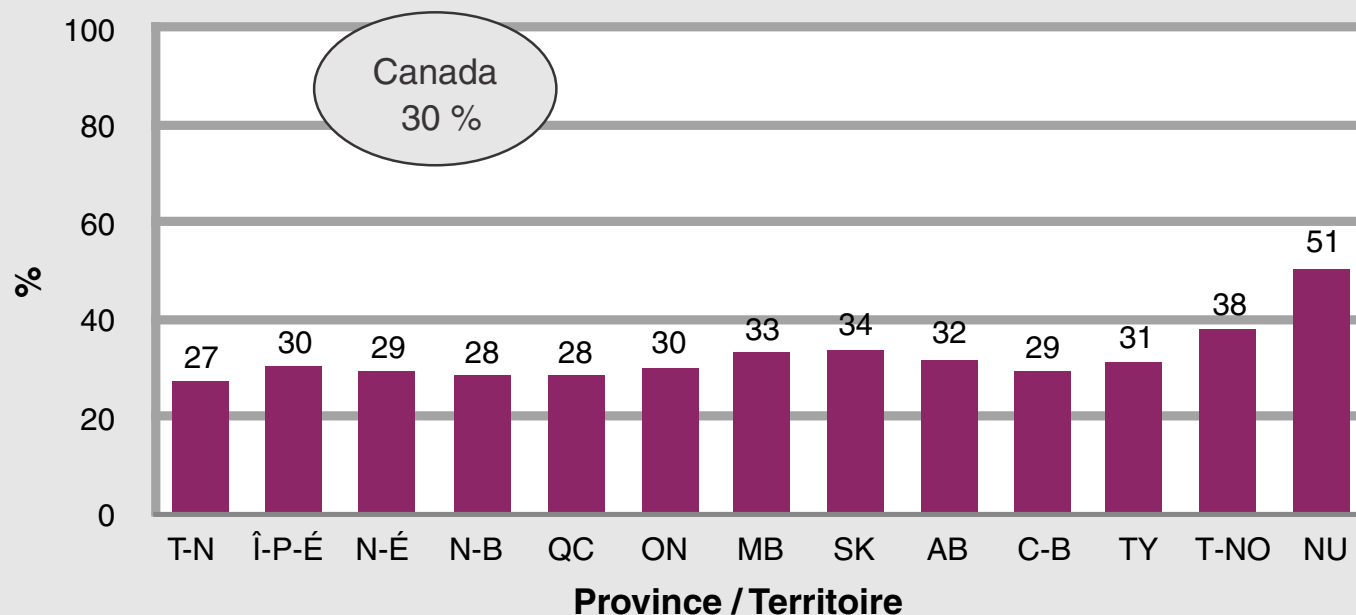
Étant donné que le pourcentage d'enfants des différentes tranches d'âge fluctue en même temps que l'ensemble de la population canadienne, il faudra adapter les ressources et les services à ces fluctuations.





1.1.3 Nombre d'enfants et de jeunes au Canada

Fig. 1.1.3 Proportion d'enfants et de jeunes de 0 à 24 ans dans la population totale, par province et par territoire, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada,
<http://cansim2.statcan.gc.ca>, numéro de tableau 051-0001, consulté le 8 juillet 2011

Au 1^{er} juillet 2010, les enfants de 0 à 24 mois représentaient environ 30 % de l'ensemble de la population canadienne. Dans toutes les provinces et le Yukon, le pourcentage d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans se rapprochait de la moyenne nationale. Toutefois, les enfants et les jeunes représentaient 38 % de l'ensemble des résidents des Territoires du Nord-Ouest, et plus de la moitié de la population du Nunavut.

Signification

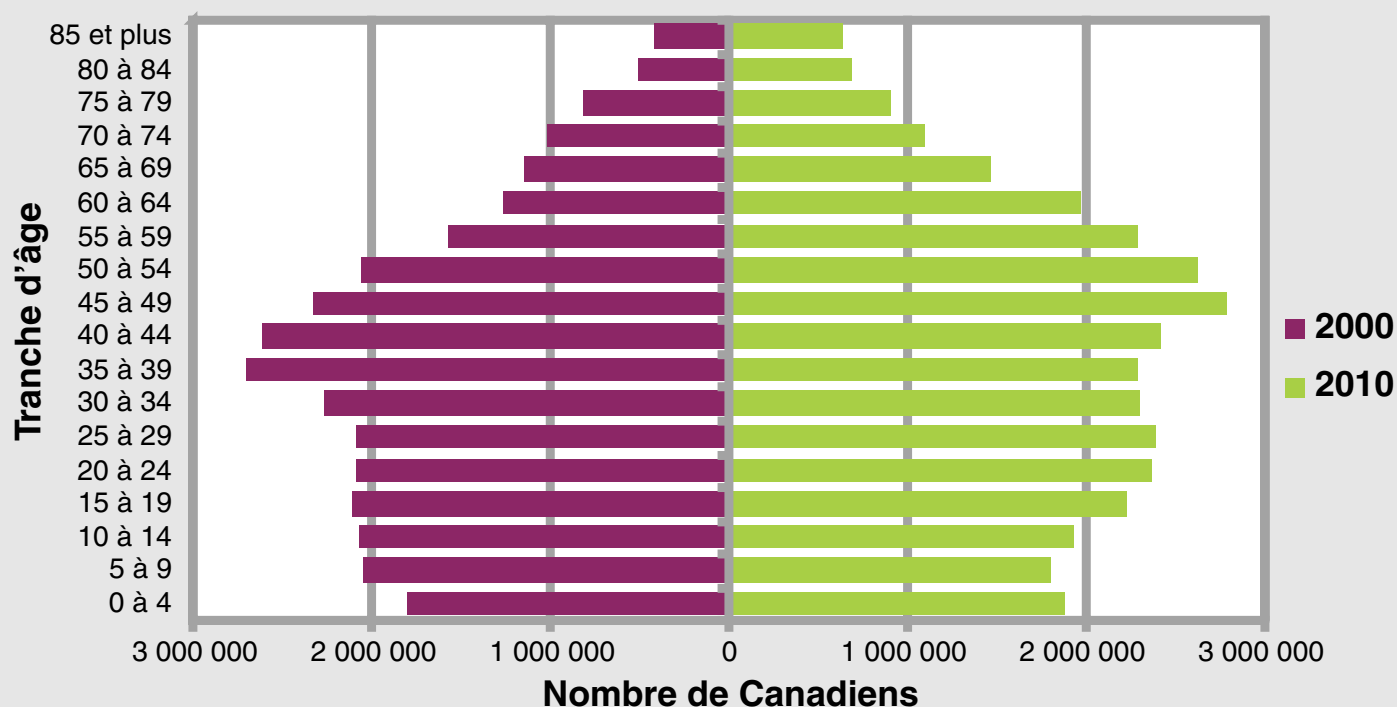
Où qu'ils résident, les enfants doivent avoir accès à des services de santé, d'éducation, d'apprentissage et de soins de la petite enfance, et à d'autres services sociaux favorisant leur bien-être et un développement sain. Ceci est particulièrement vrai dans les Territoires du Nord-Ouest (T.N.O.) et au Nunavut, où les enfants et les jeunes représentent un pourcentage important de la population.





1.1.4 Nombre d'enfants et de jeunes au Canada

Fig. 1.1.4 Pyramide démographique selon l'âge et le sexe, Canada, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://cansim2.statcan.gc.ca>, numéro de tableau 051-0001, consulté le 8 juillet 2011

L'examen par tranche d'âge de l'ensemble de la population du Canada en 2000 et en 2010 montre qu'il y a un vieillissement de la population. En 10 ans, le nombre d'enfants de 0 à 14 ans a en effet chuté de 5 % tandis que la population âgée de 15 à 24 ans a augmenté de 10 %. À l'autre extrémité, le nombre de personnes âgées de 80 ans et plus a augmenté de 48 % entre 2000 et 2010.

L'âge des baby boomers allait de 35 à 44 ans en 2000, et de 45 à 54 ans en 2010.

Signification

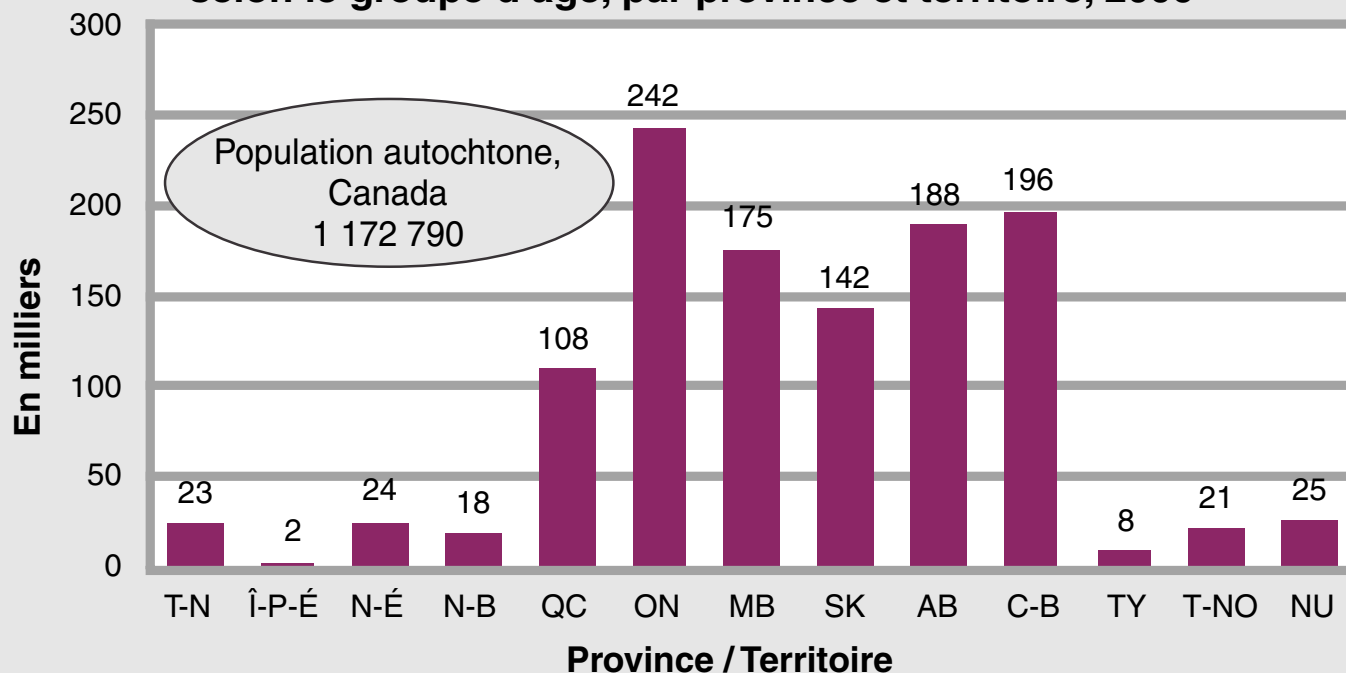
L'espérance de vie plus longue de la population plus âgée et le départ à la retraite de la génération vieillissante des baby boomers mettront à l'épreuve l'économie du Canada et son système de santé.





1.2.5 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.5 Population déclarée d'identité autochtone, selon le groupe d'âge, par province et territoire, 2006



Adapté de Statistique Canada, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40a-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40b-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40c-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40d-fra.htm>, consulté le 8 juillet

Les Canadiens autochtones sont ceux qui se sont identifiés comme membres de Premières nations/ Indiens de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuits. Selon le Recensement de 2006, l'ensemble de la population autochtone s'élève à 1 172 790 personnes.

L'Ontario compte la population autochtone la plus importante (242 495), beaucoup d'Autochtones vivent aussi dans les Prairies – au Manitoba (175 395) et en Saskatchewan (141 890) – et dans les provinces de l'Ouest – en Alberta (188 365) et en Colombie-Britannique (196 075).

Signification

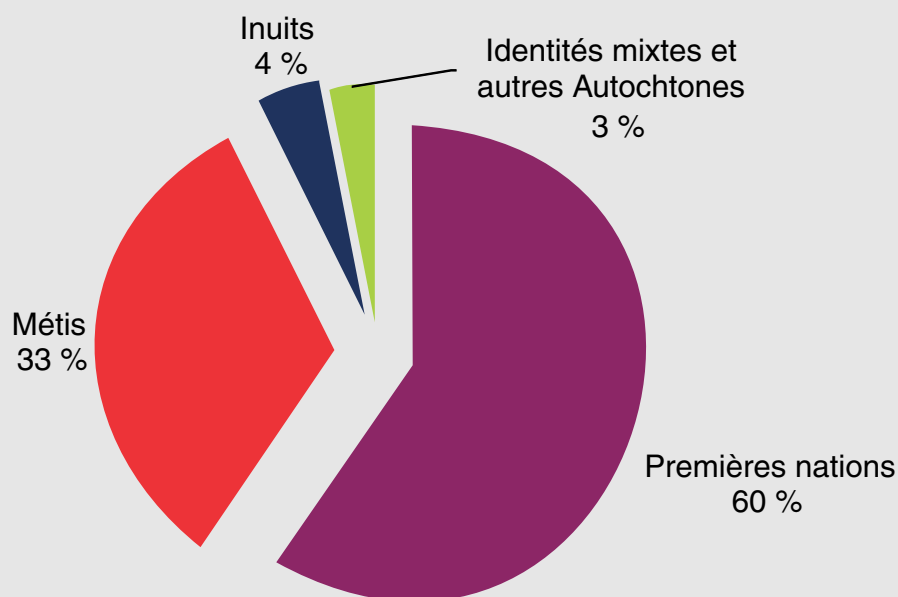
Dans les années à venir, il va y avoir une demande accrue de main-d'œuvre car de plus en plus de baby boomers prendront leur retraite. Or, étant donné que la population de jeunes et de jeunes adultes non autochtones diminue, les jeunes autochtones pourraient sensiblement tirer partie de cette situation. Dans cette perspective, les décideurs canadiens doivent trouver des moyens pour que les enfants et les jeunes autochtones puissent faire les études et acquérir les compétences professionnelles nécessaires pour saisir les occasions qui, inévitablement, se présenteront à eux, et pour participer ainsi pleinement à la société canadienne.





1.2.6 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.6 Population autochtone du Canada par identité autochtone, 2006, Total = 1 172 795



Adapté de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89122&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=731&Temporal=2006&THEME=73&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 8 juillet 2011.

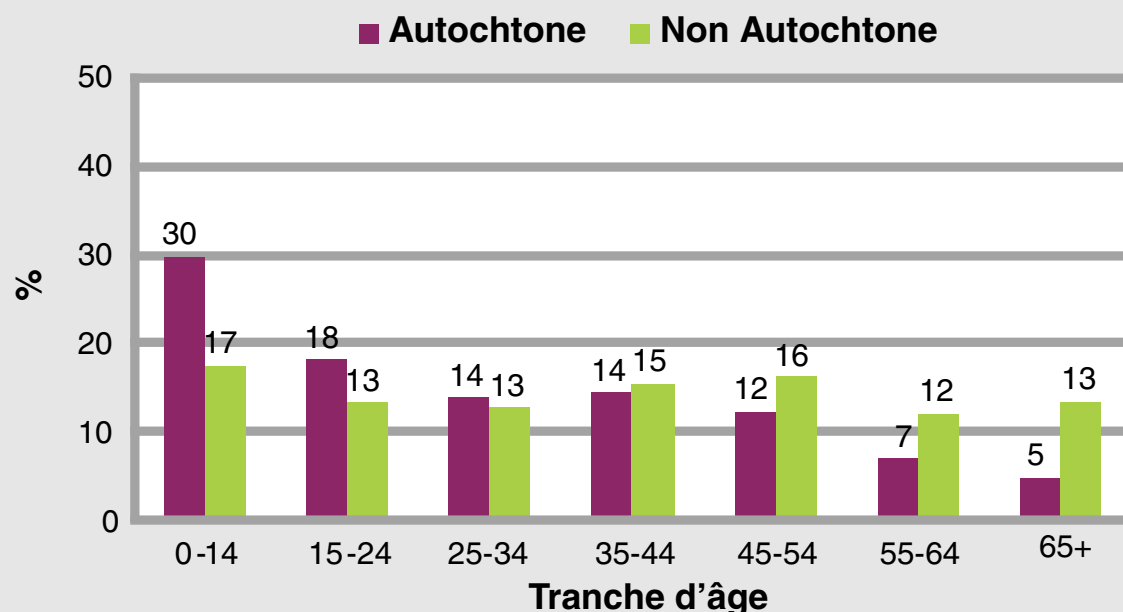
En 2006, la majorité des personnes qui se sont identifiées comme étant Autochtones faisait partie des Premières Nations/Indiens de l'Amérique du Nord (60 %). Un tiers (33 %) se sont identifiées comme Métis et 4 % comme Inuits. Il convient de noter que 3 % des gens qui se sont identifiés comme Autochtones étaient d'origine mixte ou étaient issus de groupes autochtones autres que les Premières nations, les Métis ou les Inuits.





1.2.7 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.7 Répartition de la population canadienne par tranche d'âge, et par population autochtone et non autochtone, Canada, 2006



Adapté de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89122&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=731&Temporal=2006&THEME=73&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 8 juillet 2011.

Au Canada, les collectivités autochtones sont de jeunes collectivités. Trente pour cent de la population autochtone au Canada a moins de 15 ans, et 18 % a entre 15 et 24 ans.

Signification

Selon les projections démographiques publiées par Statistique Canada en 2005, les Autochtones pourraient former une partie de plus en plus importante de la population des jeunes adultes au cours de la prochaine décennie. En 2017, les Autochtones âgés de 20 à 29 ans pourraient représenter 30 % des jeunes adultes dans la vingtaine en Saskatchewan, 24 % au Manitoba, 40 % dans le territoire du Yukon et 58 % dans les Territoires du Nord-Ouest. Déjà, plus de 80 % des résidents du Nunavut âgés de 20 à 29 ans sont Autochtones, et l'on prévoit une augmentation de cette proportion¹. Les personnes âgées représentent une plus petite proportion de la population autochtone – ce qui est en partie attribuable à des taux de mortalité plus élevés et à une espérance de vie moins longue chez les Autochtones.

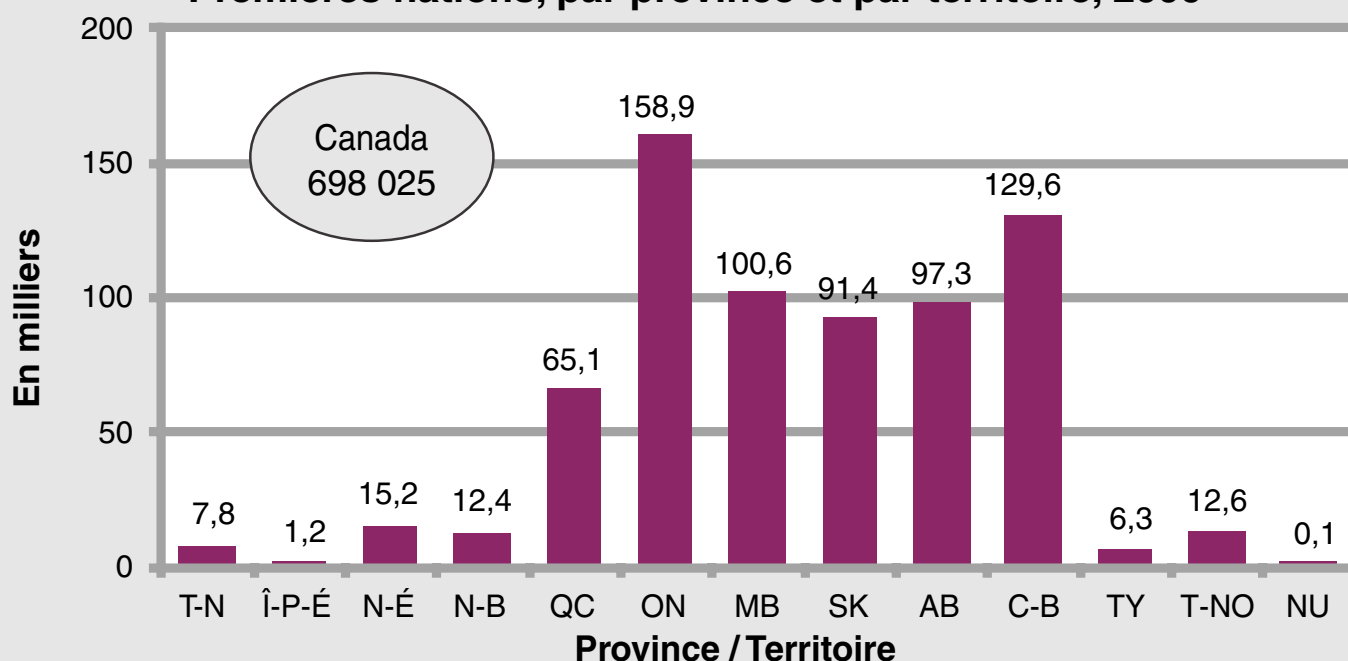
¹ Statistique Canada. Recensement de 2006 : Peuples autochtones du Canada en 2006 : Inuits, Métis et Premières nations, Recensement de 2006. <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-558/p4-fra.cfm>





1.2.8 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.8 Population déclarée d'identité des Premières nations, par province et par territoire, 2006



Adapté de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89122&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=731&Temporal=2006&THEME=73&VID=0&VNAMEE=VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 8 juillet 2011.

En 2006, les provinces à l'ouest du Québec comptaient le plus grand nombre de Canadiens issus du peuple métis et des Premières nations. En Ontario, on dénombre 158 900 membres des Premières nations et 73 600 Métis. La Colombie-Britannique arrive au deuxième rang, avec 129 600 membres des Premières nations et 59 400 Métis. Elle est suivie par le Manitoba (100 600 membres des Premières nations et 71 800 Métis), l'Alberta (97 300 membres des Premières nations et 85 500 Métis), puis par le Québec (65 100 membres des Premières nations et 18 000 Métis).

Environ 15 200 membres des Premières nations et 7 700 Métis résident en Nouvelle-Écosse, ce qui est plus que dans n'importe quelle autre province de l'Atlantique.

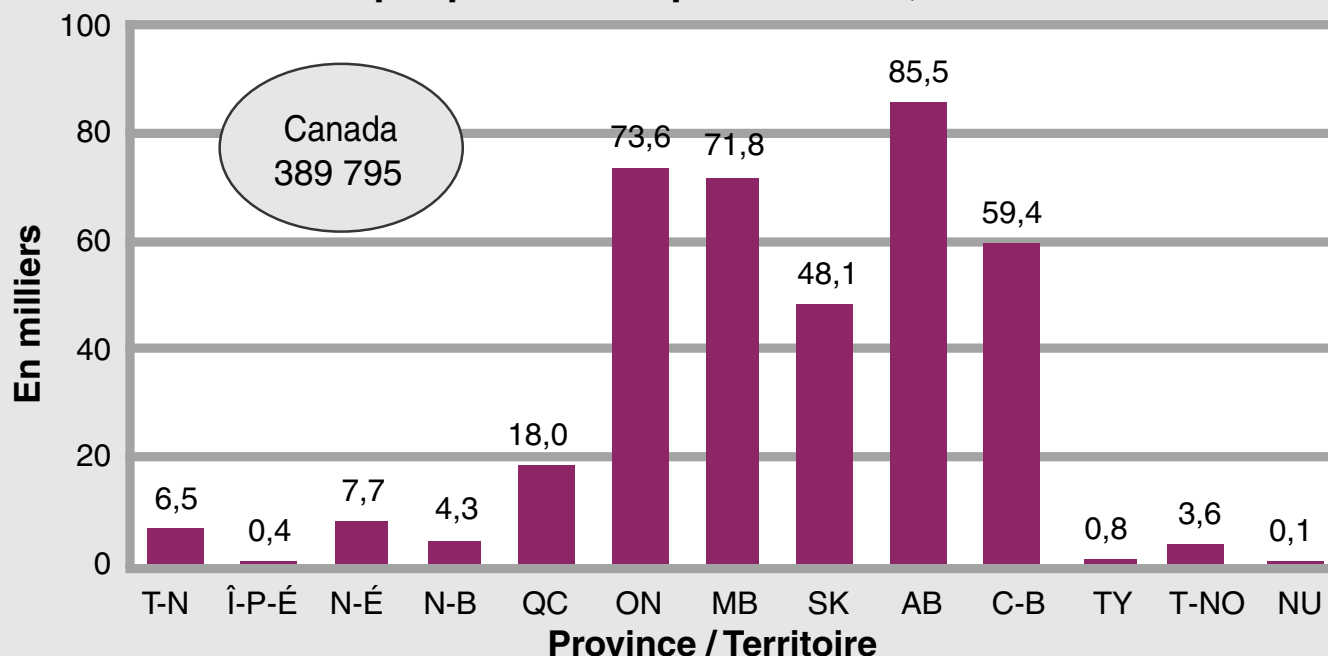
Parmi les territoires, les Territoires du Nord-Ouest ont la plus importante population de Premières nations (12 600) et de Métis (3 600). Le Yukon arrive en deuxième position (6 300 membres des Premières nations et 800 Métis). Au Nunavut, moins de 1 000 personnes sont membres des Premières nations ou sont Métis.





1.2.9 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.9 Population déclarée d'identité métisse, par province et par territoire, 2006



Adapté de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89122&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=731&Temporal=2006&THEME=73&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 8 juillet 2011.

En 2006, les provinces à l'ouest du Québec comptaient le plus grand nombre de Canadiens issus du peuple métis et des Premières nations. En Ontario, on dénombre 158 900 membres des Premières nations et 73 600 Métis. La Colombie-Britannique arrive au deuxième rang, avec 129 600 membres des Premières nations et 59 400 Métis. Elle est suivie par le Manitoba (100 600 membres des Premières nations et 71 800 Métis), l'Alberta (97 300 membres des Premières nations et 85 500 Métis), puis par le Québec (65 100 membres des Premières nations et 18 000 Métis).

Environ 15 200 membres des Premières nations et 7 700 Métis résident en Nouvelle-Écosse, ce qui est plus que dans n'importe quelle autre province de l'Atlantique.

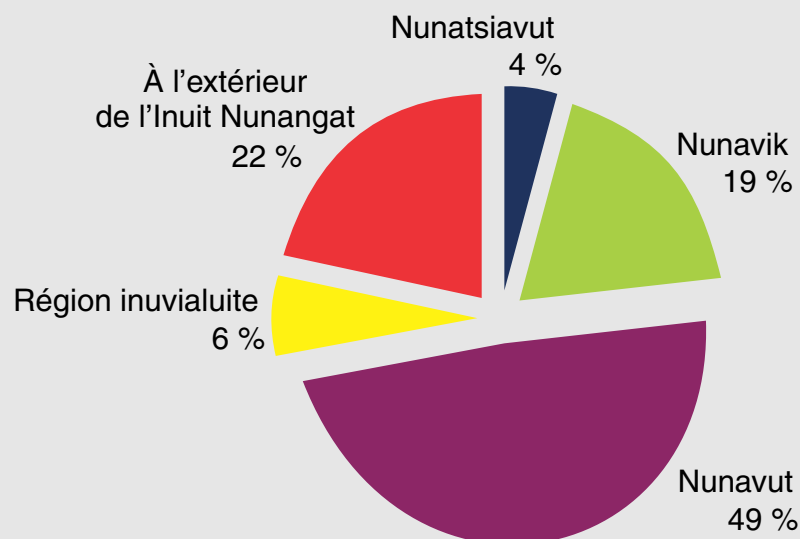
Parmi les territoires, les Territoires du Nord-Ouest ont la plus importante population de Premières nations (12 600) et de Métis (3 600). Le Yukon arrive en deuxième position (6 300 membres des Premières nations et 800 Métis). Au Nunavut, moins de 1 000 personnes sont membres des Premières nations ou sont Métis.





1.2.10 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.10 Distribution de la population inuite par région, Canada, 2006, Total= 50 485



Adapté de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-636-x/2008001/tab/tab1-fra.htm>, consulté le 8 juillet 2011.

« Inuit Nunangat » veut dire « patrie des Inuits » en inuktitut. L'Inuit Nunangat est composé de quatre régions dans le nord du Canada. Les Inuits habitent cette région depuis 5 000 ans.

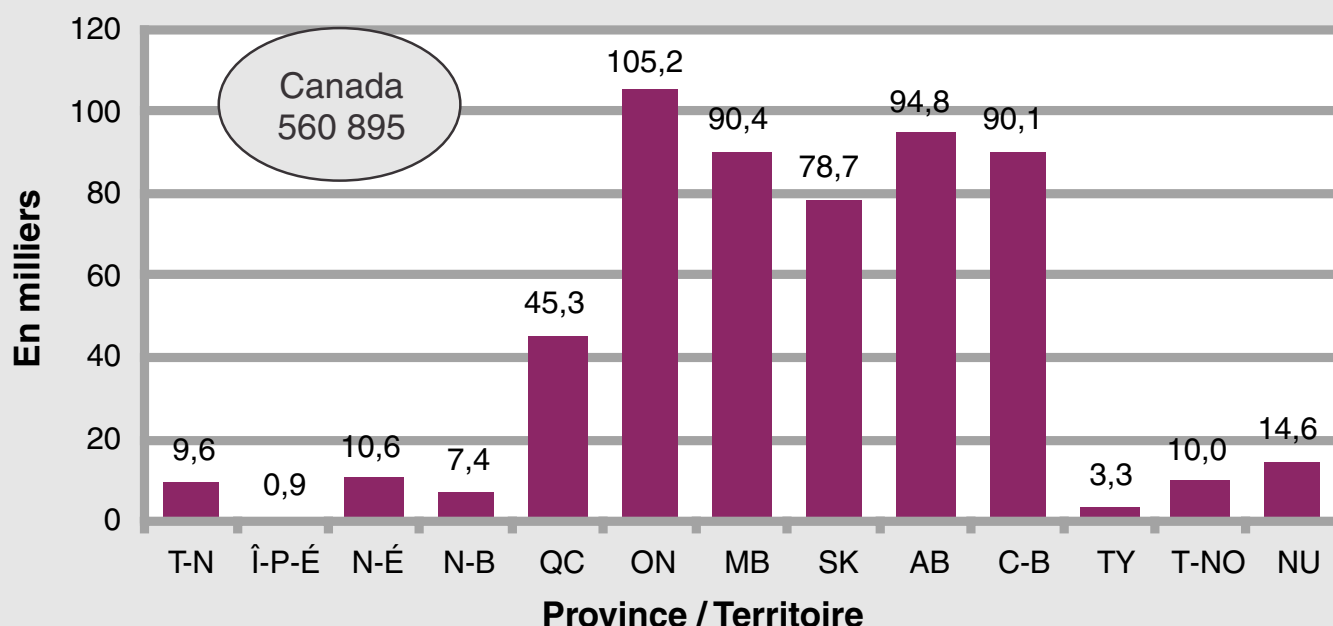
En 2006, la majorité des Inuits (78 %) habitaient l'Inuit Nunangat. Sur l'ensemble de la population inuite au Canada, 49 % vivait au Nunavut, 19 % au Nunavik, dans le nord du Québec, 6 % dans la région de l'Inuvialuit, dans les Territoires du Nord-Ouest, et 4 % au Nunatsiavut, dans le nord du Labrador.





1.2.11 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.11 Nombre d'enfants et de jeunes de 0 à 24 ans déclarés d'identité autochtone, par province et par territoire, 2006



Adapté de Statistique Canada, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40a-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40b-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40c-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40d-fra.htm>, consulté le 8 juillet 2011.

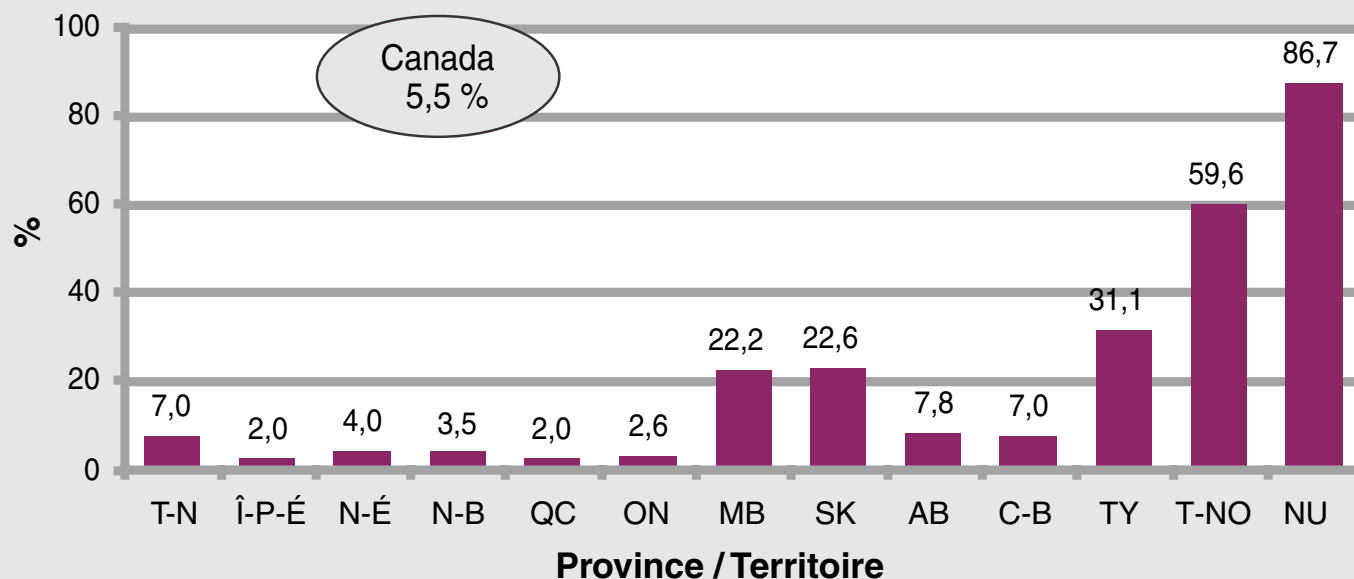
En 2006, plus de 560 000 enfants et jeunes autochtones de moins de 25 ans vivaient au Canada. Le plus grand nombre d'entre eux vivait en Ontario (105 205) et beaucoup d'autres vivaient au Manitoba (90 360), en Saskatchewan (78 680), en Alberta (94 805) et en Colombie-Britannique (90 065). Moins d'enfants et de jeunes autochtones vivaient dans les provinces de l'Atlantique. Dans les territoires, le nombre total d'enfants et de jeunes autochtones semblent bas comparativement à certaines autres provinces, mais leur proportion dépasse largement celle des enfants et des jeunes non autochtones dans les territoires.





1.2.12 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.12 Pourcentage de la population totale d'enfants et de jeunes de 0 à 24 ans déclarés d'identité autochtone, par province et par territoire, 2006



Adapté de Statistique Canada, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40a-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40b-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40c-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo40d-fra.htm>, consulté le 8 juillet 2011.

Selon le Recensement de 2006, 5,5 % des enfants et des jeunes Canadiens de 0 à 24 ans sont Autochtones. Leur proportion varie beaucoup d'une province et d'un territoire à l'autre. Le nombre d'enfants et de jeunes Autochtones est peut-être plus élevé en Ontario – mais leur proportion est beaucoup plus élevée dans l'ouest de l'Ontario et dans les territoires. Dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, plus de la moitié de tous les enfants et les jeunes ont été déclarés Autochtones, tandis qu'ils étaient près d'un tiers au Yukon. Plus de 20 % de tous les enfants et les jeunes du Manitoba et de la Saskatchewan ont été déclarés Autochtones, contre 2 % seulement au Québec et en Ontario.

Signification

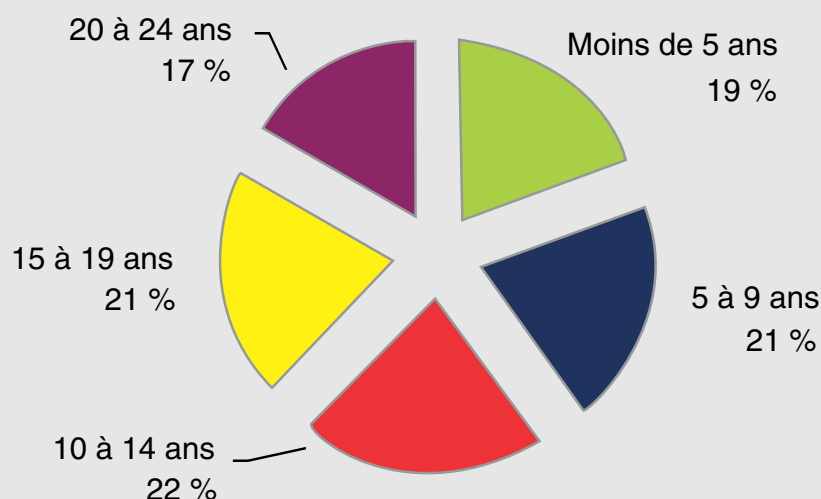
Les ressources et les services adaptés à la culture doivent être disponibles partout où il y a des enfants et des jeunes autochtones.





1.2.13 Enfants et jeunes autochtones au Canada

Fig. 1.2.13 Répartition des enfants et des jeunes déclarés d'identité autochtone, par tranche d'âge, Canada, 2006, Total = 560 895



Adapté de Statistique Canada, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40a-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40b-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40c-fra.htm>, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo40d-fra.htm>, consulté le 8 juillet 2011.

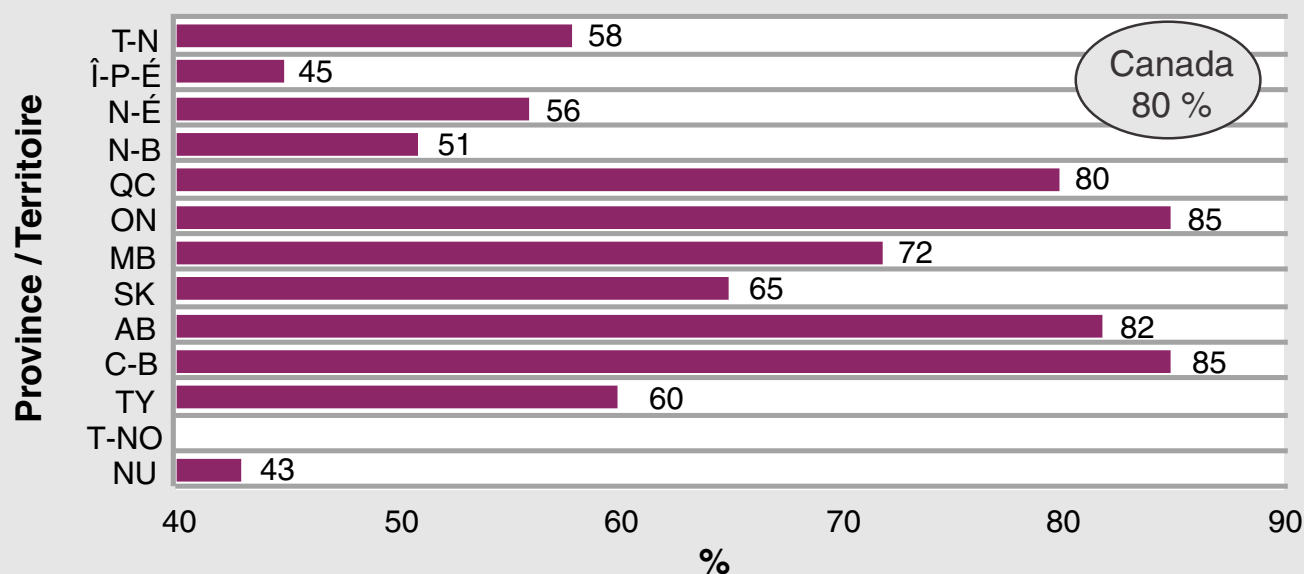
Sur les 560 000 enfants et jeunes Autochtones de moins de 25 ans vivant au Canada au moment du Recensement de 2006, 19 % d'entre eux étaient des nourrissons, des tout-petits et de jeunes enfants de moins de cinq ans; 21 % étaient des enfants entre 5 et 9 ans; 22 % étaient des enfants plus âgés et de jeunes adolescents de 10 à 14 ans; 21 % étaient des jeunes de 15 à 19 ans et 17 % des jeunes entre 20 et 24 ans.





1.3.14 Composition urbaine et rurale

Fig. 1.3.14 Pourcentage de la population vivant dans des centres urbains, Canada, provinces et territoires, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2010002/c-g/11336/desc/desc001-fra.htm>, consulté le 28 novembre 2011

En 2006, 80 % des Canadiens vivaient dans des régions urbaines. La vie en milieu urbain était plus courante en Ontario et en Colombie-Britannique, où 85 % de la population vivaient dans des centres urbains. Dans beaucoup de provinces et territoires, la vie urbaine demeurait le choix dominant de la population, soit 82 % des gens en Alberta, 80 % au Québec, 72 % au Manitoba, 65 % en Saskatchewan, et 60 % au Yukon.

Dans les provinces de l'Atlantique, la population était répartie plus également entre les régions urbaines et rurales. À Terre-Neuve-et-Labrador, 58 % de la population vivait dans un centre urbain, en Nouvelle-Écosse, 56 %. Le Nouveau-Brunswick était la province où la population était la plus également répartie entre la vie urbaine et rurale puisque 51 % de la population vivait en milieu urbain.

L'Île-du-Prince-Édouard et le Nunavut sont les seules provinces à échapper à cette tendance nationale. La majorité de leurs populations respectives (65 % et 67 %) vivait en milieu rural plutôt qu'urbain.

Signification

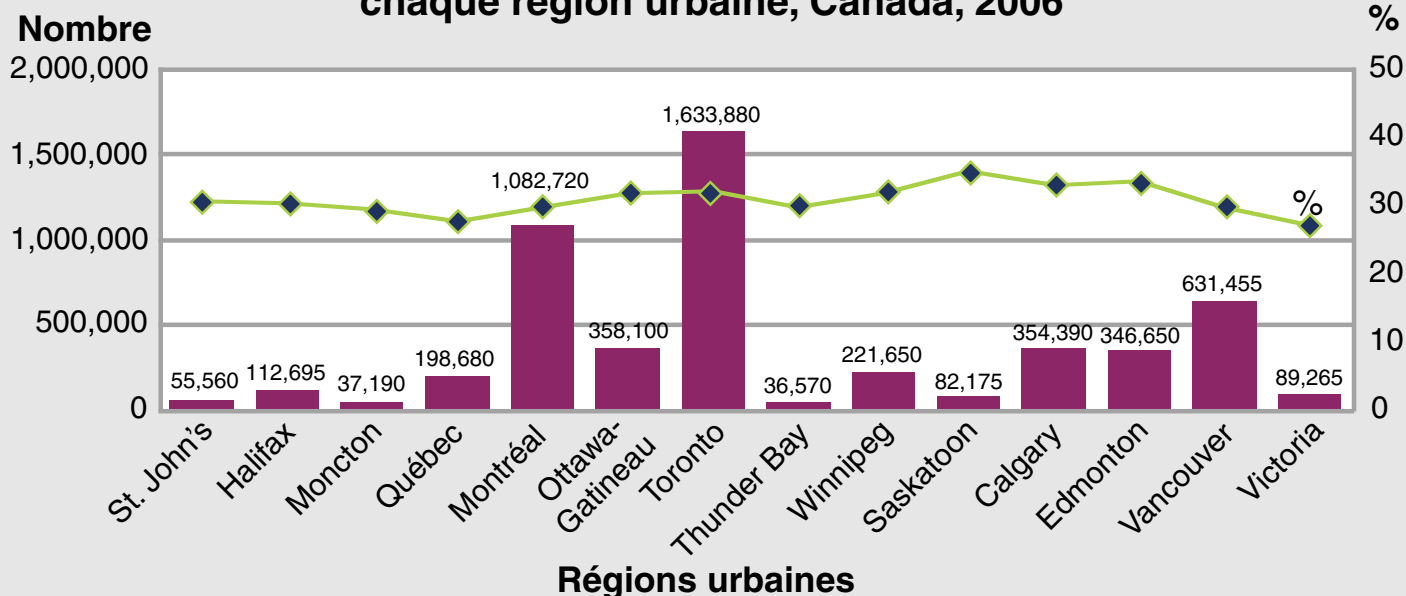
Les Canadiens ont tendance à vivre dans des centres où il y a étalement urbain. Lors du recensement de 2006, environ 80 % des Canadiens vivaient dans des collectivités urbaines et bon nombre parmi eux habitaient dans des centres urbains densément peuplés, ou à proximité. De grandes villes canadiennes comme Vancouver, Edmonton, Calgary, Winnipeg, Ottawa-Gatineau, Toronto et Montréal sont plus diversifiées sur le plan ethnique et culturel que des agglomérations rurales et des villages, car les nouveaux immigrants choisissent de vivre dans des centres urbains.





1.3.15 Composition urbaine et rurale

Fig. 1.3.15 Enfants et jeunes de moins de 25 ans dans des régions urbaines sélectionnées, et leur proportion de la population totale dans chaque région urbaine, Canada, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=E&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=88991&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=66&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 28 novembre 2011

En 2006, 5,2 millions d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans vivaient dans 14 des plus importantes régions urbaines du pays. Sur ce nombre, 64 %, soit 3,3 millions de jeunes gens, vivaient à Vancouver, Toronto et Montréal.

Les enfants et les jeunes de ces 14 centres urbains représentaient 31 % de l'ensemble de la population. Cette proportion était à peu près la même pour toutes les villes, de 27 % à Victoria à 35 % à Saskatoon.

Signification

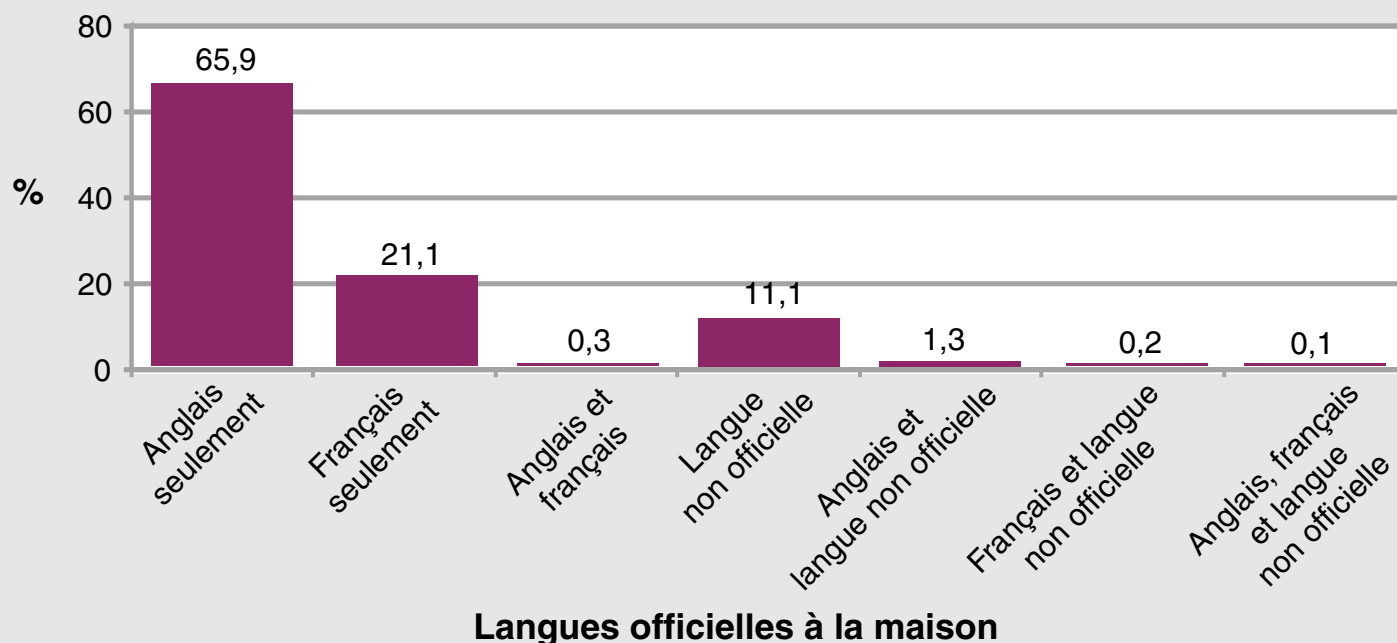
La proportion de la population de moins de 25 ans est à peu près la même dans toutes les villes. Ces dernières doivent pouvoir répondre aux besoins des plus jeunes au fil de leur développement, de leur apprentissage et de leur croissance.





1.4.16 Langue

Fig. 1.4.16 Proportion de la population canadienne (tous les âges), par langue la plus souvent parlée à la maison, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-555/T402-fra.cfm?Lang=F&T=402&GH=4&GF=0&G5=0&SC=1&SR=1&S=99&O=A&D1=1>, consulté le 28 novembre 2011

Le Canada a deux langues officielles : l'anglais et le français. Le Recensement de 2006 a permis de constater qu'environ 89 % des Canadiens parlaient au moins l'une des langues officielles à la maison. La majorité, soit 20 584 770 personnes, ou 66 % de la population canadienne, parlait seulement l'anglais, tandis que 6 608 125 (21 %) ne parlaient que le français. Moins de 2 % de la population était bilingue ou multilingue à la maison. Sur l'ensemble de la population, 11 %, soit 3 472 130 personnes, parlait seulement une langue autre que l'anglais et le français à la maison.

Signification

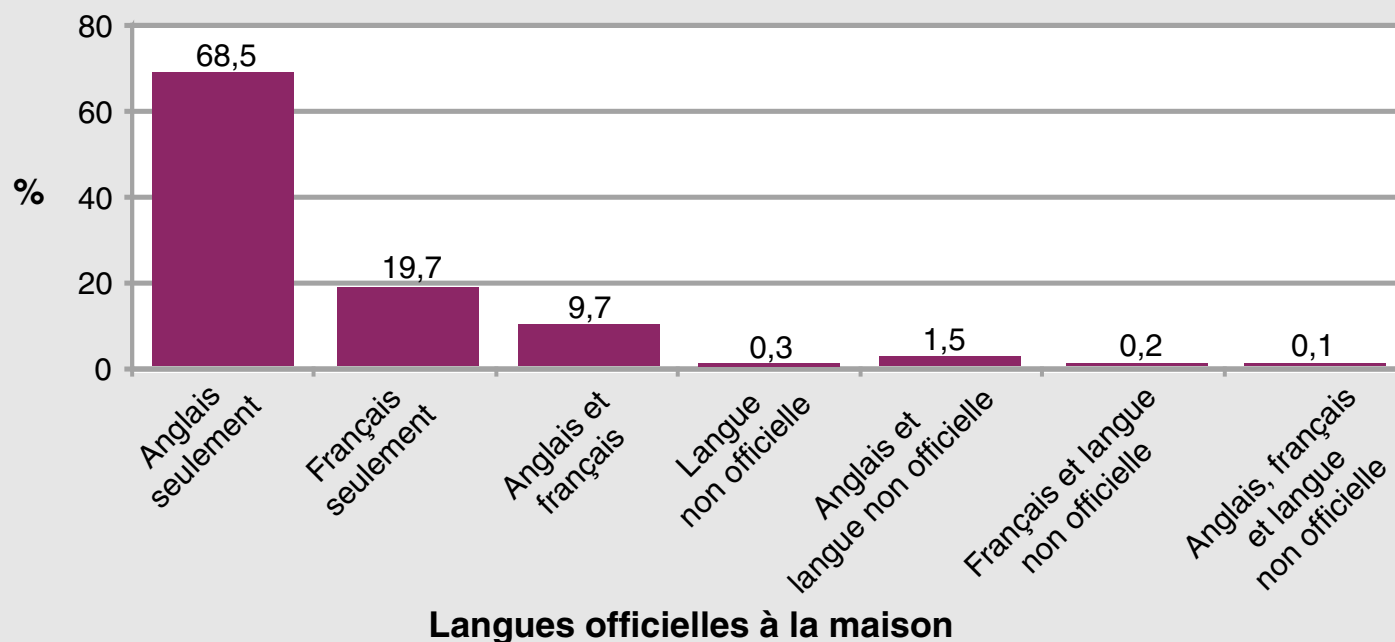
Le Canada est réellement un pays multilingue, puisque 11 % de la population ne parle ni français ni anglais à la maison. Il est donc nécessaire de mettre en place des ressources et des services adaptés à cette réalité linguistique.





1.4.17 Langue

Fig. 1.4.17 Proportion de jeunes canadiens de moins de 25 ans, par langue la plus souvent parlée à la maison, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-555/T402-fra.cfm?Lang=F&T=402&GH=4&GF=0&G5=0&SC=1&SR=1&S=99&O=A&D1=1>, consulté le 28 novembre 2011

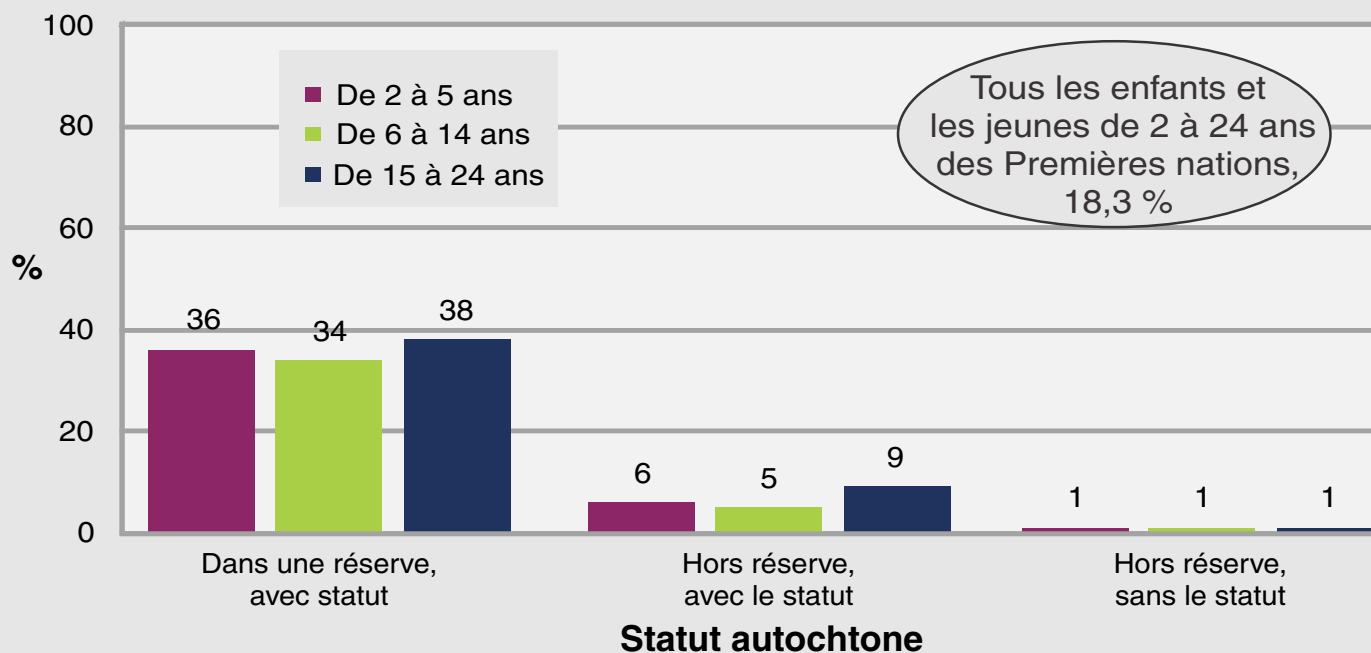
Comme on peut s'y attendre, les langues parlées à la maison par les enfants et les jeunes de moins de 25 ans sont, pour la plupart, les mêmes que celles de la population en général. En 2006, 6 700 710 enfants et jeunes, environ 68 % de la population de moins de 25 ans, parlaient seulement anglais à la maison. Il y avait 1 929 455 enfants et jeunes qui parlaient seulement français à la maison, ce qui représente environ 20 % de la population de moins de 25 ans. Près de 10 % des enfants et des jeunes parlaient seulement une langue autre que l'anglais ou le français à la maison.





1.4.18 Langue

Fig. 1.4.18 Proportion d'enfants et de jeunes de 2 à 24 ans des Premières Nations ayant une langue maternelle autochtone, par statut et par lieu de résidence, dans des réserves et hors des réserves, Canada, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2010002/c-g/11336/desc/desc001-fra.htm>, consulté le 28 novembre 2011

Au Canada, environ 60 langues autochtones sont parlées. Selon le Recensement de 2006, 18 % de tous les enfants et jeunes des Premières Nations de 2 à 24 ans avaient une langue maternelle autochtone. Ceci était plus marqué parmi les enfants et les jeunes ayant le statut et vivant dans des réserves. Dans les réserves, 38 % des jeunes de 15 à 24 ans ayant le statut de Premières Nations parlaient une langue maternelle autochtone, tout comme 34 % des enfants de 6 à 14 ans et 36 % des jeunes enfants de 2 à 5 ans. Parmi les jeunes vivant hors réserve, seulement 9 % des jeunes de 15 à 24 ans, 5 % des enfants de 6 à 14 ans et 6 % des enfants de 2 à 5 ans avaient une langue maternelle autochtone. Les enfants et les jeunes n'ayant pas le statut de Premières Nations et vivant hors réserve étaient les moins susceptibles de parler une langue maternelle autochtone, puisque seulement 1 % des jeunes de moins de 25 ans ont déclaré parler une langue maternelle autochtone.

Signification

La disparition de ces langues entraînerait celle de la conception du monde particulière aux autochtones, de leur sagesse ancestrale et de leur façon de vivre.

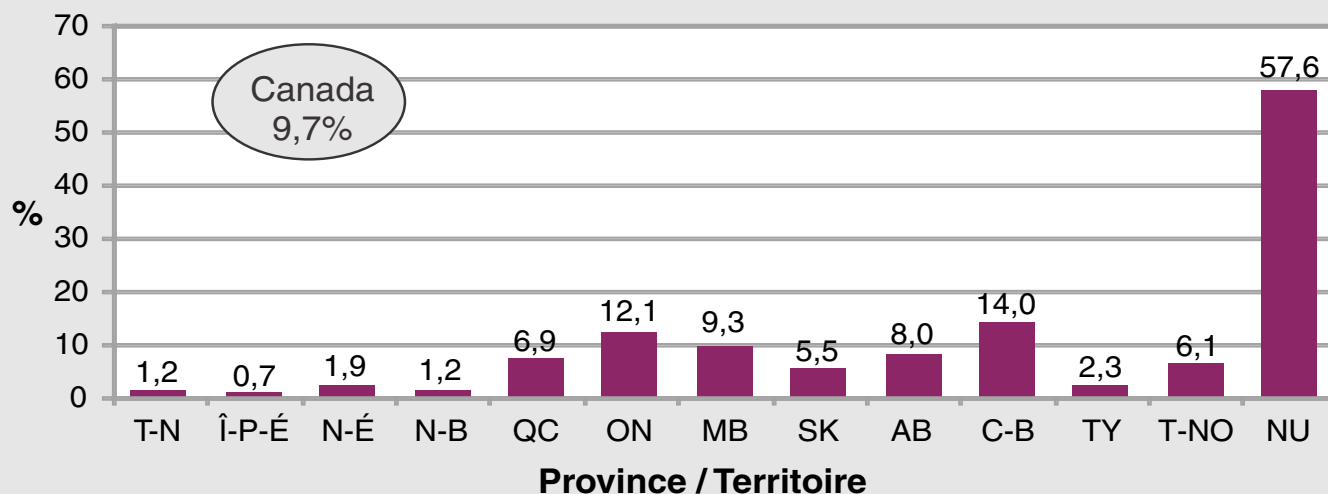
- Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones, 1996





1.4.19 Langue

Fig. 1.4.19 Proportion des enfants et des jeunes canadiens de moins de 25 ans parlant seulement une langue non officielle le plus souvent à la maison, par province et par territoire, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-555/T402-fra.cfm?Lang=F&T=402&GH=4&GF=0&G5=0&SC=1&SR=1&S=99&O=A&D1=1>, consulté le 28 novembre 2011

La diversité linguistique du Canada, c'est-à-dire la pratique de langues autres que le français et l'anglais, est surtout le fait des populations d'Autochtones et d'immigrants. Les Canadiens sont de plus en plus nombreux à avoir une langue maternelle n'étant ni le français ni l'anglais et à parler à la maison des langues qui ne sont pas officielles. Entre 2001 et 2006, près de 20 % des gens ont déclaré parler une langue non officielle à la maison¹.

La proportion d'enfants et de jeunes parlant seulement une langue non officielle à la maison varie beaucoup d'une province et d'un territoire à l'autre. Au Nunavut, 58 % des enfants et des jeunes de moins de 25 ans parlent une langue autre que l'anglais et le français à la maison. Cette proportion est de 14 % en Colombie-Britannique, de 12 % en Ontario et de 9 % au Manitoba.

¹ Statistique Canada. Le portrait linguistique en évolution, Recensement de 2006 (n° 97 555 XIE au catalogue)

Signification

La langue est le puits d'une culture. Lorsque la langue d'une culture est menacée, ses récits, sa littérature, ses chansons, ses traditions et son discours le sont aussi. L'exemple le plus frappant est celui du Québec, qui se bat contre le Canada anglais pour s'en distinguer et protéger ainsi sa langue française et sa culture. C'est pour cela que les langues officielles du Canada sont le français et l'anglais, ce qui oblige le gouvernement fédéral à exercer ses activités et à offrir ses services dans les deux langues officielles. Cela veut également dire encourager les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux à fonctionner et à offrir des services en français et en anglais. La province de Québec est officiellement unilingue francophone et n'est pas tenue d'offrir ses services en anglais. Le gouvernement offre des subventions et des contributions à des groupes représentant les minorités francophones dans les autres provinces, afin de les aider à mettre en place une infrastructure de soutien et de services culturels¹.

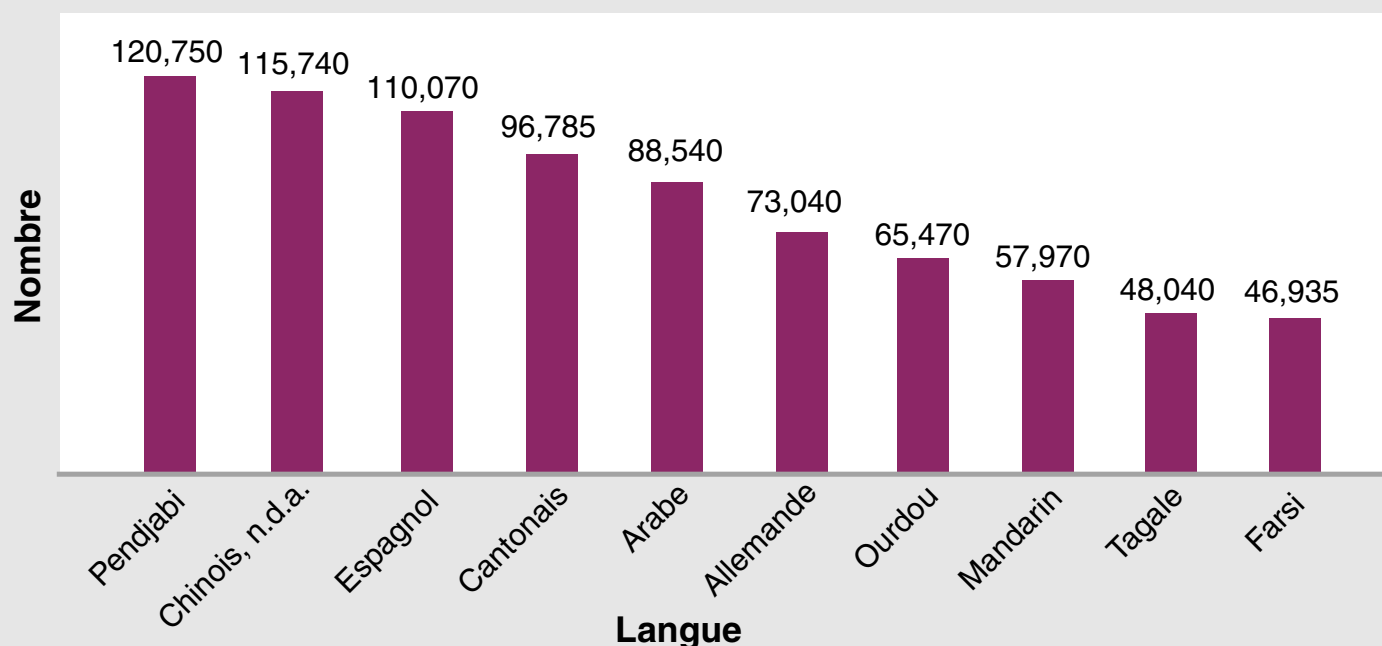
¹ Loi sur les langues officielles, 1985, ch 31 (4e suppl.). Loi à jour au 11 juillet 2010. Ministère de la Justice. Consulté le 2 mai 2011.





1.4.20 Langue

Fig. 1.4.20 Les 10 premières langues officielles parlées à la maison par les enfants et les jeunes de moins de 25 ans, Canada, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=771240&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89273&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=70&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 28 novembre 2011

Lors du Recensement de 2006, environ 1,1 million d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans parlaient une langue non officielle à la maison. Ils parlaient seulement cette langue, ou le faisaient parallèlement à l'anglais ou au français. Les 4 langues non officielles les plus souvent parlées à la maison sont, par ordre de popularité, le pendjabi, le chinois, l'espagnol et le cantonais.

Les langues non officielles les plus couramment utilisées variaient d'une province et d'un territoire à l'autre.





1.4.21 Langue

Fig. 1.4.21 Trois premières langues non officielles parlées à la maison, enfants et jeunes de 0 à 24 ans, provinces et territoires, 2006

Canada	Punjabi (120,750)	Chinois, n.d.a. (115,740)	Espagnol (110,070)
Terre-Neuve et Labrador	Montagnais-Naskapi (980)	Spanish (285)	Chinois, n.d.a. (225)
Île-du-Prince-Édouard	Espagnol (95)	Chinois, n.d.a. (55)	Mandarin (50)
Nouvelle-Écosse	Mi'kmaq (1,785)	Arabic (1,635)	Chinois, n.d.a. (725)
Nouveau Brunswick	Mi'kmaq (900)	Chinois, n.d.a. (530)	Arabe (325)
Québec	Espagnol (36,870)	Arabic (33,325)	Italien (18,105)
Ontario	Chinois, n.d.a. (53,185)	Ourdou (51,425)	Punjabi (50,300)
Manitoba	Allemande (14,940)	Cree (7,280)	Tagale (5,075)
Saskatchewan	Cree (9,470)	Dene (3,780)	Allemande (3,760)
Alberta	Allemande (20,345)	Chinois, n.d.a. (12,270)	Punjabi (11,935)
Colombie-Britannique	Punjabi (51,730)	Cantonais (34,305)	Chinois, n.d.a. (31,780)
Yukon	Allemande (100)	Vietnamese (40)	Mandarin (40)
Territoires Nord-Ouest	Dogrib (595)	Hare (225)	Inuktituk, n.i.e. (170)
Nunavut	Inuktitut, n.i.e. (11,100)	Inuinnaqtun (35)	Espagnol (10)

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=771240&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89273&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=70&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 28 novembre 2011

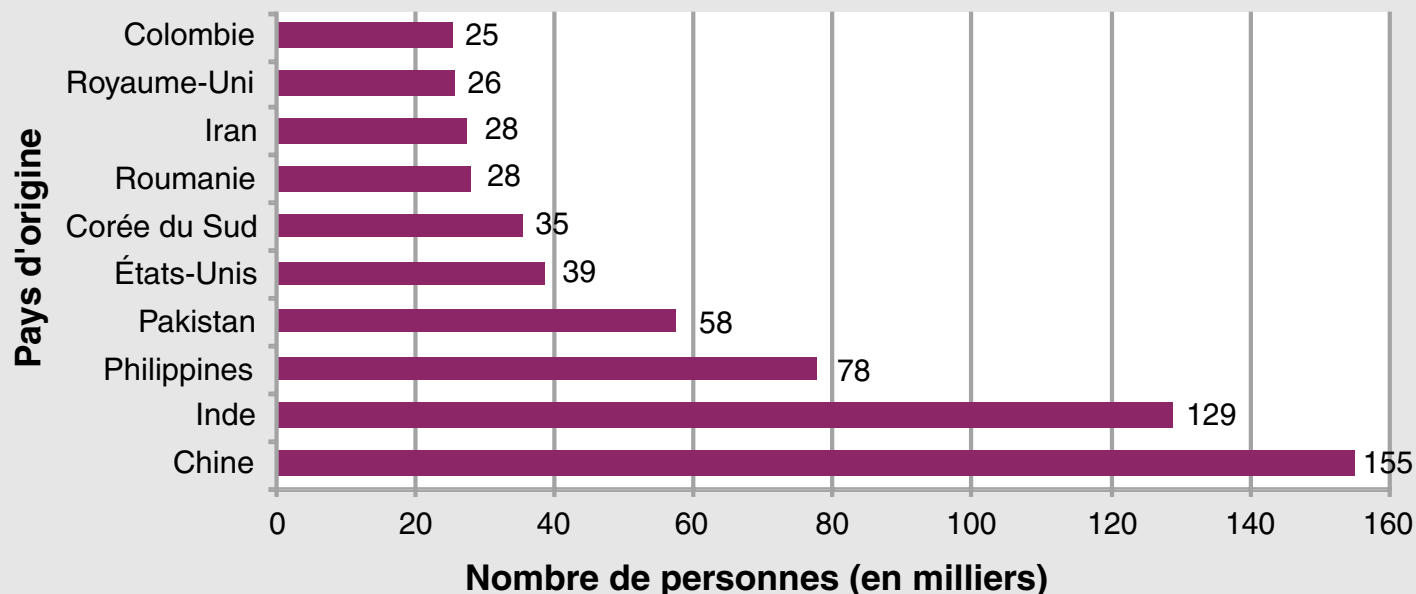
Les premières langues non officielles parlées à la maison par les enfants et les jeunes varient considérablement d'une province et d'un territoire à l'autre. En 2006, les trois premières langues non officielles parlées à la maison par les enfants et les jeunes de moins de 25 ans en Colombie-Britannique étaient le pendjabi, le cantonais et le chinois (non précisé). Au Québec, c'était l'espagnol, l'arabe et l'italien. Au Manitoba, les trois langues étaient l'allemand, le cri et le tagalog, tandis qu'en Saskatchewan, c'était le cri, le déné et l'allemand.





1.5.22 Familles immigrant au Canada

Fig. 1.5.22 Nombre d'immigrants récents arrivés au Canada, par plus importants pays d'origine, 2001 à 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/demo24a-fra.htm>, consulté le 28 novembre 2011

L'immigration est un volet important de la croissance nette de la population au Canada. La fécondité sous le niveau de remplacement (1,7 enfant par femme en 2007)¹ laisse croire que l'immigration va devenir la principale source de croissance de la population².

Selon le Recensement de 2006, 1 110 000 personnes ont immigré au Canada entre le 1^{er} janvier 2001 et le 16 mai 2006³. Les immigrants provenant des 10 premiers pays d'origine représentaient 54 % de tous les immigrants récents au Canada. La plupart d'entre eux provenaient de la Chine et d'autres régions de l'Asie, y compris du Moyen-Orient. Beaucoup d'autres immigrants provenaient des États-Unis, de la Roumanie, du Royaume-Uni et de la Colombie.

¹ Panorama des statistiques de l'OCDE 2010, (doi: 10.1787/20752288-2010-table-can).

² Citoyenneté et Immigration Canada. Maintenir l'engagement du Canada en matière d'immigration. Le Plan d'immigration du Canada pour 2002.

³ Statistique Canada, 2007. Immigration au Canada. Un portrait de la population née à l'étranger, Recensement de 2006. Ottawa, Statistique Canada. (n° 97-557-XWE2006001 au catalogue)

Signification

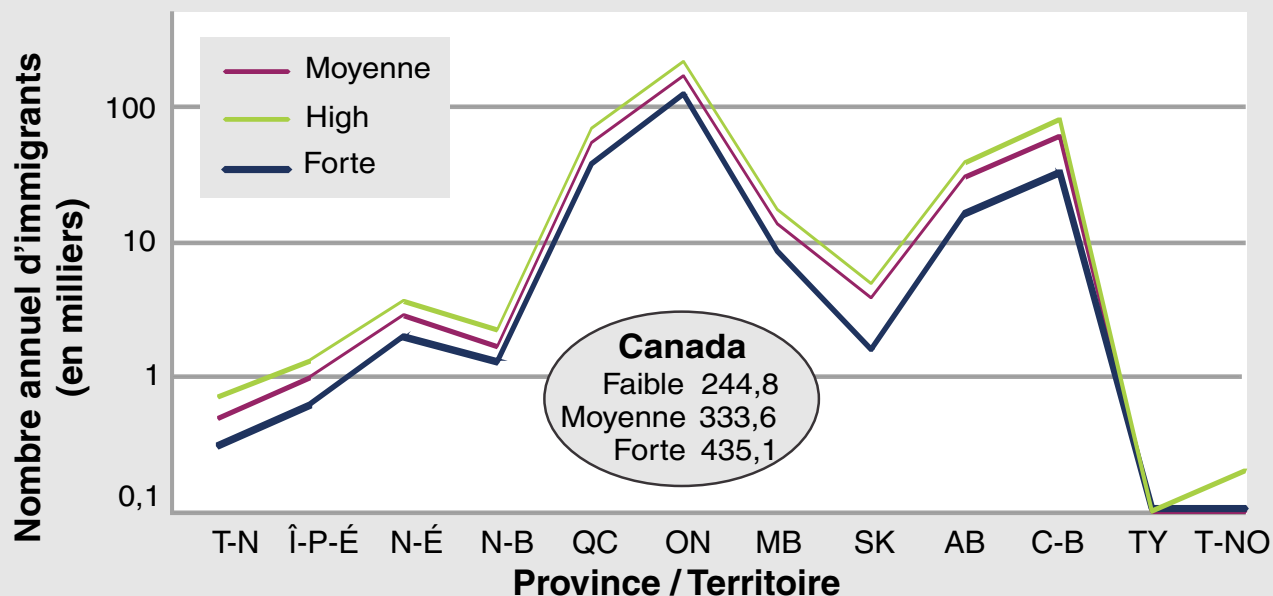
Recommencer sa vie dans un pays étranger n'est pas de tout repos. Beaucoup de nouveaux immigrants arrivant au Canada doivent se trouver un emploi, inscrire les enfants à l'école, trouver un logement, apprendre une nouvelle langue et de nouvelles coutumes, s'inscrire à l'assurance-maladie, se faire des amis et se familiariser avec les attentes de leur nouveau milieu de vie. Les services sociaux, y compris les regroupements confessionnaux les programmes d'aide à l'emploi et de préparation à la vie active peuvent contribuer à faciliter la transition.





1.5.23 Familles immigrant au Canada

Fig. 1.5.23 Projections du nombre annuel d'immigrants (2035-2036) selon les hypothèses faible, moyenne et forte d'immigration, Canada, provinces et territoires (en milliers)



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/91-520-x/2010001/tablesectlist-tableauxsect-fra.htm>, consulté le 28 novembre 2011

Le nombre d'immigrants reçus au Canada chaque année évolue selon les projections de la croissance démographique.

Dans son plan d'immigration 2009, Citoyenneté et Immigration Canada formule plusieurs hypothèses d'immigration. Selon l'hypothèse faible, en 2035-2036, 244 800 personnes immigreront au Canada; 333 600 personnes immigreront selon l'hypothèse moyenne, et 435 100 selon l'hypothèse forte.

Dans chacun des trois scénarios, environ la moitié de tous les immigrants s'installeraient en Ontario, moins d'un cinquième en Colombie-Britannique, environ un huitième au Québec et près d'un dixième en Alberta. Le reste des immigrants seraient éparpillés un peu partout au pays.

¹ Statistique Canada. Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires. Catalogue no 91 520 X. Statistique Canada, Ottawa

Signification

La croissance de la population canadienne dépend davantage de l'immigration que du taux de natalité. Pour planifier efficacement en matière de main-d'œuvre, de logement, d'éducation et de soins de santé, il est nécessaire d'envisager plusieurs scénarios d'immigration. Il est également crucial de savoir à quel endroit les immigrants sont les plus susceptibles de s'installer. Les tendances actuelles montrent que, jusqu'en 2036, l'Ontario va être la province de premier choix pour les nouveaux immigrants, suivie par les provinces de l'Ouest et le Québec. Toutefois, de plus en plus de nouveaux immigrants envisagent de vivre dans les Prairies¹.

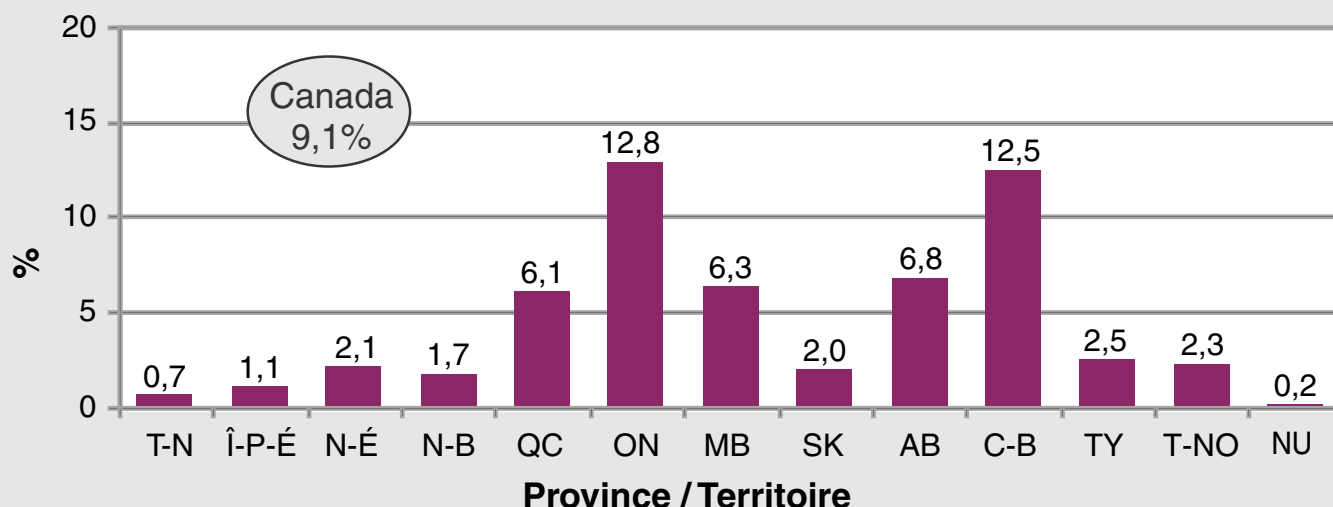
¹ Statistique Canada. Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires. Catalogue no 91-520-X. Statistique Canada, Ottawa.





1.5.24 Familles immigrant au Canada

Fig. 1.5.24 Proportion d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans qui ont immigré au Canada, par province et territoire, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?LANG=E&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=89443&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=72&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>, consulté le 28 novembre 2011

En 2006, le Canada comptait 894 960 enfants et jeunes immigrants de moins de 25 ans venant d'un autre pays, soit 9,1 % de la population totale d'enfants et de jeunes au Canada. Sur ce nombre, 345 705 avaient de 0 à 15 ans, et 549 255 de 15 à 24 ans.

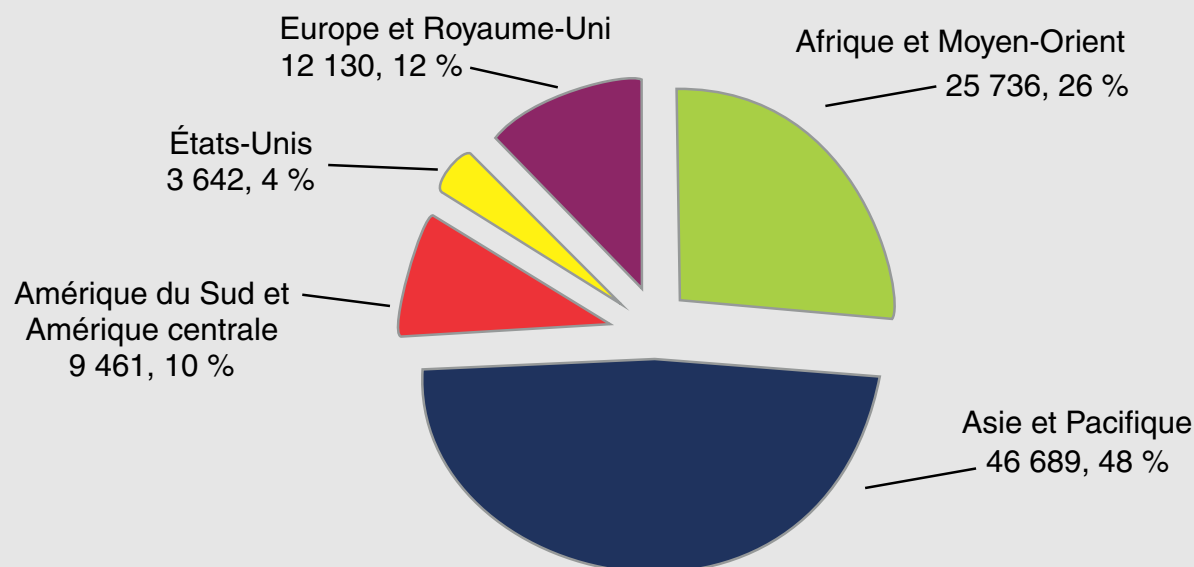
Il y avait des variations importantes d'une province à l'autre. Un plus grand nombre d'enfants et de jeunes immigrants vivaient en Ontario – plus que dans n'importe quelle autre province. En Colombie-Britannique, il y avait plus de 151 000 enfants et jeunes qui avaient immigré au Canada, soit 12,5 % de la population totale d'enfants et de jeunes de la province. Au Québec, les enfants et les jeunes immigrants représentaient seulement 6,1 % de la population totale d'enfants et de jeunes de la province.





1.5.25 Familles immigrant au Canada

Fig. 1.5.25 Répartition par région d'origine des résidents canadiens permanents de moins de 25 ans, 2010, Total = 97 702



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2010/permanents/09.asp>, consulté le 28 novembre 2011

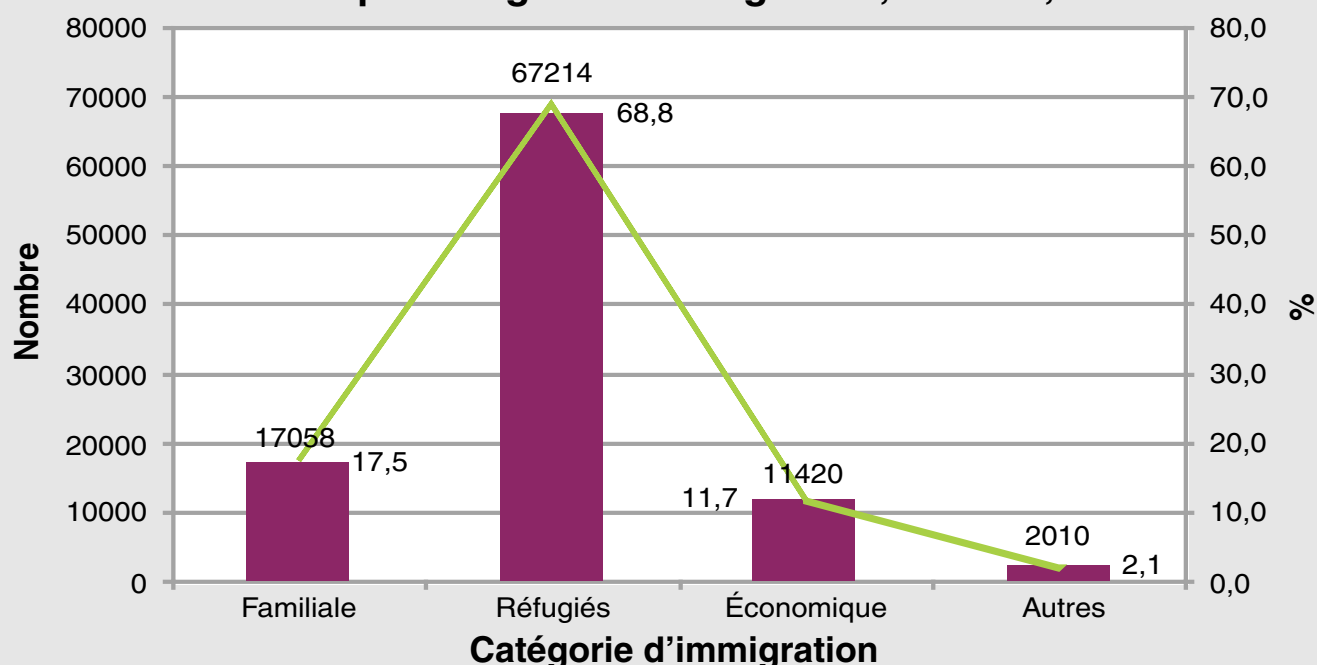
En 2010, Citoyenneté et Immigration Canada a établi que, sur les 97 702 enfants de 0 à 24 ans qui étaient résidents permanents au Canada, 48 % provenaient de l'Asie et du Pacifique, tandis que 26 % provenaient d'Afrique et du Moyen-Orient.





1.5.26 Familles immigrant au Canada

Fig. 1.5.26 Nombre de résidents permanents de moins de 25 ans, par catégorie d'immigration, et proportion de résidents permanents dans chaque catégorie d'immigration, Canada, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2010/permanents/05.asp>, <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2010/permanents/06.asp>, consulté le 28 novembre 2011

Les immigrants au Canada sont regroupés en quatre catégories : immigration économique, familiale, réfugiés et autres.

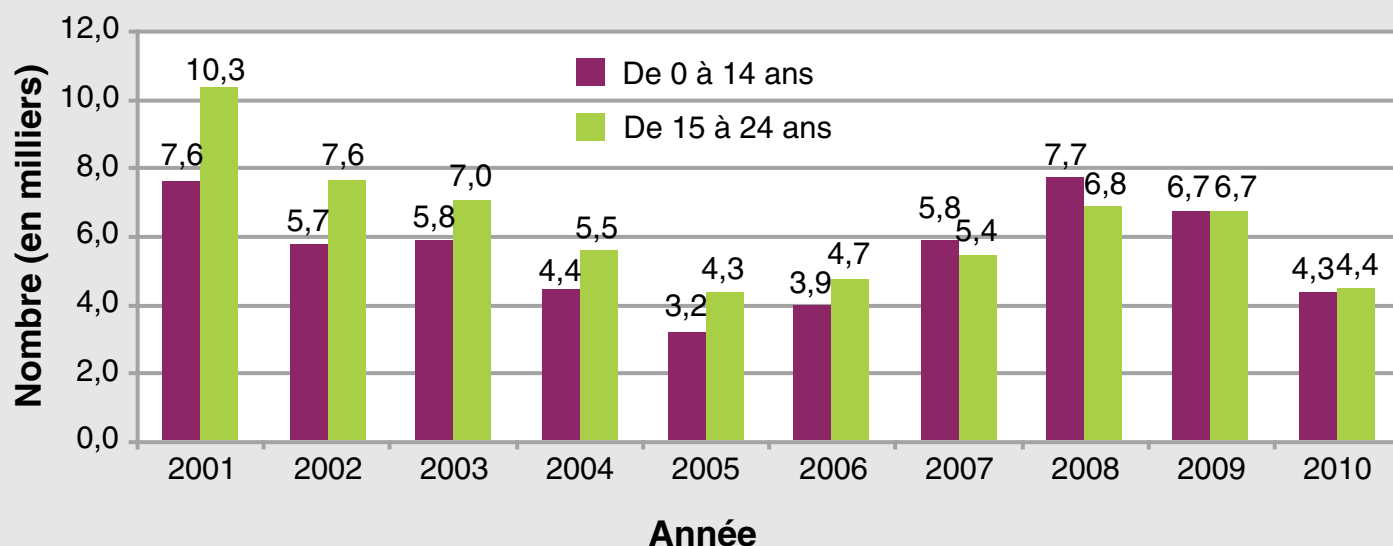
En 2010, 280 681 immigrants sont devenus résidents permanents du Canada. Sur ce nombre, 97 702 étaient des enfants et des jeunes de 0 à 24 ans. Sur les résidents permanents de moins de 25 ans, 67 214 ont reçu le statut de résidents dans la catégorie « Immigration économique ». Parmi ceux qui ont immigré au Canada pour rejoindre des membres de leur famille déjà installés ici (catégorie « Immigration familiale »), 17 058 étaient des enfants et des jeunes. Dans la catégorie « Réfugiés », 11 420 personnes de moins de 25 ans ont obtenu le statut de résidents permanents au Canada après avoir fui leur pays.





1.5.27 Familles immigrant au Canada

Fig. 1.5.27 Entrées totales d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans qui avaient le statut de réfugiés, Canada, 2001 à 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2010/temporaires/29.asp>, consulté le 28 novembre 2011

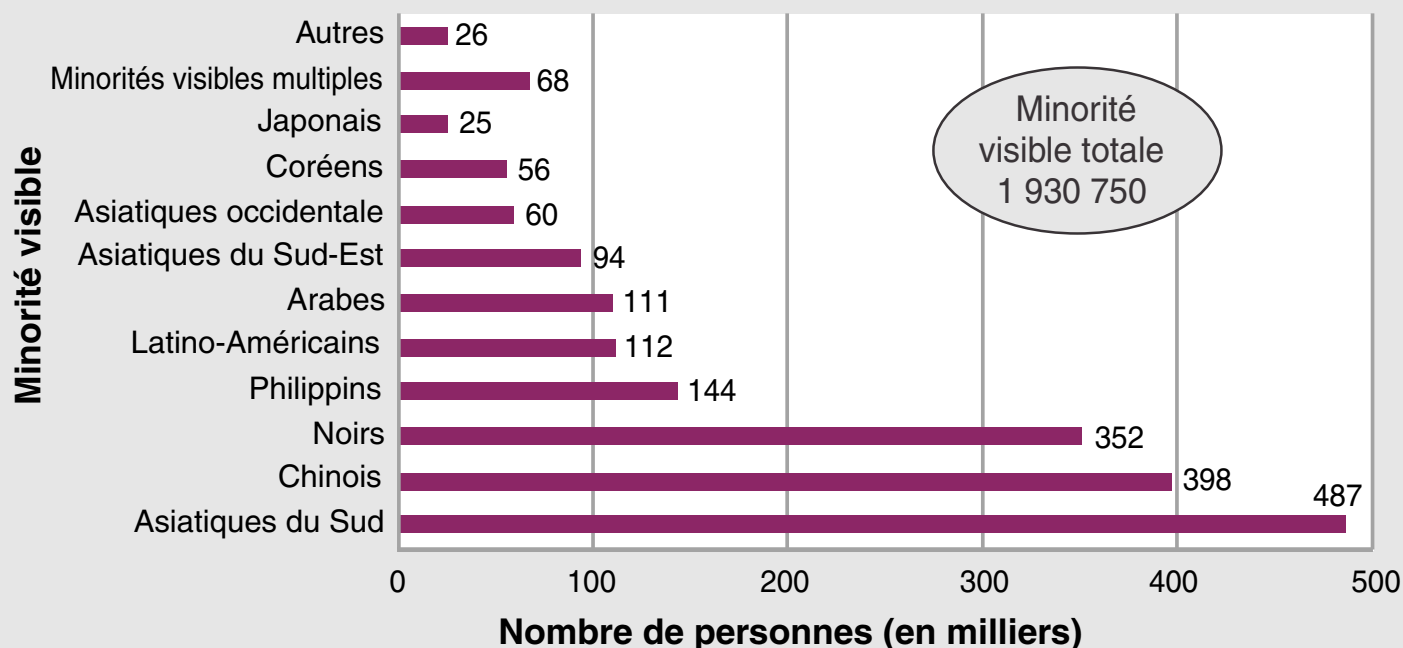
En 2010, parmi les résidents temporaires, il y avait environ 4 300 enfants de 0 à 14 ans et 4 400 jeunes de 15 à 24 ans ayant demandé le statut de réfugiés, contre 7 600 enfants de moins de 15 ans et 10 300 jeunes de 15 à 24 ans en 2001.





1.6.28 Enfants et familles appartenant à une minorité visible

Fig. 1.6.28 Population des groupes de minorités visibles de moins de 25 ans, selon les plus importants pays d'origine, Canada, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/demo50a-fra.htm>, consulté le 28 novembre 2011

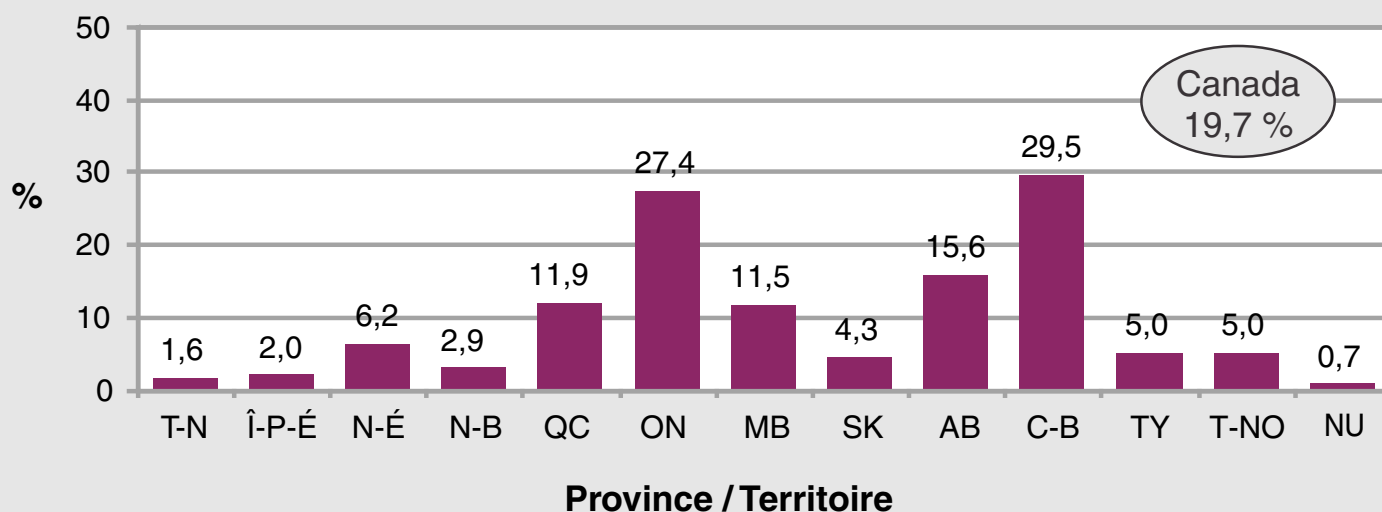
Au moment du recensement de 2006, 1 930 750 enfants et jeunes canadiens faisaient partie d'une minorité visible. Ils étaient d'origines variées. La plupart venaient d'Asie du Sud (486 630), de Chine (397 855) ou avaient un héritage noir (351 670). Beaucoup d'autres enfants et jeunes appartenant à une minorité visible venaient des Philippines (143 665), d'Amérique latine (111 800) et de pays arabes (110 635). Il y en avait 93 625 qui venaient d'Asie du Sud-est et 60 030 qui avaient des racines en Asie occidentale, dans des régions non précisées. Le nombre d'enfants et de jeunes coréens au Canada s'élevait à 56 220, et 25 190 enfants japonais vivaient ici. Près de 100 000 enfants étaient d'une origine ethnique mixte (67 730) ou appartenaient à une autre minorité ethnique (25 680).





1.6.29 Enfants et familles appartenant à une minorité visible

Fig. 1.6.29 Proportion d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans qui sont membres d'un groupe de minorité visible, par province et territoire, 2006



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?LANG=E&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=92342&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=80&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>, consulté le 28 novembre 2011

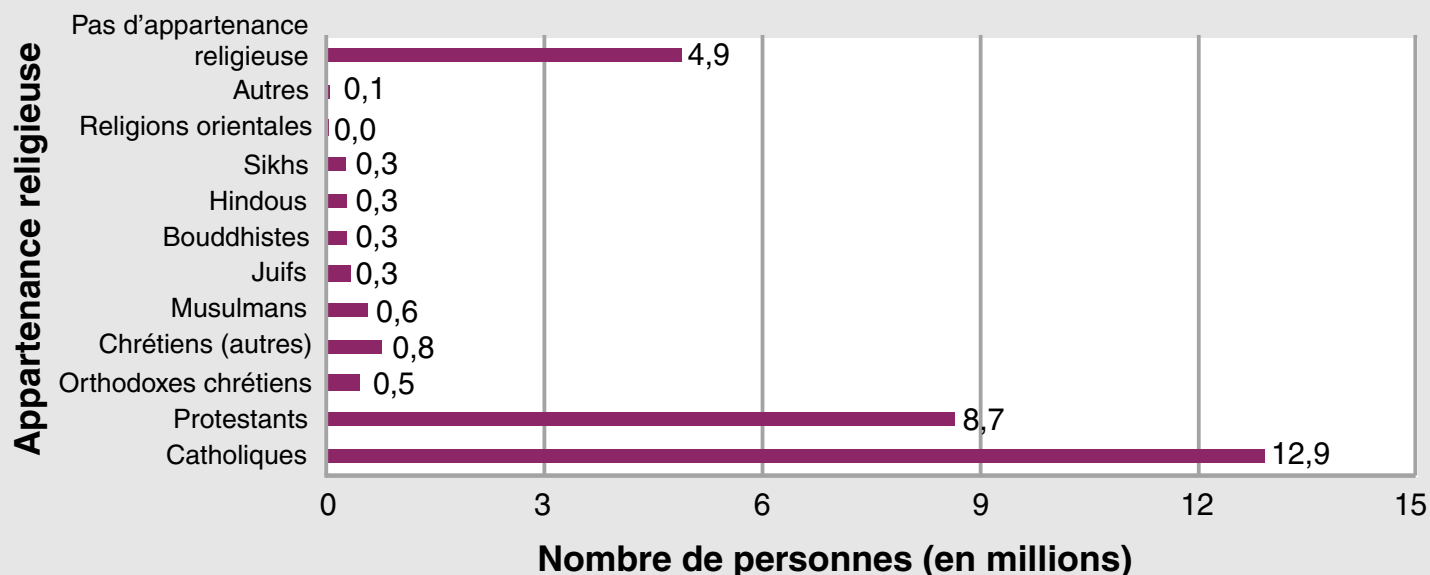
En 2006, au Canada, près d'un jeune de moins de 25 ans sur cinq appartenait à une minorité visible. Parmi la population des groupes de minorités visibles au Canada, 96 % des personnes de moins de 25 ans habitaient dans quatre provinces. En Ontario, il y avait 1 050 840 enfants et jeunes appartenant à des minorités visibles, près de trois fois plus qu'en Colombie-Britannique, où il y avait 358 910 jeunes de moins de 25 ans appartenant à un groupe des minorités visibles. Toutefois, la proportion de jeunes appartenant à la population des groupes de minorités visibles était légèrement supérieure en Colombie-Britannique (30 %) qu'en Ontario (28 %). Le Québec arrivait au troisième rang des provinces ayant la plus importante proportion d'enfants et de jeunes appartenant à la population de groupes de minorités visibles, soit 261 555 jeunes de moins de 25 ans, c'est-à-dire 12 % de la population des jeunes de la province.





1.7.30 Religion

Fig. 1.7.30 Population du Canada, par appartenance religieuse, 2001



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://www40.statcan.ca/102/cst01/demo30d-fra.htm>, consulté le 28 novembre 2011

Dans le Recensement de 2001, les Canadiens étaient répartis selon 12 appartenances religieuses, y compris une catégorie « Non croyants » ou « Aucune appartenance religieuse ». En 2001, 12,9 millions de personnes, soit 44 % de la population totale, étaient catholiques; 8,7 millions de personnes, soit 29 % de la population totale, étaient protestantes; près de 500 000, soit 2 % de la population, étaient orthodoxes chrétiennes, et 780 000, soit 3 % des Canadiens, appartenaient à une religion chrétienne autre. Dans l'ensemble, 77 % des Canadiens appartenaient à l'une de ces quatre confessions chrétiennes.

Il y avait également des personnes appartenant à plusieurs minorités religieuses. Près de 600 000 personnes, soit 2 % de la population, étaient musulmanes; 329 995 personnes, soit 1 % de la population, étaient juives; 300 345 étaient bouddhistes; 297 200 (1 %) étaient hindous; et 278 410 (1 %) étaient sikhs.

La plus grande minorité, près de 500 000 Canadiens, n'appartenait à aucune religion.

Signification

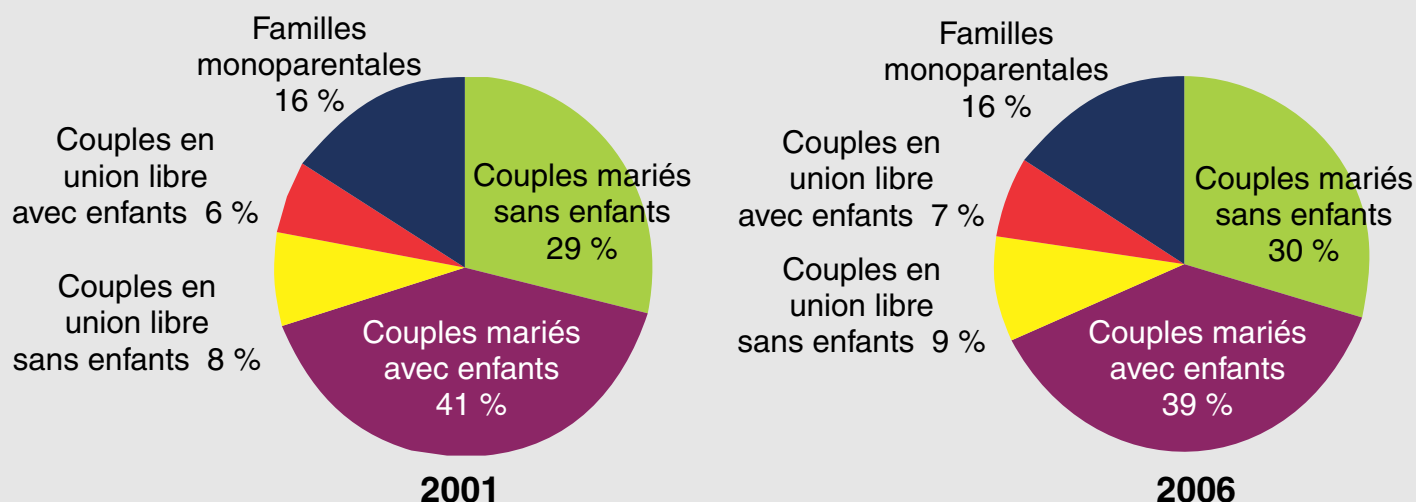
La religion et la foi jouent un rôle de premier plan dans la vie de nombreux Canadiens, sinon de tous. Les Canadiens appartenant aux différentes confessions pratiquent leur religion à des degrés variés. La religion est importante, car elle peut influencer les valeurs et les croyances de base d'une personne ou d'un groupe, ce qui peut avoir un effet sur la vie de l'ensemble de la collectivité. La religion peut par exemple être déterminante dans le choix d'une école publique plutôt que catholique, les convictions politiques, le régime alimentaire et les jours fériés religieux. Le degré de pratique a également un effet sur l'intégration sociale et sur le débat entourant les « accommodements raisonnables » à l'endroit des minorités religieuses. Étant donné que le Canada accueille chaque année de plus en plus d'immigrants, la question des accommodements à l'endroit des personnes adhérant à des confessions différentes est épineuse et de plus en plus importante. Malheureusement, depuis le Recensement de 2001, on ne dispose d'aucune nouvelle donnée sur les Canadiens et la religion.





2.1.1 Structure familiale

Fig. 2.1.1 Répartition des familles de recensement selon la structure familiale, Canada, 2001 et 2006



Nota :

Ne comprend pas les données du recensement pour une ou plusieurs réserves indiennes ou établissements indiens partiellement dénombrés.

Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89016&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=68&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 13 décembre 2011.

D'après le recensement, on compte cinq types de familles au Canada : les couples mariés avec enfants, les couples mariés sans enfants, les couples en union libre avec enfants, les couples en union libre sans enfants et les familles monoparentales. Il ressort du recensement de 2006 que la structure des familles canadiennes est en pleine évolution. Parmi les familles de recensement, la proportion de couples mariés avec enfants a été ramenée de 41 % en 2001 à 39 % en 2006. Par ailleurs, la proportion de couples en union libre avec enfants est passée de 6 % des familles de recensement en 2001 à 7 % en 2006. La proportion de couples mariés avec enfants va en diminuant, tandis que celles de couples en union libre avec enfants augmente.

Conséquences

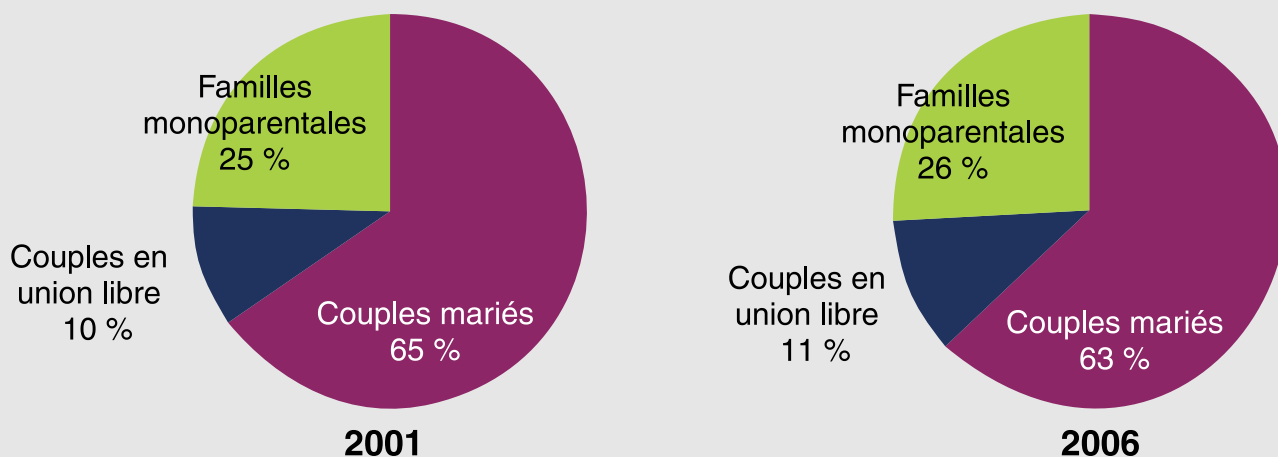
Comme les enfants sont plus nombreux à vivre dans des familles non traditionnelles, la définition canadienne de la notion de famille doit prendre en compte les réalités sociales et être assez large pour englober les structures familiales d'aujourd'hui. De plus, il faut savoir que les familles ne fonctionnent pas toutes de la même façon ou ne sont pas toutes privilégiées dans la même mesure. En reconnaissant les disparités et les luttes communes à certains types de familles (p. ex. un faible revenu au sein des familles monoparentales dirigées par des femmes), nous pouvons commencer à remédier à ces inégalités et, par le fait même, réduire les effets néfastes sur l'unité familiale et les enfants touchés.





2.1.2 Structure familiale

Fig. 2.1.2 Proportion de familles avec enfants à la maison selon la structure familiale, Canada, 2001 et 2006



Nota : Ne comprend pas les données du recensement pour une ou plusieurs réserves indiennes ou établissements indiens partiellement dénombrés. L'expression « enfants à la maison » désigne les fils et filles apparentés par le sang, par alliance ou par adoption, peu importe leur âge ou leur état matrimonial, qui vivent dans le même logement que leurs parents.

Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89016&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=68&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 13 décembre 2011.

En 2006, la majorité des familles avec enfants à la maison étaient dirigées par des couples mariés (63%), tandis que 26 % étaient des familles monoparentales et 11 % étaient dirigées par des couples en union libre. Les données du recensement de 2001 et de 2006 semblent indiquer que la structure des familles avec enfants évolue. La proportion de familles monoparentales et de couples en union libre a augmenté, tandis que celle de couples mariés a diminué.

Conséquences

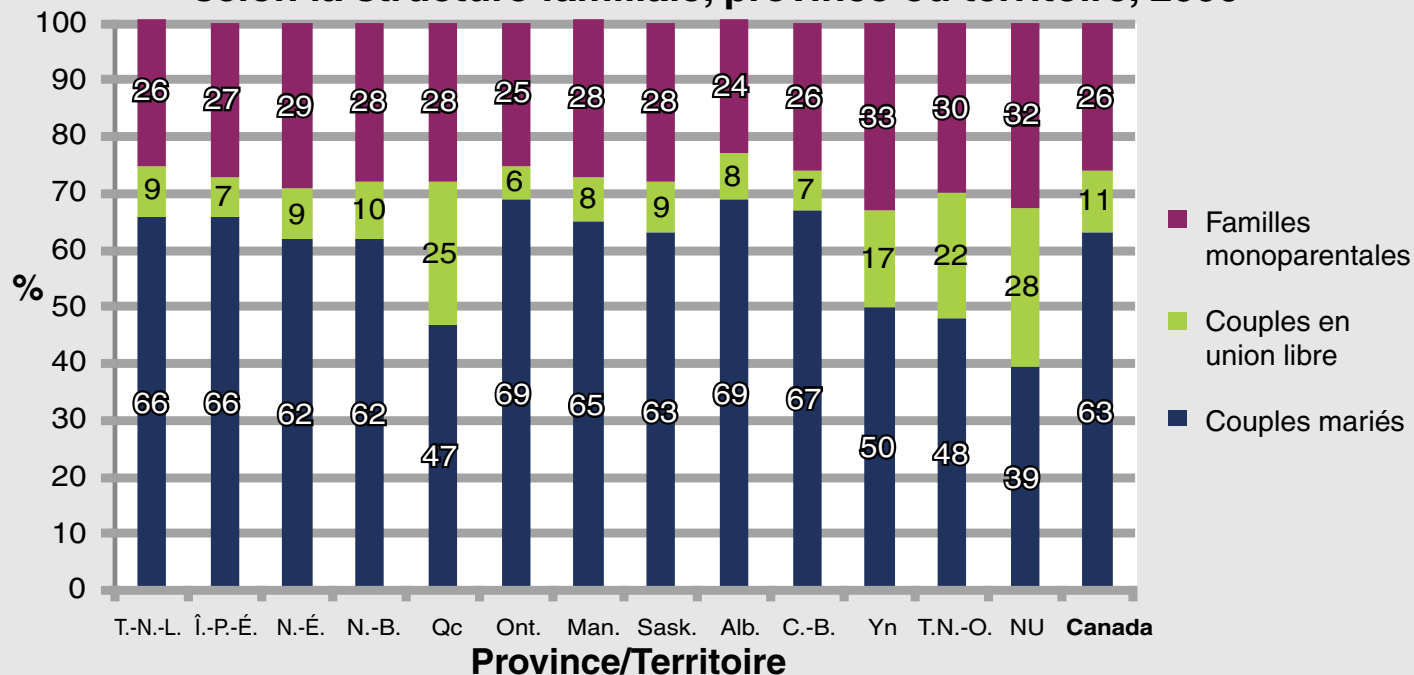
Nous devons être conscients de la fluidité des structures familiales. La stabilité relative qui ressort des figures ci-dessus peut prêter à confusion si les lecteurs ne remarquent pas que l'expérience des enfants concernant la structure familiale peut être ou sera différente de ce qu'elle était au moment du recensement.





2.1.3 Structure familiale

Fig. 2.1.3 Répartition des familles de recensement avec enfants, selon la structure familiale, province ou territoire, 2006



Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89016&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=68&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 13 décembre 2011.

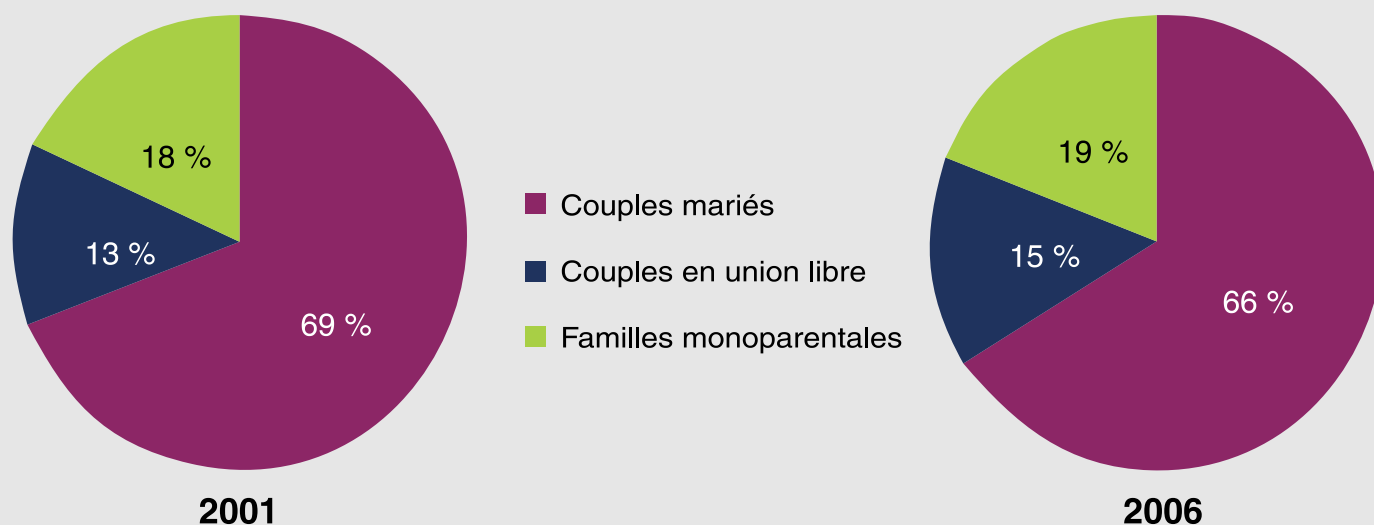
En 2006, dans les différentes provinces, la proportion de couples mariés avec enfants variait entre 62 et 69 %, sauf au Québec, où seulement 47 % des parents étaient mariés. Dans les territoires, en revanche, 50 % ou moins des familles étaient dirigées par un couple marié et 30 % ou plus par un parent seul. À hauteur de 33 %, la proportion de familles monoparentales était la plus élevée au Yukon.





2.1.4 Structure familiale

Fig. 2.1.4 Répartition des enfants de moins de 15 ans selon la structure familiale, Canada, 2001 et 2006



Nota :

Ne comprend pas les données du recensement pour une ou plusieurs réserves indiennes ou établissements indiens partiellement dénombrés.

Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89021&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=68&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 13 décembre 2011.

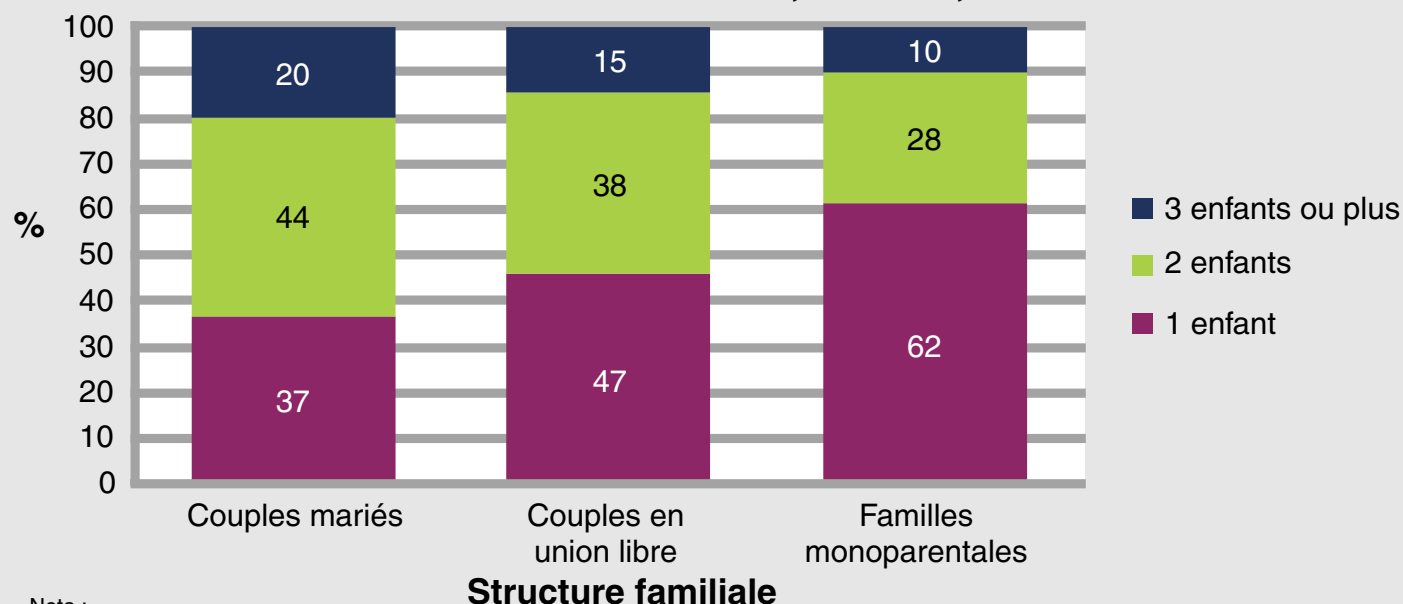
La famille dirigée par un couple marié demeure la structure la plus fréquente parmi les familles de recensement comptant des enfants de moins de 15 ans, mais le recensement de 2006 laisse entrevoir une évolution de la répartition des structures familiales. Parmi les familles comptant des enfants de moins de 15 ans, la proportion de familles dirigées par un couple marié a été ramenée de 69 % en 2001 à 66 % en 2006. Pendant cette période, la proportion de familles de couples en union libre ayant des enfants de moins de 15 ans est passée de 13 à 15 %.





2.1.5 Structure familiale

Fig. 2.1.5 Nombre d'enfants à la maison par famille selon la structure familiale, Canada, 2006



Nota :

Ne comprend pas les données du recensement pour une ou plusieurs réserves indiennes ou établissements indiens partiellement dénombrés.

Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89016&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=68&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>, consulté le 13 décembre 2011.

En 2006, la majorité des couples mariés ou en union libre ayant des enfants en comptaient deux ou plus à la maison (64 et 53 % respectivement), tandis que la majorité des familles monoparentales avaient un seul enfant à la maison (62%).

Conséquences

Au Canada, la taille moyenne des familles a été ramenée de 3,7 membres en 1971 à 3,0 en 2006¹. Parmi les nombreux facteurs qui influent sur la taille des familles, la sécurité économique, l'âge des parents, le mariage et le divorce, le niveau de scolarité et la participation à la population active sont associées à une tendance à la baisse de la taille des familles canadiennes.

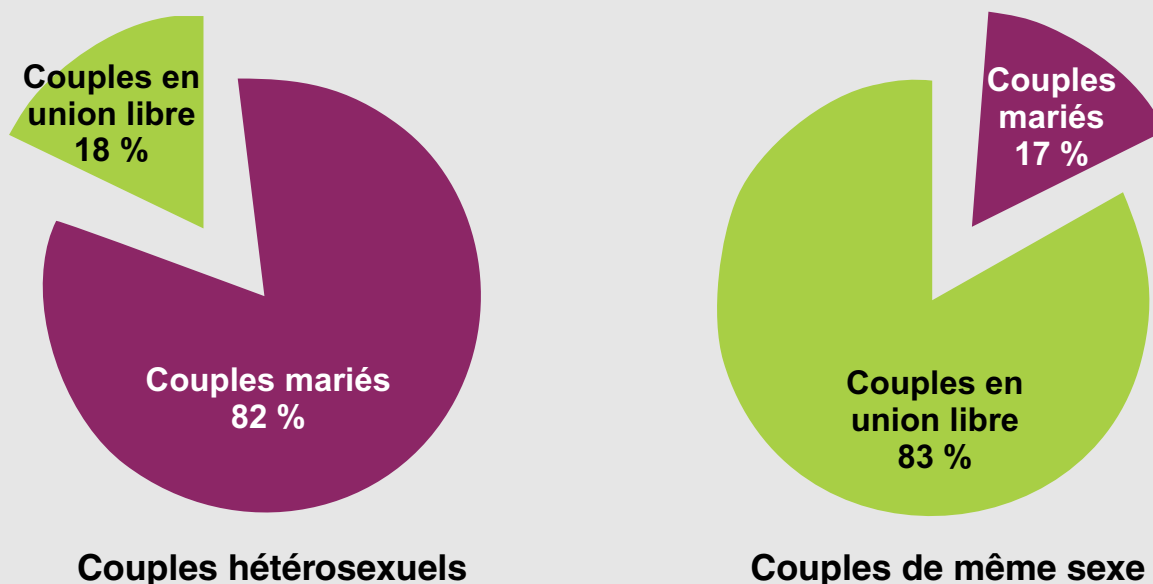
¹ Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/famil40-fra.htm>, consulté le 13 décembre 2011.





2.1.6 Structure familiale

Fig. 2.1.6 Statut matrimonial des couples hétérosexuels et des couples de même sexe, Canada, 2006



Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-553/table/t2-fra.cfm>, consulté le 13 décembre 2011.

En 2001, le recensement renfermait pour la première fois une question concernant les couples de même sexe. Le 17 juin 2003, le premier ministre Jean Chrétien et le ministre de la Justice Martin Cauchon ont annoncé que le gouvernement fédéral présenterait un projet de loi pour légaliser les mariages entre conjoints de même sexe à la grandeur du pays.

En 2005, la Cour suprême du Canada a légalisé ces mariages. Un an plus tard, dans le cadre du recensement de 2006, 17 % des couples de même sexe ont déclaré être mariés, tandis que 83 % continuaient de vivre en union libre. En revanche, 82 % des couples hétérosexuels étaient mariés et 18 % vivaient en union libre.

Conséquences

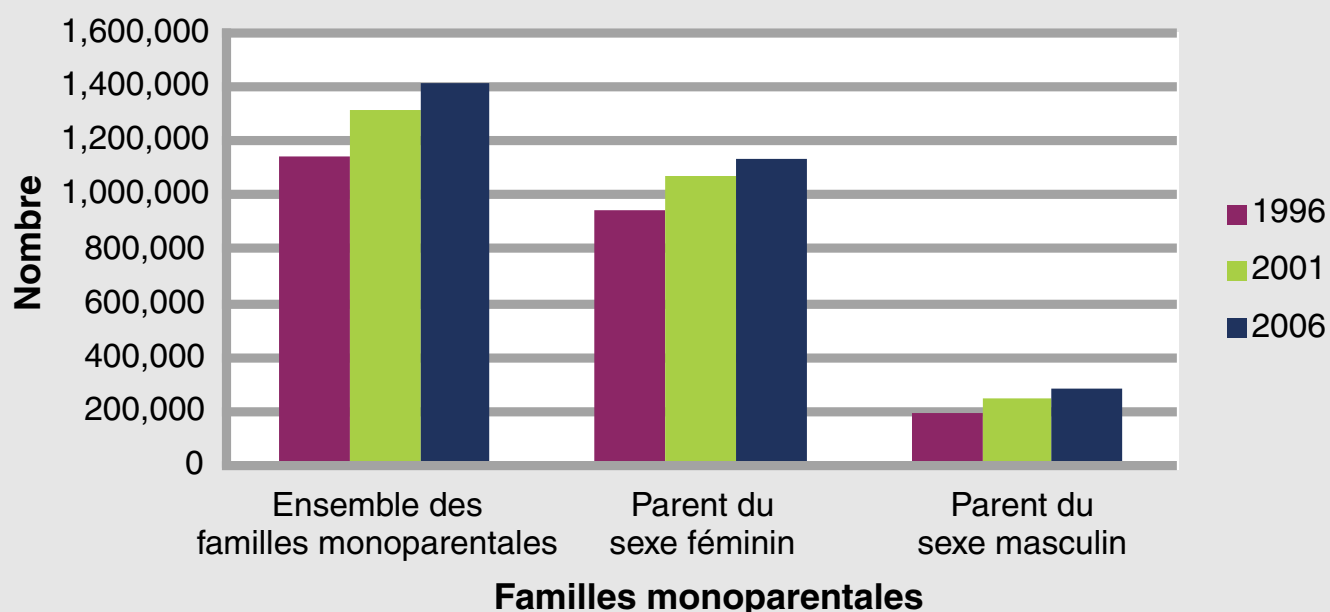
En intentant des poursuites en vertu de la Charte, les couples de même sexe ont fait des progrès appréciables sur la voie de l'égalité juridique avec les couples hétérosexuels. Plusieurs poursuites alléguant une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ont été intentées devant les tribunaux en vertu de la Charte dans le contexte du droit de la famille ou non. Des couples de même sexe ont invoqué la Charte pour obtenir des droits et obligations similaires à ceux des couples hétérosexuels.





2.1.7 Structure familiale

Fig. 2.1.7 Nombre de familles monoparentales selon le sexe du parent, Canada, de 1996 à 2006 (certaines années)



Source : Adapté de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GID=837928&GK=1&GRP=1&O=D&PID=89016&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=68&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0> et <http://www.statcan.gc.ca/c1996-r1996/oct14-14oct/family-famille2-fra.htm>, consulté le 13 décembre 2011.

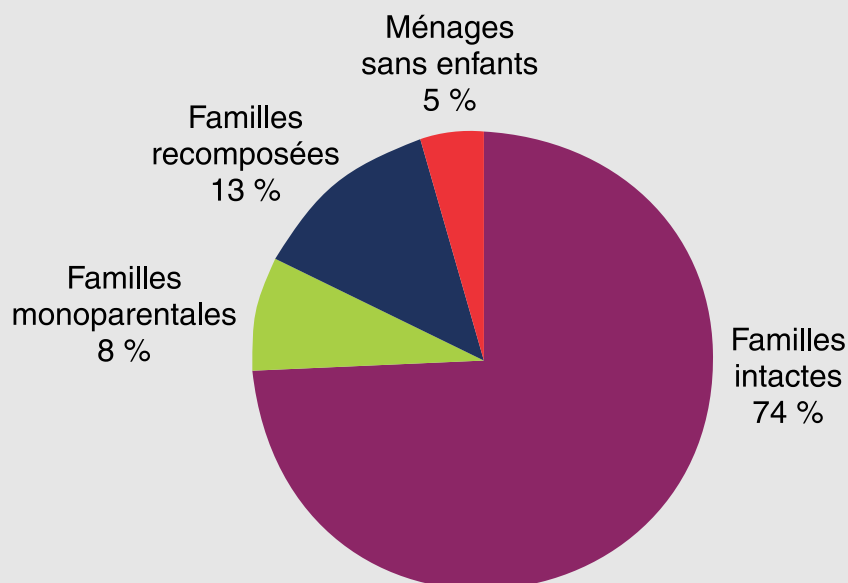
Le nombre de familles monoparentales ne cesse d'augmenter au Canada depuis plusieurs dizaines d'années. En 2006, les familles monoparentales dirigées par la mère étaient quatre fois plus nombreuses que celles dirigées par le père (plus de 1,1 million comparativement à 282 000).





2.1.8 Structure familiale

Fig. 2.1.8 Répartition des pères selon la structure familiale, Canada, 2006



Source : Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2010002/t/11165/tbl003-fra.htm>, consulté le 13 décembre 2011. L'âge des pères se situe entre 18 et 65 ans.

Au Canada, la majorité des pères (74 % en 2006) s'occupaient de leurs enfants dans le cadre d'un couple marié ou en union libre. Par ailleurs, 14 % des pères s'occupaient de leurs enfants dans le cadre d'une famille recomposée ou étaient les beaux-pères d'un ou de plusieurs enfants. D'autres pères étaient chefs de famille monoparentale (8 %) et seulement 4 % des pères ont indiqué n'avoir aucun enfant à la maison.

Conséquences

Le concept de paternité s'est élargi considérablement au cours des 20 dernières années. Elle comprend maintenant les pères qui font partie d'un couple en union libre, les pères homosexuels avec ou sans conjoint, divorcés ou séparés qui ne vivent pas avec leurs enfants, les beaux-pères, les pères adoptifs, les pères de famille d'accueil, les pères qui font partie d'une famille recomposée et les hommes âgés qui ne vivent plus avec leurs enfants adultes². Compte tenu des réalités de la paternité au Canada, il est difficile d'évaluer le nombre de pères dans les différentes catégories observées.

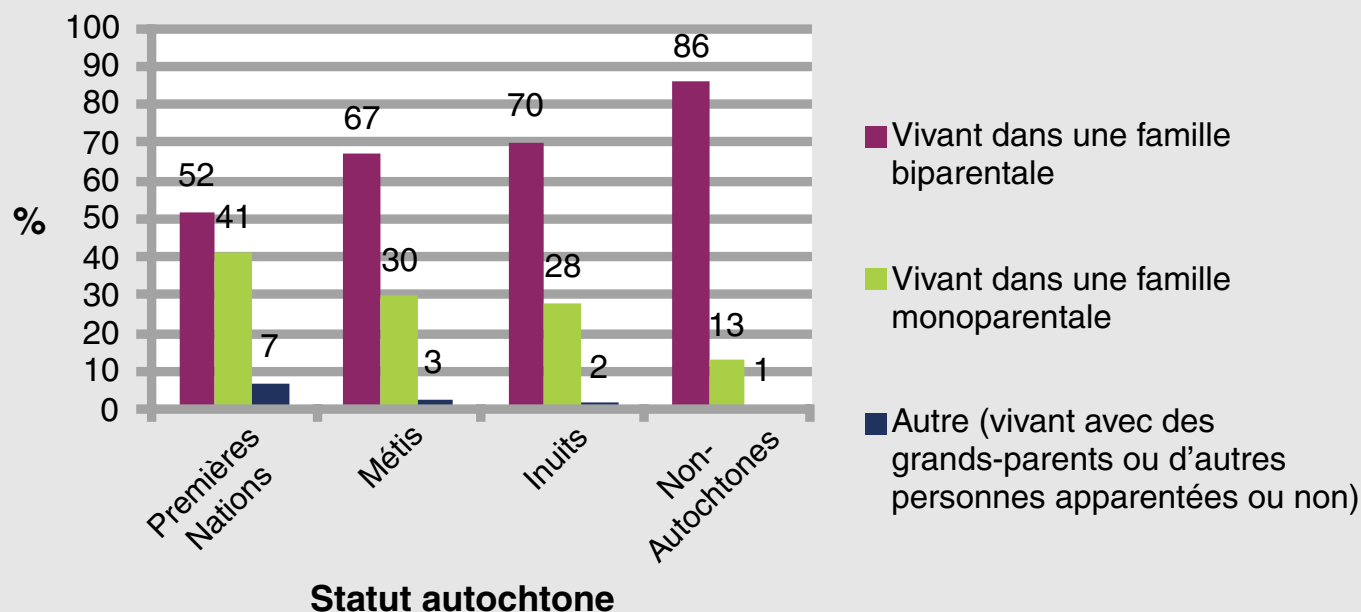
² Father Involvement Research Alliance, Canadian Fathers by the Numbers, <http://www.fira.ca/article.php?id=66>, (en anglais seulement), consulté le 13 décembre 2011.





2.1.9 Structure familiale

Fig. 2.1.9 Modalités de vie des enfants de moins de six ans, selon le statut autochtone, Canada, 2006



Source : Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-634-x/2008001/charts/6000124-fra.htm>, consulté le 13 décembre 2011.

Au Canada, d'après le recensement de 2006, la plupart (86 %) des enfants non autochtones de moins de six ans vivaient dans une famille biparentale, comparativement à 13 % dans une famille monoparentale et à 1 % dans un autre type de famille.

Les enfants autochtones de moins de six ans étaient plus nombreux que leurs homologues non autochtones à vivre dans une famille monoparentale. Cinquante-deux pour cent des enfants des Premières nations de moins de six ans vivaient dans une famille biparentale.

Conséquences

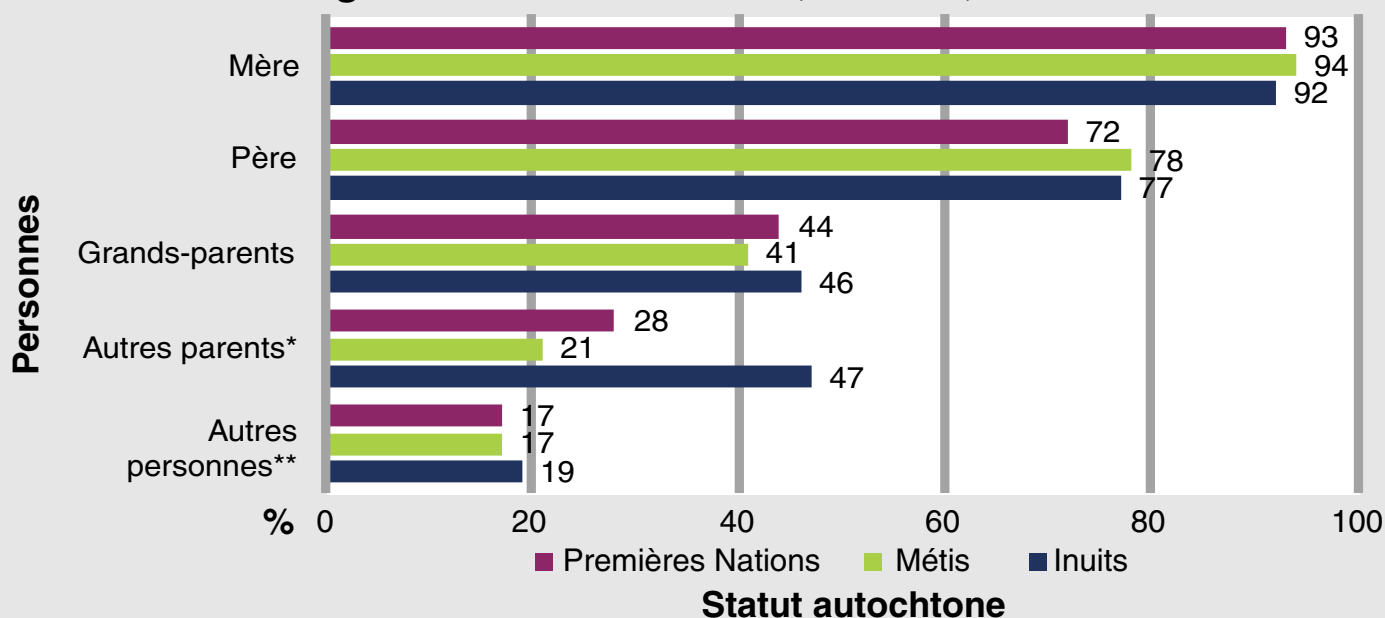
Les enfants autochtones de moins de six ans étaient beaucoup plus nombreux que leurs homologues non autochtones à vivre dans une famille monoparentale. Par le fait même, ces enfants étaient plus susceptibles de vivre dans la pauvreté.





2.1.10 Structure familiale

Fig. 2.1.10 Personnes qui s'occupent d'enfants autochtones âgés de moins de six ans, Canada, 2006



* Comprend les tantes et oncles, les frères et sœurs ainsi que les cousins.

** Comprend les enseignants, les éducateurs en garderie, les autres parents non encore mentionnés et les personnes non apparentées.

Source : Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2008002/t/10729/tbl003-fra.htm> et <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2008002/t/10729/tbl005-fra.htm>, consulté le 13 décembre 2011.

L'Enquête sur les enfants autochtones de 2006 a examiné le nombre de parents, de grands-parents, d'autres parents ou d'autres personnes qui s'occupaient d'un enfant autochtone de moins de six ans. La grande majorité des mères — membres de Premières Nations (93 %), Métisses (94%) et Inuites (92 %) — s'occupaient de leurs enfants, tout comme de nombreux pères membres des Premières Nations (72 %), Métis (78 %) et Inuits (77 %). Toujours selon l'enquête, la proportion d'enfants de moins de six ans dont s'occupaient leurs grands-parents est de 44 % parmi les Premières Nations, 41 % chez les Métis et 46 % chez les Inuits. Les autres parents, notamment les frères et sœurs et les membres de la famille élargie, s'en occupaient moins parmi les familles des Premières Nations (28 %) et les familles métisses (21%), comparativement aux familles inuites (47 %). La proportion de personnes autres que les membres de la famille qui s'occupaient d'enfants de moins de six ans s'élevait à 17 % pour les enfants membres des Premières Nations ou Métis et à 19 % pour les enfants inuits.

Conséquences

« Les enfants occupent une place particulière dans les cultures autochtones. Selon la tradition, ils sont un don des esprits [...]. [L'enfant] possède en lui des dons qui se manifestent lorsqu'il devient enseignant, mère, chasseur, conseiller, artisan ou visionnaire. Il apporte des forces nouvelles à la famille, au clan et au village. Sa présence joyeuse rajeunit le cœur des anciens. »

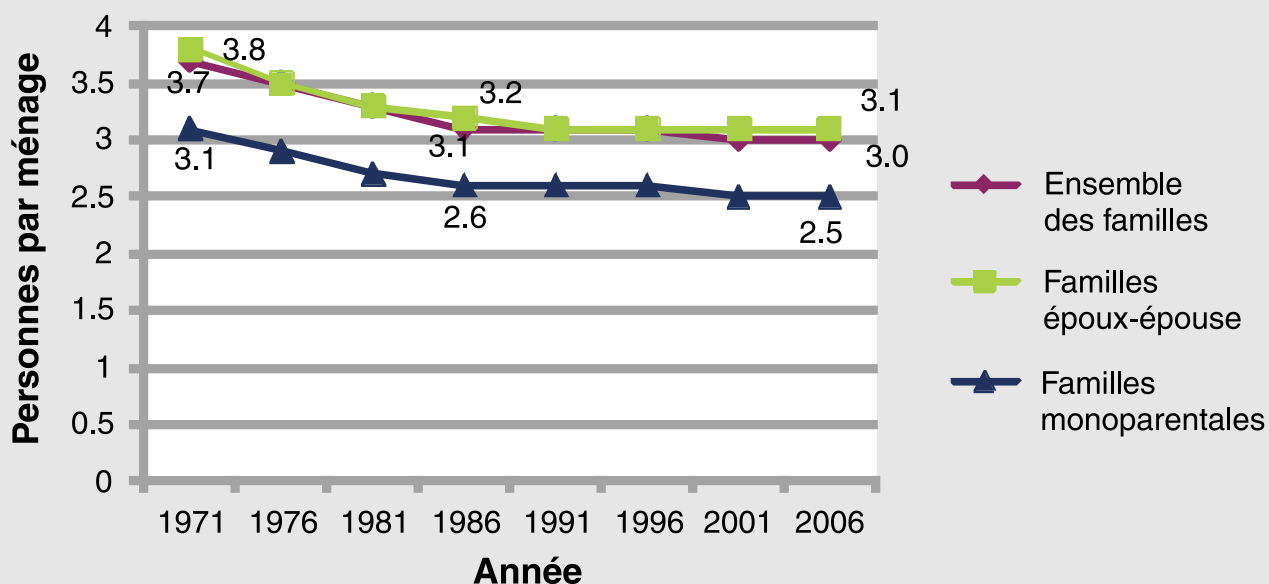
(Commission royale sur les peuples autochtones, 1996)





2.1.11 Structure familiale

Fig. 2.2.11 Taille moyenne des familles selon la structure familiale, Canada, 1971-2006 (certaines années)



Nota : Comprend les familles sans enfants.

Source :

Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/famil40-fra.htm>, consulté le 13 décembre 2011.

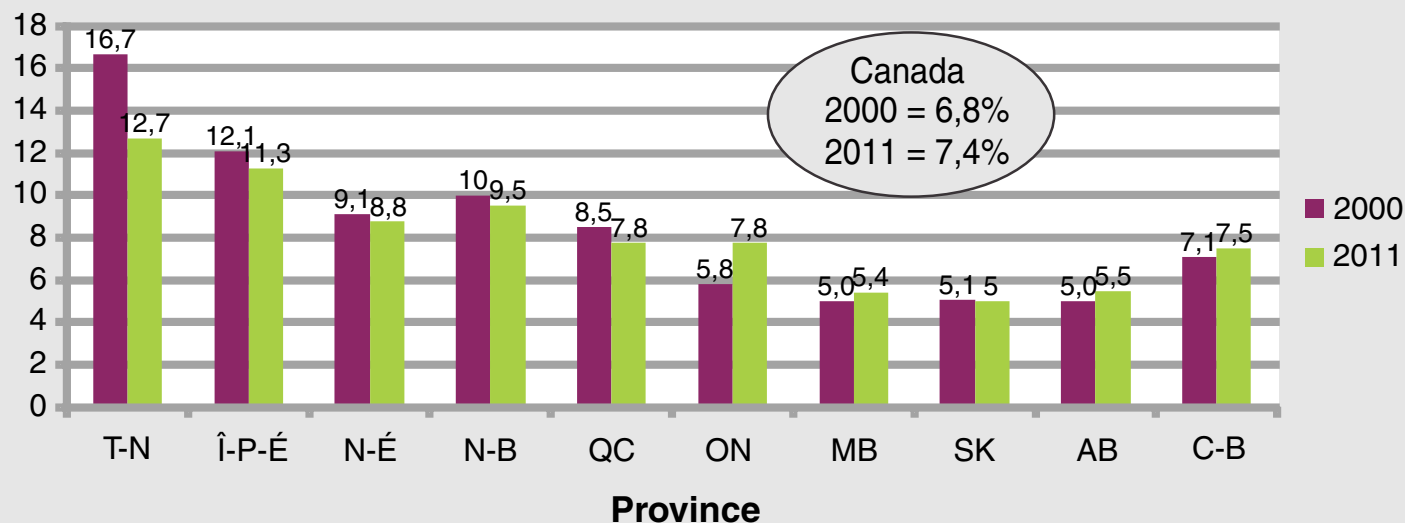
La taille moyenne des familles de recensement — avec ou sans enfants — a diminué depuis une génération. Le nombre de membres de la famille canadienne moyenne a été ramené de 3,7 en 1971 à 3,0 en 2006. On observe une diminution similaire parmi les familles époux-épouse (de 3,8 à 3,0) et les familles monoparentales (de 3,1 à 2,5).





2.2.12 Travail et famille

Fig. 2.2.12 Taux de chômage, Canada, par province, 2000 et 2011



Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau 282-0002), consulté le 15 janvier 2012.

En 2011, le taux de chômage s'établissait à 7,4 % au Canada. Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré le taux le plus élevé (12,7 %), suivi de l'Île-du-Prince-Édouard à 11,3 %. Le Manitoba (5,4 %), la Saskatchewan (5,0 %) et l'Alberta (5,5 %) ont affiché un taux inférieur à la moyenne nationale. Entre 2000 et 2011, le taux de chômage a reculé de 16,7 à 12,7 % à Terre-Neuve-et-Labrador, mais il est passé de 5,8 à 7,8 % en Ontario.

Conséquences

Le chômage entraîne une diminution des ressources financières disponibles pour répondre aux besoins de la famille. La durée d'emploi joue aussi un rôle important dans le bien-être de la famille. Le taux de chômage provincial a été le plus élevé dans la région de l'Atlantique, mais le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont enregistré la durée moyenne du chômage la plus longue (respectivement 23, 22 et 21 semaines)¹. Pour protéger les collectivités vulnérables contre un effondrement économique au cours des périodes difficiles, les dirigeants doivent stimuler un développement rentable et durable propre à offrir un filet de sécurité à la population active.

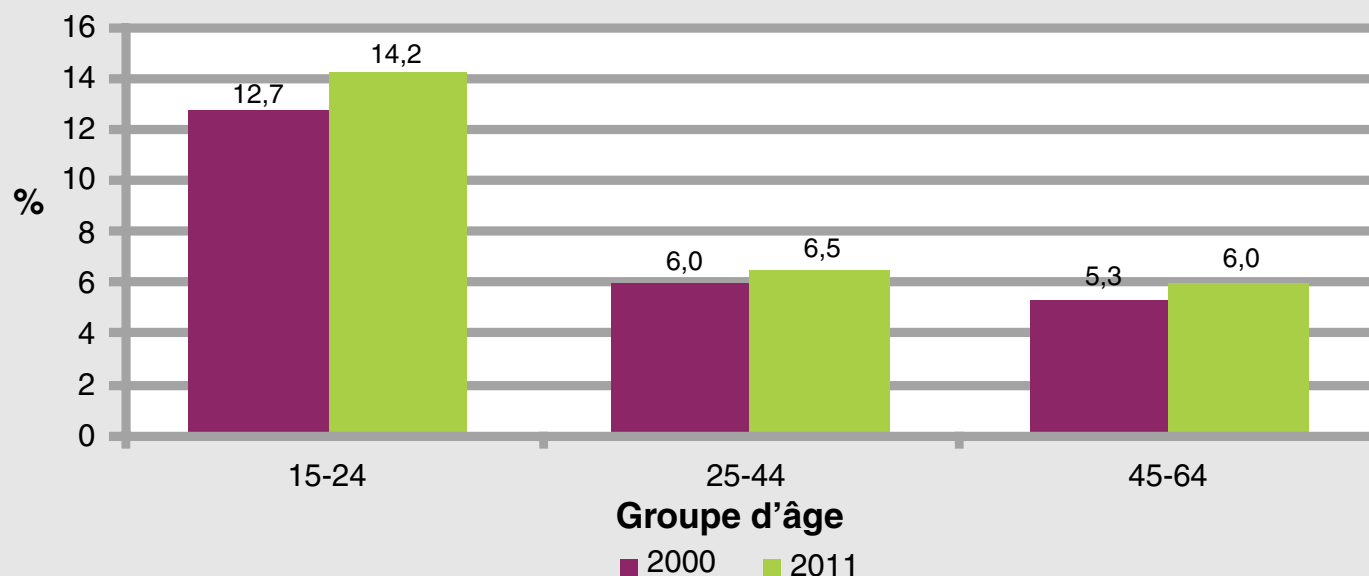
¹ Statistique Canada, 2011. Tableau CANSIM 282-0048 – Estimations issues de l'Enquête sur la population active <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=2820048&pattern=&p2=-1&p1=1&tabMode=dataTable&stByVal=1&paSer=&csid=&retrLang=fra&lang=fra>, consulté le 15 janvier 2012.





2.2.13 Travail et famille

Fig. 2.2.13 Taux de chômage selon le groupe d'âge, Canada, 2000 et 2011



Nota : La population active exclut 1) les étudiants actuellement aux études à temps plein qui cherchent un emploi à temps plein et 2) les étudiants qui ne sont pas disponibles pour travailler parce qu'ils sont aux études.

Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau 282-0002), consulté le 15 janvier 2012.

Le taux de chômage des jeunes correspond au nombre de chômeurs dans le groupe de 15 à 24 ans exprimé en pourcentage du nombre de ces jeunes au sein de la population active (ceux qui travaillent ou cherchent un emploi). En 2000, le taux de chômage des jeunes s'établissait à 12,7 % à l'échelle nationale¹.

En 2011, le taux de chômage des jeunes était passé à 14,2 %. Dans le groupe de 15 à 19 ans, près d'un jeune sur cinq (19,5 %) était en chômage, comparativement à 10,9 % dans le groupe de 20 à 24 ans. Le taux de chômage des adultes de 25 à 64 ans se chiffrait à 6,2 %.

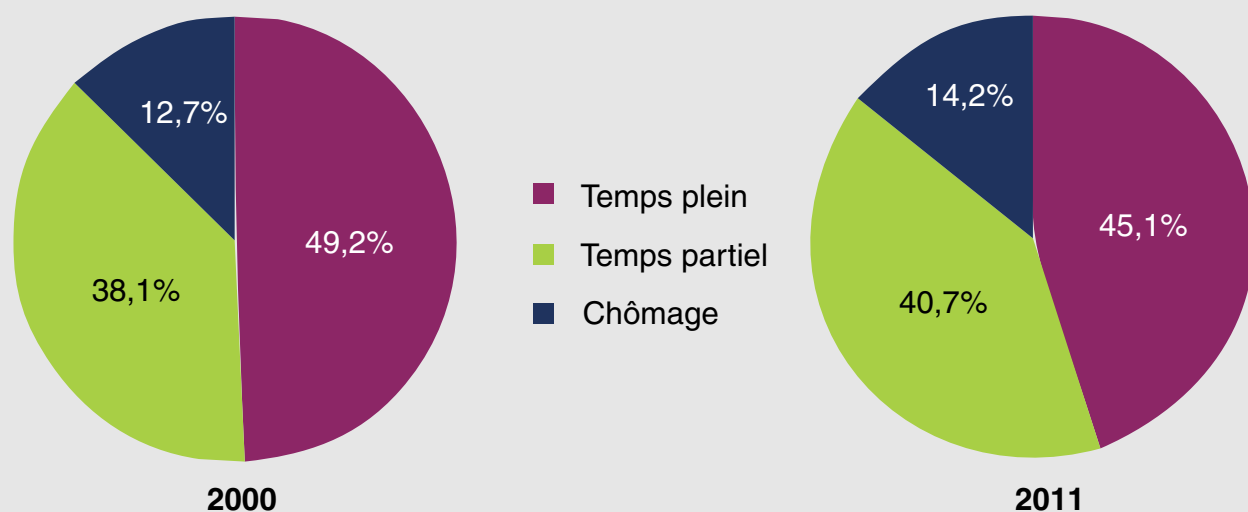
¹ Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2000.





2.2.14 Travail et famille

Fig. 2.2.14 Situation d'emploi de la population active, de 15 à 24 ans, Canada, 2000 et 2011



Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau 282-0002), consulté le 15 janvier 2012.

Parmi les jeunes Canadiens de 15 à 24 ans, 45,1 % travaillaient à temps plein et 40,7 % à temps partiel en 2011.

La plupart des jeunes de ce groupe d'âge occupant un emploi (71 %) ont cité « va à l'école » comme raison pour occuper un emploi à temps partiel, 5 % ont affirmé qu'il s'agissait d'un choix personnel et 20 % ont indiqué « autre raison », ce qui comprend la conjoncture économique et l'incapacité de travailler à temps plein¹.

¹ Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0014 et 282-0001.

Conséquences

L'emploi à temps partiel ne cesse d'augmenter, en particulier chez les jeunes de 15 à 24 ans¹. Dans ce groupe d'âge, l'emploi à temps partiel constitue souvent la solution idéale, car il permet aux jeunes de gagner un revenu tout en poursuivant leurs études secondaires ou postsecondaires.

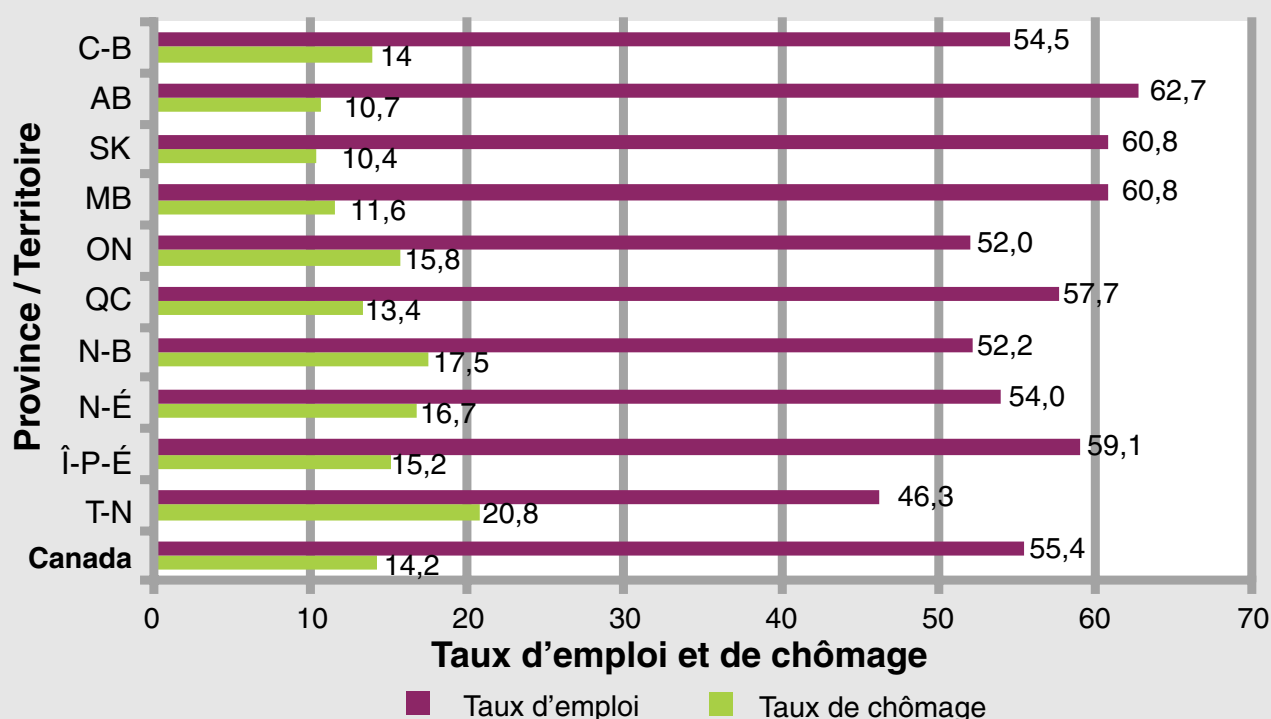
¹ Ressources humaines et Développement des compétences Canada, 2010. Travail – Taux d'emploi http://www4.hrsdc.gc.ca/.3ndic.1t.4r@-fra.jsp?iid=13#M_6, consulté le 15 janvier 2012.





2.2.15 Travail et famille

Fig. 2.2.15 Taux d'emploi et de chômage, de 15 à 24 ans, par province, 2011



Source :

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau 282-0002), consulté le 15 janvier 2012.

En 2011, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans était le plus élevé en Alberta (62,7 %), en Saskatchewan (60,8 %) et au Manitoba (60,8 %). C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que la proportion de jeunes de ce groupe d'âge faisant partie de la population active était la plus faible (46,3 %).

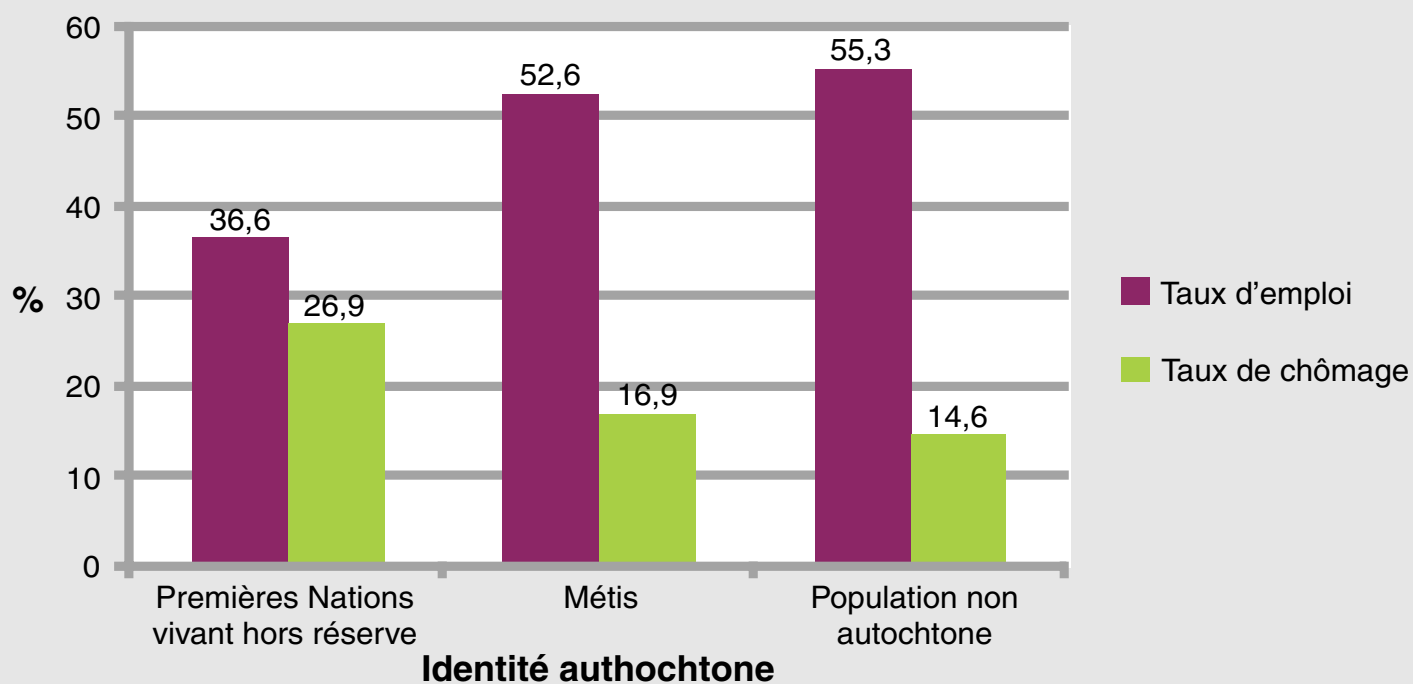
En 2011, le taux d'emploi des jeunes de 15 à 24 ans se chiffrait à 55,4 %. Le taux de chômage à Terre-Neuve-et-Labrador (46,3 %), en Ontario (52,0 %), au Nouveau-Brunswick (52,2 %), en Nouvelle-Écosse (54,0 %) et en Colombie-Britannique (54,5 %) était inférieur à la moyenne nationale.





2.2.16 Travail et famille

Fig. 2.2.16 Taux d'emploi et de chômage des jeunes, de 15 à 24 ans, selon l'identité autochtone, Canada, 2010



Note : Les données sur les Autochtones ne comprennent pas celles qui se rapportent aux Inuits.

Source : Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/71-588-x/2011003/t006-fra.htm>, consulté le 15 janvier 2012.

En 2010, le taux de chômage était de 26,9 % chez les jeunes des Premières Nations vivant hors réserve et de 16,9 % chez les Métis. Il s'établissait à 14,6 % parmi leurs homologues non autochtones.

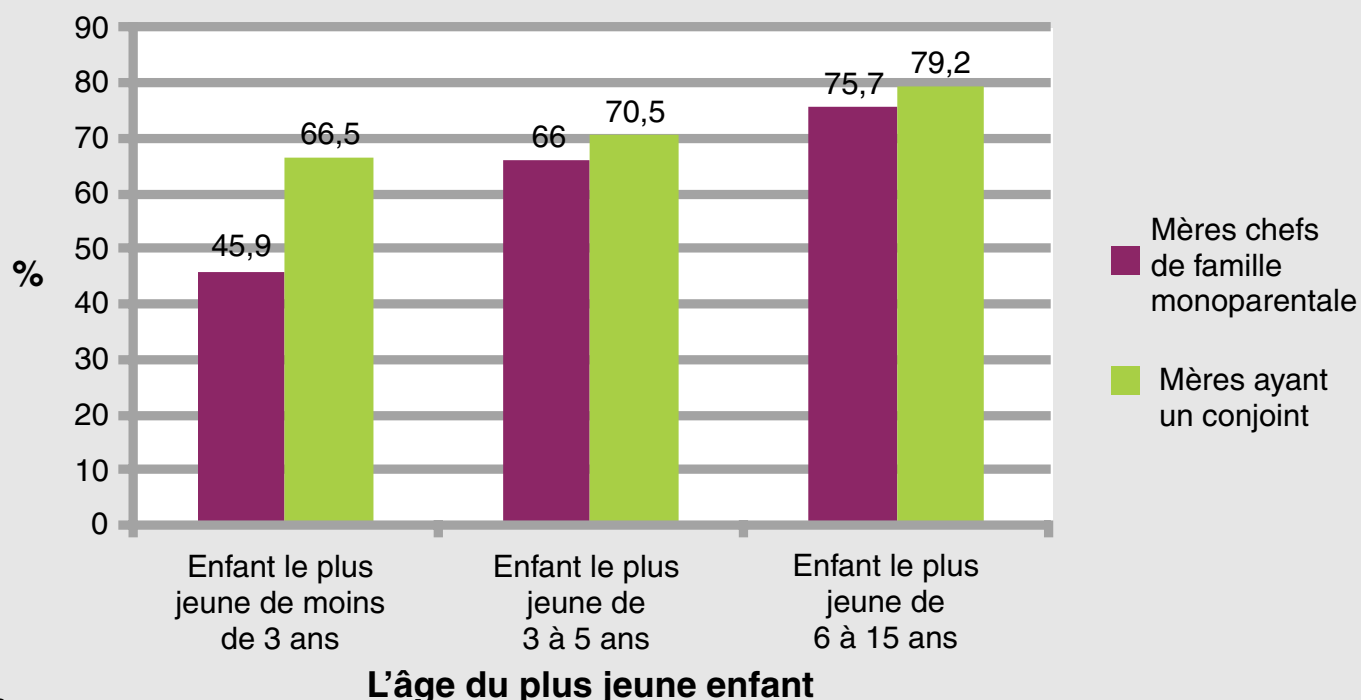
Le taux d'emploi des jeunes des Premières Nations vivant hors réserve se chiffrait à 36,6 % et celui des jeunes Métis, à 52,6 %.





2.2.17 Travail et famille

Fig. 2.2.17 Taux d'emploi des femmes ayant des enfants selon la situation familiale, Canada, 2009



Source :

Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11387/tbl/tbl006-fra.htm>, consulté le 15 janvier 2012.

La structure familiale peut influencer sur la situation d'emploi des mères. Celles qui ont de jeunes enfants sont moins susceptibles d'occuper un emploi que celles dont les enfants sont plus âgés. Tout de même, parmi les femmes ayant un enfant de moins de trois ans, 45,9 % des mères chefs de famille monoparentale et 66,5 % des femmes ayant un conjoint occupaient un emploi à l'extérieur du foyer.

Lorsque leurs enfants fréquentent l'école, 75,7 % des mères chefs de famille monoparentale et 79,2 % de celles ayant un conjoint occupent un emploi.

Conséquences

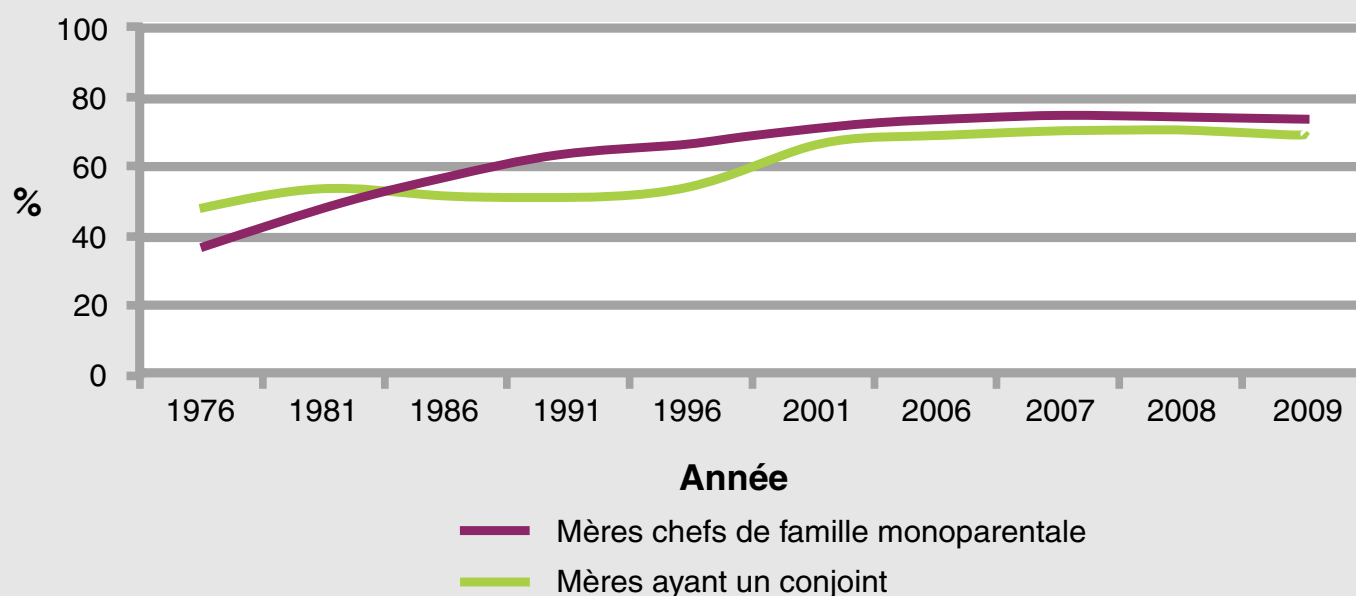
Compte tenu du nombre croissant de mères qui travaillent à l'extérieur, il est important de rendre plus accessibles et plus abordables les services de garde et d'éducation des jeunes enfants ainsi que les services de garde après l'école.





2.2.18 Travail et famille

Fig. 2.2.18 Taux d'emploi des mères dont le plus jeune enfant a moins de 16 ans, Canada, de 1976 à 2009 (certaines années)



Source :

Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11387/tbl/tbl006-fra.htm>, consulté le 15 janvier 2012.

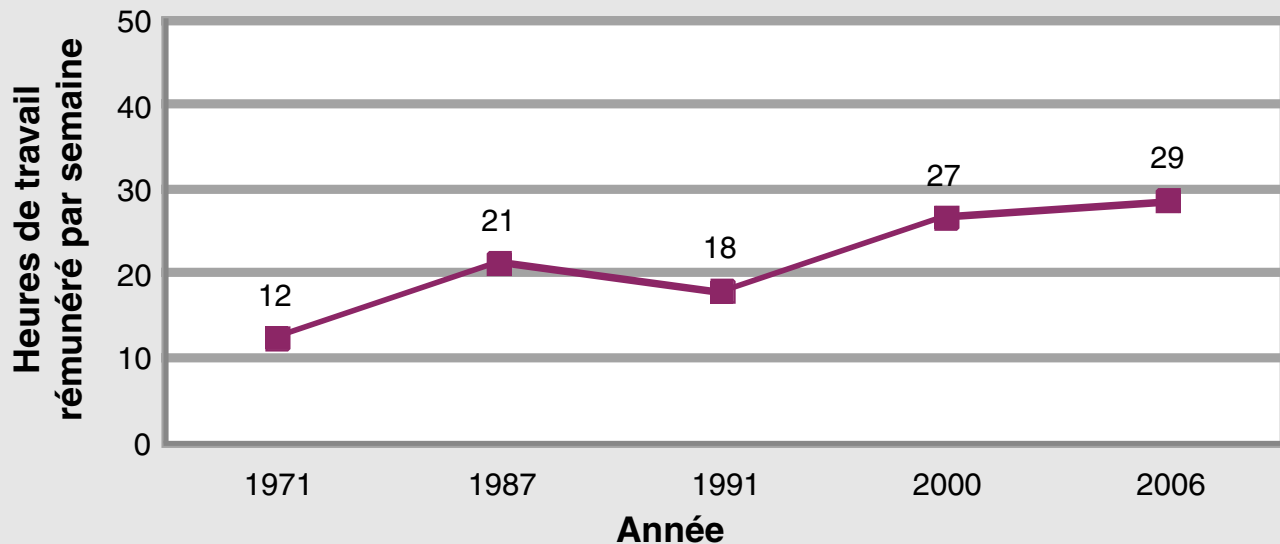
Qu'elles soient chefs de famille monoparentale ou qu'elles aient un conjoint, la majorité des femmes ayant des enfants occupent un emploi. En 2009, parmi les mères ayant au moins un enfant de moins de 16 ans et un conjoint, 74 % travaillaient, comparativement à 69 % pour les mères chefs de famille monoparentale. Depuis 1976, il s'agit d'une augmentation de 95 % pour les mères ayant un conjoint et de 44 % pour les chefs de famille monoparentale. Le taux d'emploi des femmes ayant des enfants de moins de 16 ans est demeuré relativement stable depuis 2001.





2.2.19 Travail et famille

Fig. 2.2.19 Nombre d'heures de travail rémunéré par semaine pour les mères chefs de famille monoparentale ayant des enfants de moins de 18 ans à la maison, Canada, de 1971 à 2006 (certaines années)



Nota : Nombre d'heures pondéré selon les ménages et non par individu.

Source : Burton, P. et S. Phipps, 2010. *Families, time and well-being in Canada, Luxembourg Income Study Working Paper Series, no 537*, page 30, <http://www.lisproject.org/publications/liswps/537.pdf> (en anglais seulement), consulté le 15 janvier 2012.

En 1971, les mères chefs de famille monoparentale travaillaient en moyenne 12 heures par semaine pour soutenir leur famille. En 1987, elles étaient passées à 21 heures par semaine. Au début du nouveau millénaire, les mères seules travaillaient 27 heures par semaine et les plus récentes estimations semblent indiquer que leur semaine de travail a continué d'augmenter pour atteindre 29 heures en 2006. Malgré l'accroissement de leurs heures de travail, le revenu disponible réel de ces femmes est demeuré faible.

Les gains des mères chefs de famille monoparentale ont aussi augmenté. Leur revenu disponible est passé de 9 825 \$ en 1971 à 15 120 \$ en 1991 et à 22 874 \$ en 2006.

Conséquences

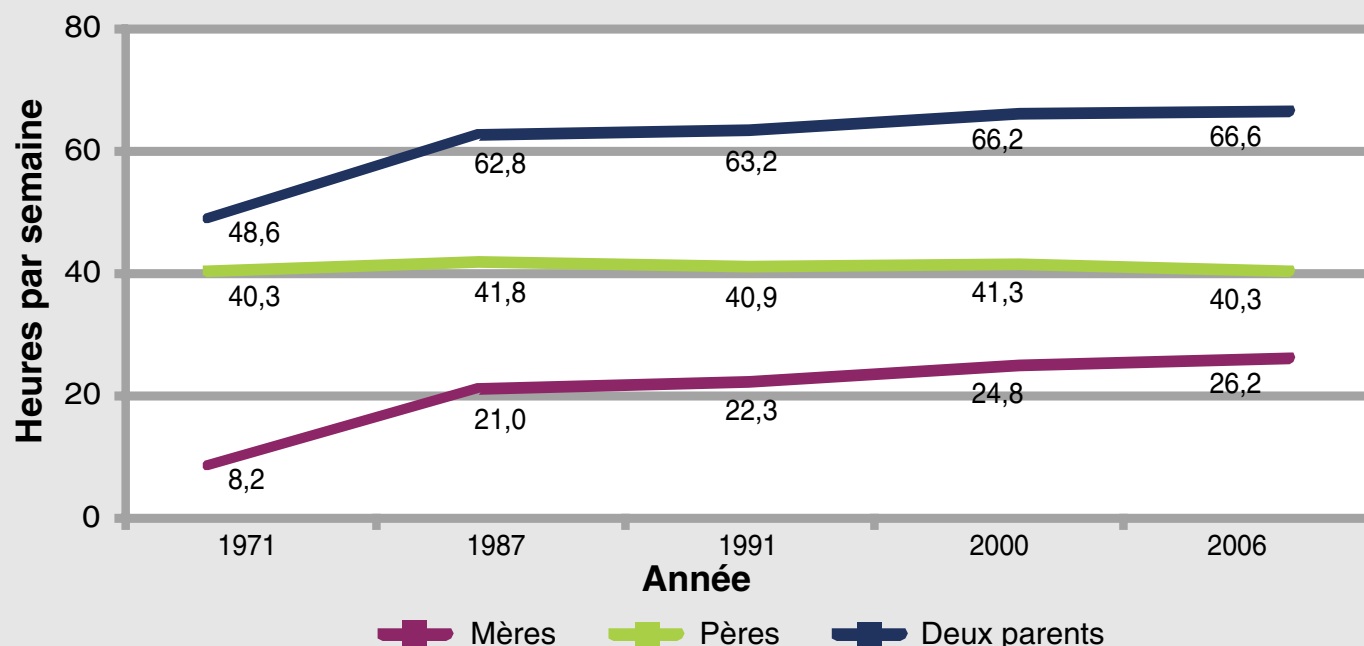
Ces dernières années, le revenu d'emploi des mères chefs de famille monoparentale a augmenté, mais elles passent davantage de temps au travail, ce qui leur en laisse moins à consacrer à leurs enfants à la maison. En outre, malgré l'augmentation de la semaine de travail de ces femmes, leur revenu est demeuré faible.





2.2.20 Travail et famille

Fig. 2.2.20 Nombre d'heures de travail rémunéré des mères et des pères vivant en couple et ayant des enfants de moins de 18 ans à la maison, Canada, de 1971 à 2006 (certaines années)



Source : Burton, P. et S. Phipp. 2010. *Families, time and well-being in Canada, Luxembourg Income Study Working Paper Series, no 537, pages 27 à 29* <http://www.lisproject.org/publications/liswps/537.pdf> (en anglais seulement), consulté le 15 janvier 2012.

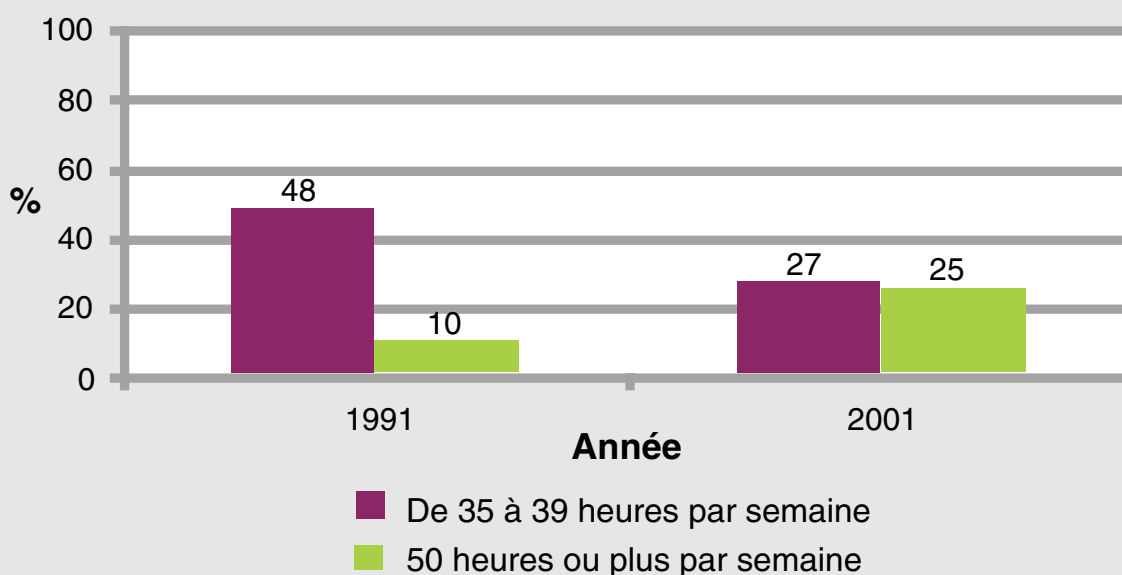
En 1971, le nombre d'heures de travail rémunéré des mères et des pères vivant en couple et ayant des enfants de moins de 18 ans à la maison se chiffrait en moyenne à 48,6 heures par semaine. En 2006, il avait augmenté de 37 % pour atteindre 66,6 heures, mais cette hausse est attribuable aux mères qui consacraient davantage d'heures à leur travail rémunéré. Entre 1971 et 2006, le temps consacré par les mères à leur travail rémunéré a plus que triplé, passant de 8,2 à 26,2 heures. En outre, l'augmentation du nombre d'heures de travail rémunéré des mères est proportionnellement plus forte parmi les familles à faible revenu. De fait, l'accroissement du nombre d'heures de travail a été plus marquée parmi les familles à revenu faible ou moyen, mais ce sont les familles à revenu élevé qui ont bénéficié de la plus forte hausse du revenu réel.





2.2.21 Travail et famille

Fig. 2.2.21 Pourcentage d'employés qui travaillent 50 heures ou plus et de 35 à 39 heures par semaine, Canada, 1991 et 2001



Source : Duxbury, L. et C. Higgins. 2009. Principales constatations et recommandations de l'Enquête de Santé Canada sur le conflit entre le travail et la vie personnelle (2001). Santé Canada, Ottawa (Ontario) http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/pubs/occup-travail/balancing_six-equilibre_six/index-fra.php, consulté le 15 janvier 2012.

Une étude sur le conflit entre le travail et la vie personnelle a récemment été menée auprès de 100 entreprises canadiennes comptant 500 employés ou plus. Sur les 31 571 employés qui ont participé à l'enquête, 55 % étaient des femmes¹.

L'étude a révélé une augmentation globale du nombre d'heures de travail entre 1991 et 2001. Entre 1991 et 2001, la proportion d'employés travaillant 50 heures ou plus par semaine est passée de seulement 10 à 25 %. La proportion de ceux travaillant de 35 à 39 heures par semaine a reculé de 48 à 27 %. Selon les estimations, pas moins d'un Canadien sur quatre occupant un emploi et jusqu'à 60 % d'entre eux ont de la difficulté à établir un équilibre entre leur travail et leur vie personnelle, presque exclusivement parce qu'ils doivent s'occuper d'un parent âgé ou bien d'un membre de la famille ou d'un ou de plusieurs enfants malades.

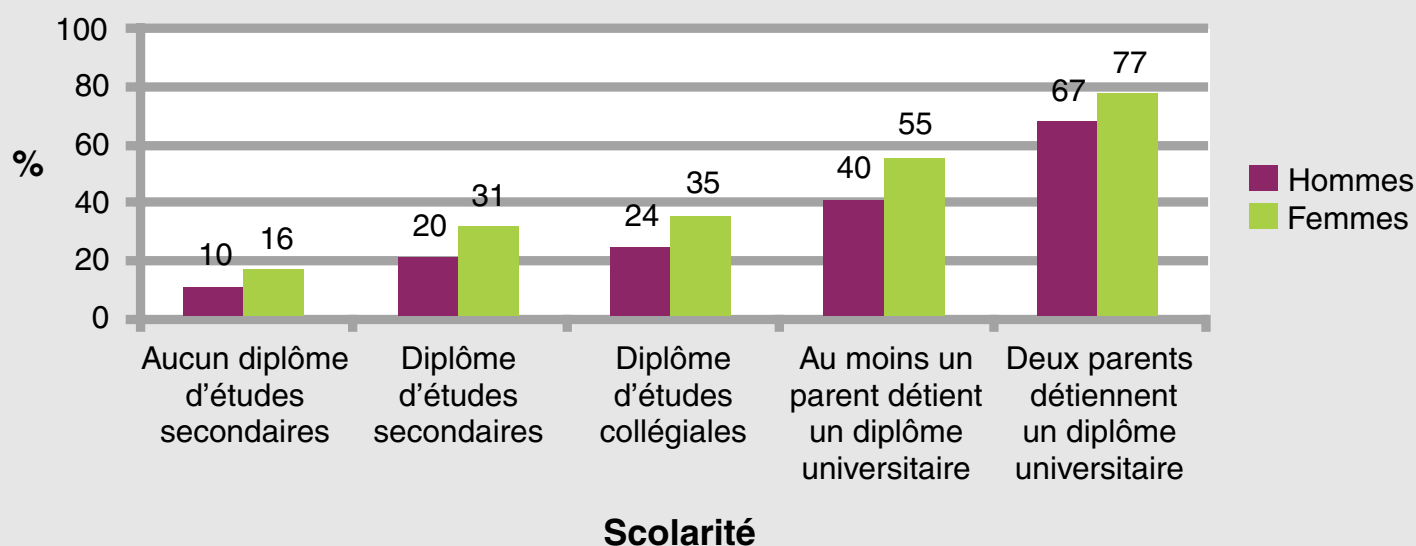
¹ Duxbury, L. et C. Higgins. 2009. Principales constatations et recommandations de l'Enquête de Santé Canada sur le conflit entre le travail et la vie personnelle (2001). Santé Canada; Ottawa (Ontario) (http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/pubs/occup-travail/balancing_six-equilibre_six/index-fra.php).





2.2.22 Travail et famille

Fig. 2.2.22 Pourcentage de Canadiens de 25 à 39 ans qui détiennent un diplôme universitaire selon le niveau de scolarité des parents, Canada, 2009



Source : Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2011002/article/11536-fra.pdf>, consulté le 15 janvier 2012.

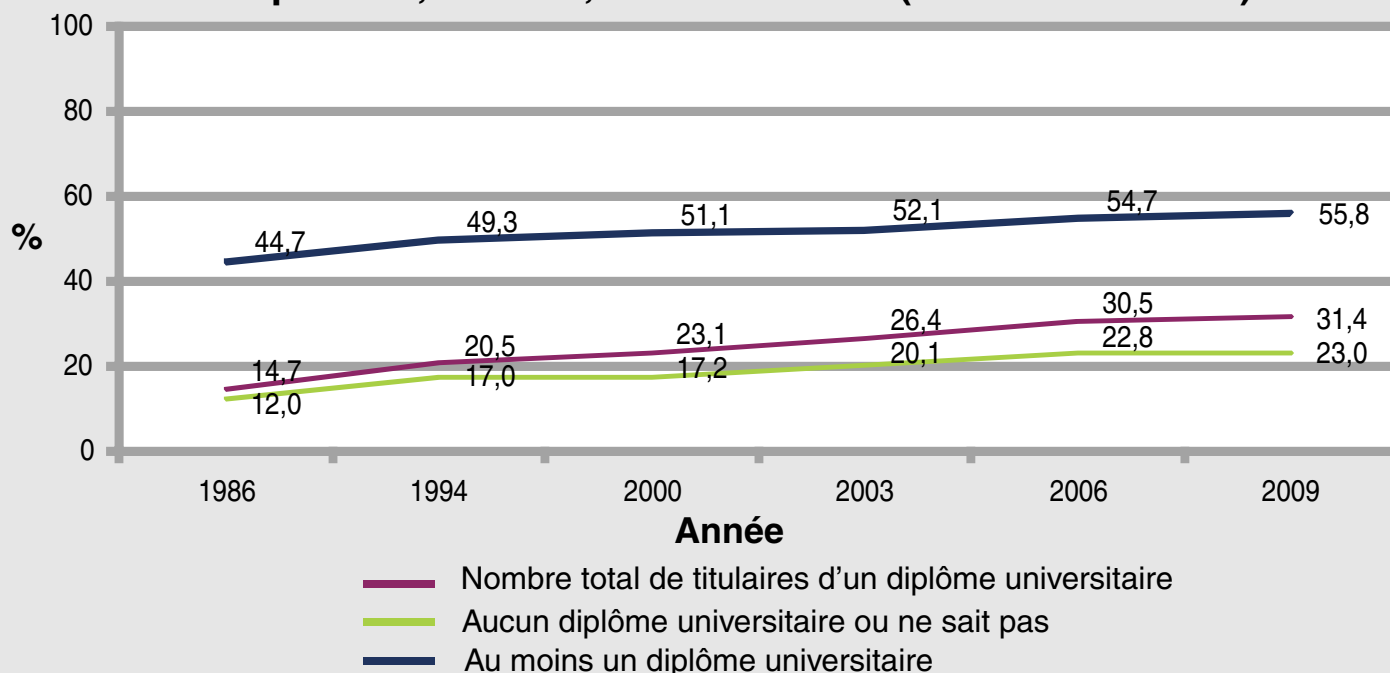
Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme universitaire. En 2009, 37 % des femmes de 25 à 39 ans en détenaient un, comparativement à 27 % de leurs homologues masculins. Toutefois, les jeunes dont les parents possèdent un diplôme universitaire sont eux-mêmes plus susceptibles d'en détenir un. De fait, parmi les personnes de 25 à 39 ans dont les deux parents étaient diplômés universitaires, 67 % des hommes et 77 % des femmes en détenaient un, comparativement à 20 % des hommes et 31 % des femmes dont les parents n'avaient obtenu qu'un diplôme d'études secondaires. La probabilité de détenir un diplôme universitaire augmente proportionnellement au niveau de scolarité des parents.





2.2.23 Travail et famille

Fig. 2.2.23 Pourcentage de Canadiens de 25 à 39 ans qui détiennent un diplôme universitaire selon le niveau de scolarité des parents, Canada, de 1986 à 2009 (certaines années)



Source : Adapté de Statistique Canada <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2011002/article/11536-fra.pdf>, consulté le 15 janvier 2012.

En 2009, parmi les Canadiens de 25 à 39 ans, 31,4 % détenaient un diplôme universitaire. Cette proportion grimpe à 55,8 % parmi ceux dont un parent était diplômé universitaire et elle baisse à 23 % – environ la moitié – parmi ceux dont aucun parent n'était diplômé universitaire.

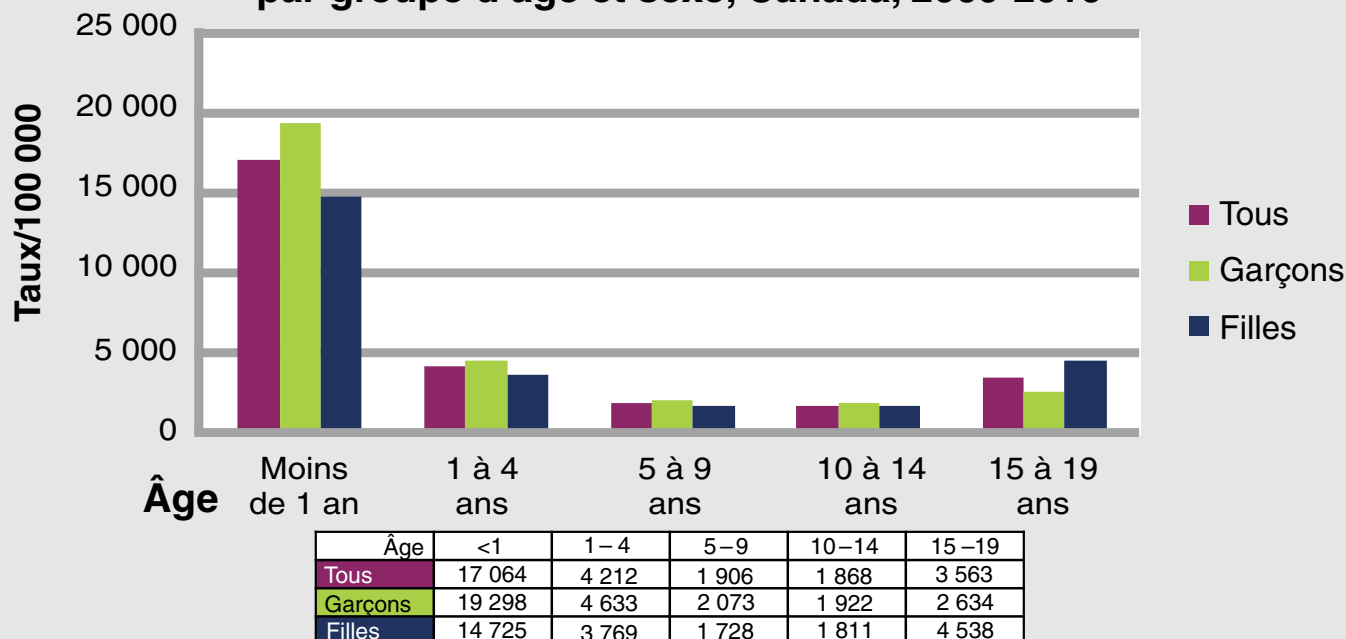
Chez les personnes dont les parents n'étaient pas diplômés universitaires, la probabilité de détenir un diplôme universitaire a presque doublé entre 1986 et 2009. La hausse a été moins marquée chez les personnes dont les parents étaient diplômés universitaires – probabilité de 1,5 fois plus élevée.





3.1.1 Hospitalisations

Fig. 3.1.1 Taux d'hospitalisations, toutes causes, par groupe d'âge et sexe, Canada, 2009-2010



Remarque : les chiffres présentés ici excluent les nouveau-nés nés dans les établissements sondés et certains étant nés hors des établissements mais admis dans les 24 heures suivant leur naissance.

Adaptation issue de la Base de données sur les congés des patients (BDGP) de l'Institut canadien d'information sur la santé. <http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/EN/Home/home/cihi000001>; consultée le 10 juillet 2012.

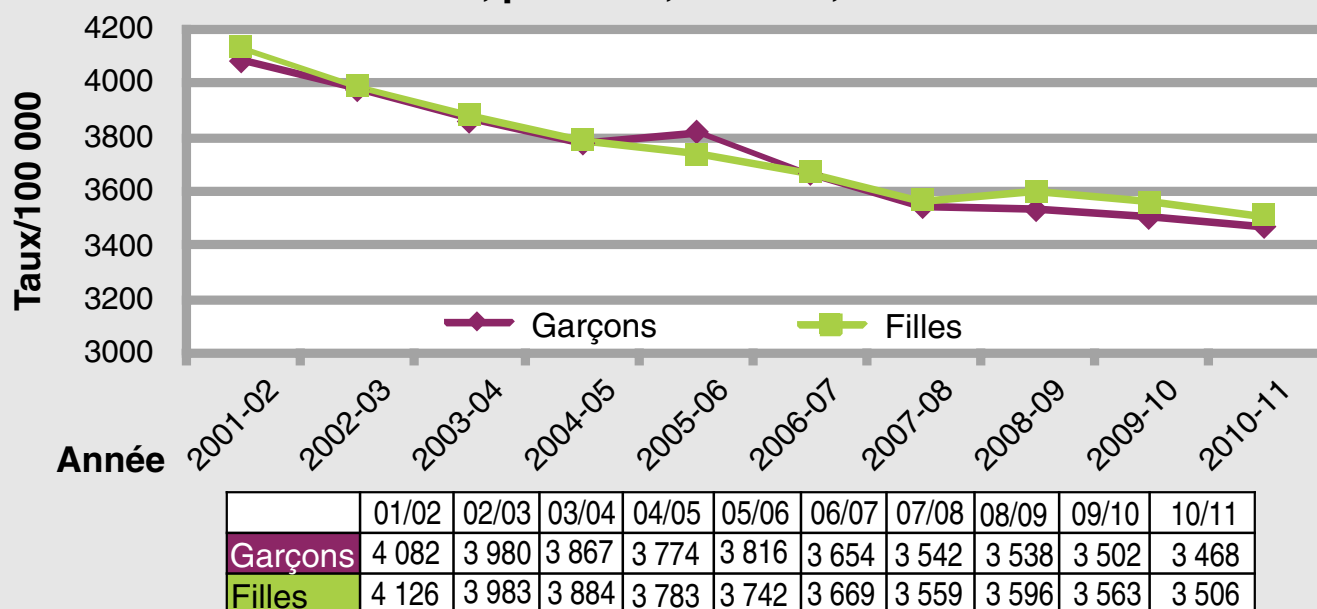
En 2009-2010, les nourrissons constituaient, et de loin, le groupe présentant le taux d'hospitalisations le plus élevé parmi tous les autres groupes. Les nourrissons obtenaient leur congé d'hôpital à un taux de 17 064/100 000, soit un taux au moins quatre fois plus élevé que celui de tous les autres groupes. Et parmi les nourrissons, les garçons ont été hospitalisés 1,3 fois plus que les filles.





3.1.2 Hospitalisations

Fig. 3.1.2 Taux d'hospitalisations, toutes causes, enfants de 0 à 19 ans, par sexe, Canada, 2001-2002 à 2010-2011



Remarque : les chiffres présentés ici excluent les nouveau-nés nés dans les établissements sondés et certains étant nés hors des établissements mais admis dans les 24 heures suivant leur naissance.

Adaptation issue de la Base de données sur les congés des patients (BDGP) de l'Institut canadien d'information sur la santé.
<http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/EN/Home/home/cihi000001>; consultée le 10 juillet 2012.

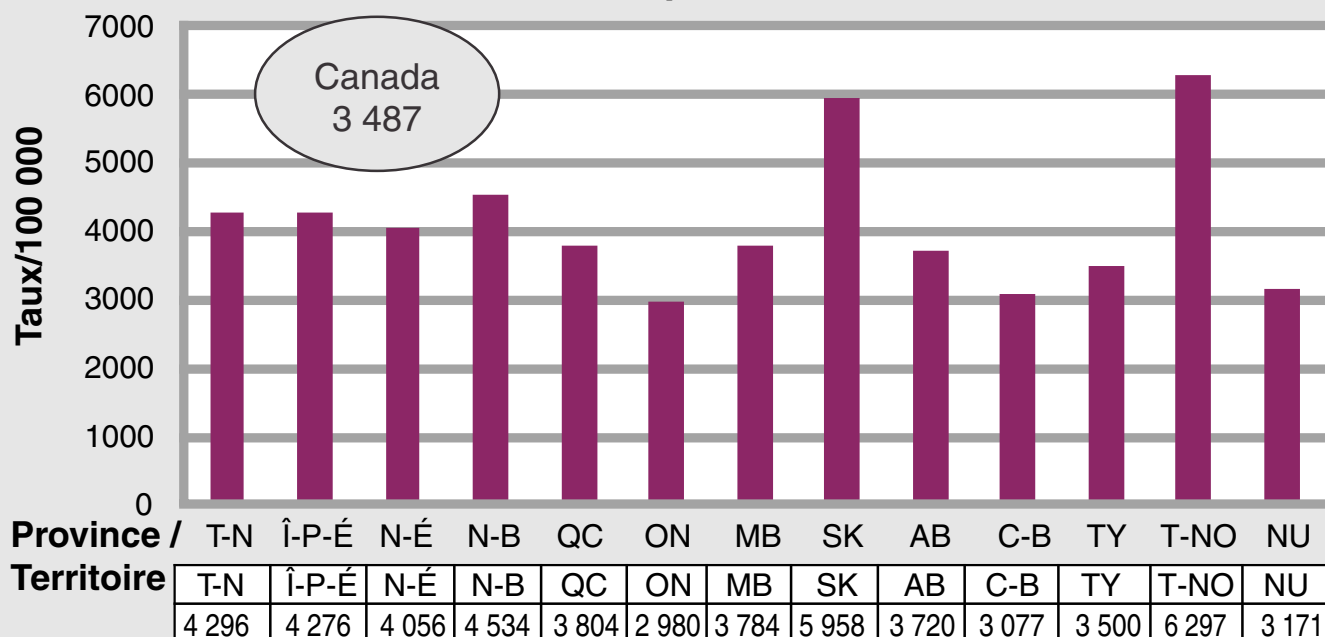
Les taux d'hospitalisations (toutes causes, garçons et filles de 0 à 19 ans) ont diminué entre 2001-2002 et 2010-2011, soit de 15 % chez les garçons et de 16,1 % chez les filles. L'amélioration de la philosophie des soins de santé, le rehaussement de la qualité des soins et la réforme du secteur de la santé sont autant de facteurs qui ont contribué à la diminution du nombre d'hospitalisations.





3.1.3 Hospitalisations

Fig. 3.1.3 Taux d'hospitalisations, toutes causes, enfants de 0 à 19 ans, Canada, provinces et territoires, 2010-2011



Remarque : les chiffres présentés ici excluent les nouveau-nés nés dans les établissements sondés et certains étant nés hors des établissements mais admis dans les 24 heures suivant leur naissance.

Adaptation issue de la Base de données sur les congés des patients (BDGP) de l'Institut canadien d'information sur la santé. <http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/EN/Home/home/cihi000001>; consultée le 10 juillet 2012.

En 2010-2011, les taux d'hospitalisations des enfants et jeunes de 0 à 19 ans étaient plus élevés dans les Territoires du Nord-Ouest (NT) (6 297/100 000) et en Saskatchewan (5 958/100 000), et les plus bas en Ontario (2 980/100 000) et en Colombie-Britannique (BC) (3 077/100 000).

Conséquences

Les écarts des taux d'hospitalisations d'une province et d'un territoire à l'autre au Canada pourraient être attribuables, en partie, aux proportions variantes de populations rurales et éloignées, au statut socioéconomique, et au nombre d'enfants autochtones. En effet, les risques de blessures sont plus élevés dans les collectivités rurales et éloignées, chez les enfants autochtones et dans les familles dont le statut socioéconomique est moins élevé. Dans ces groupes, les gens doivent souvent parcourir de plus grandes distances pour obtenir des services médicaux, ce qui augmente le risque d'une nuit d'hospitalisation. La variation des taux d'hospitalisations pourrait aussi refléter la diversité des modes de gestion des soins de santé d'une région à l'autre.¹

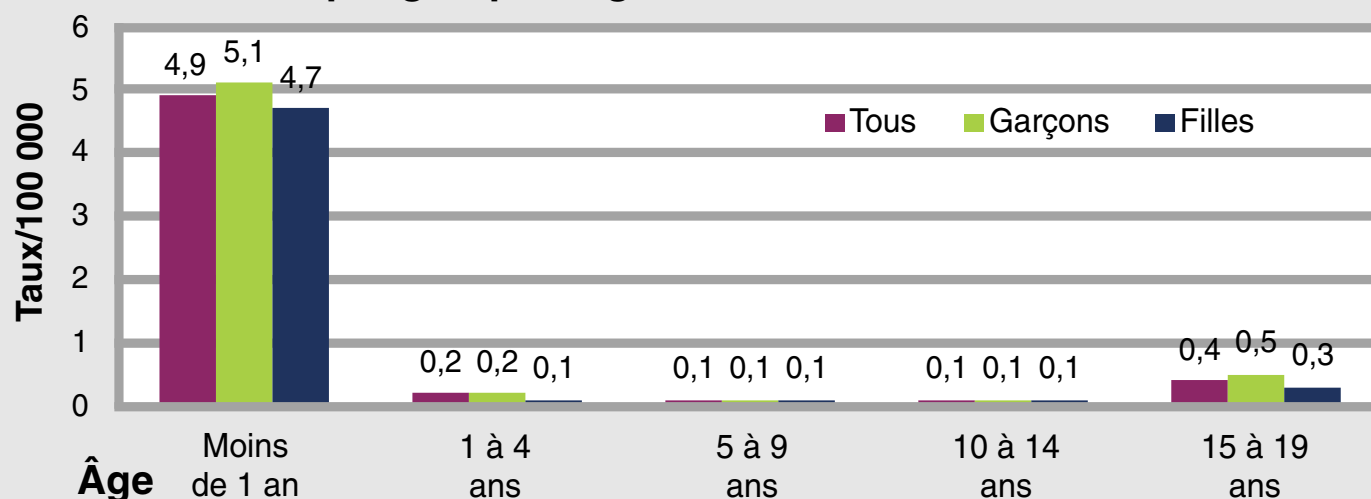
¹ Plan visant l'accès aux services de santé dans les collectivités rurales et du Nord (2010). Ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario. Consulté le 28 mai 2012 à http://www.health.gov.on.ca/fr/public/programs/ruralnorthern/docs/report_rural_northern_FR.pdf.





3.2.4 Décès

Fig. 3.2.4 Taux de mortalité, toutes causes, par groupe d'âge et sexe, Canada, 2009



Age	<1	1 – 4	5 – 9	10 – 14	15 – 19
Tous	491,5	17,1	10,2	11,7	39,4
Garçons	508,1	19,7	12,0	13,0	52,4
Filles	474,1	14,3	8,2	10,3	25,9

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0551; consulté le 10 juillet 2012.

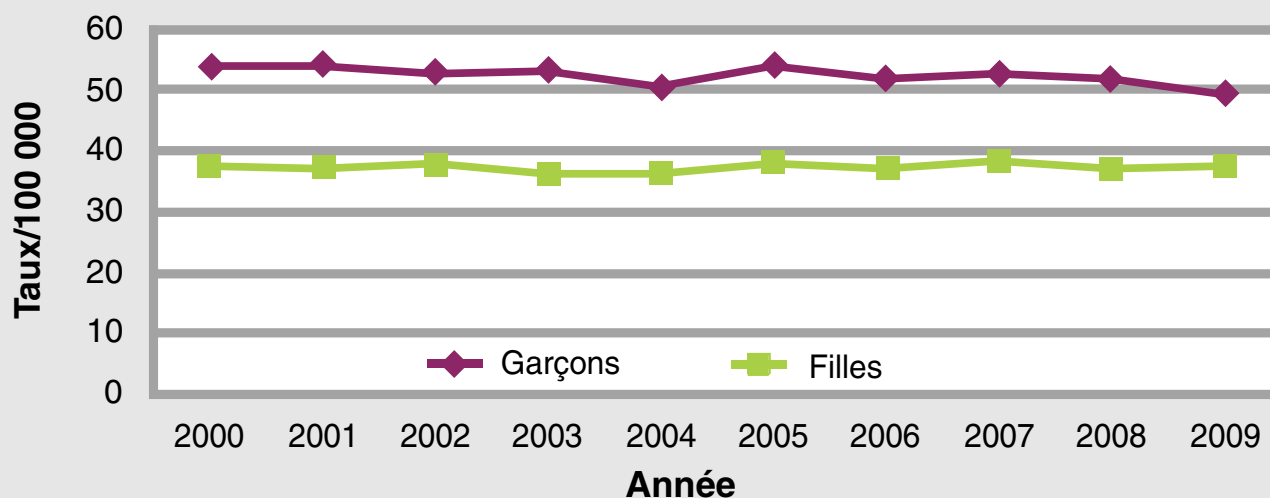
Bien que les enfants et les jeunes du Canada soient relativement en bonne santé par rapport à ceux d'autres pays, certains facteurs mettent toutefois en jeu leur santé et leur bien-être. Ces facteurs varient selon le groupe d'âge et le sexe. En 2009 (comme dans les années passées), le groupe des nourrissons présentait le plus haut taux de mortalité parmi tous les enfants et les jeunes. Et chez les nourrissons, le taux de décès était plus élevé chez les garçons (508,1/100 000) que chez les filles (491,5/100 000). En ce qui concerne les groupes de 1 à 14 ans, les taux de mortalité étaient tous plutôt faibles et ne variaient pas de façon significative d'un groupe à l'autre, tandis que chez les 15 à 19 ans, le taux était légèrement plus élevé, ce qui est en partie attribuable à l'augmentation des risques de blessures chez les jeunes.





3.2.5 Décès

Fig. 3.2.5 Taux de mortalité, toutes causes, enfants de 0 à 19 ans, par sexe, Canada, 2000 à 2009



	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Garçons	54,0	54,1	52,8	53,3	50,8	53,9	51,8	52,8	51,9	49,2
Filles	37,6	36,9	37,9	36,2	36,2	38,1	37,1	38,2	37,1	37,5

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0551; consulté le 10 juillet 2012.

Au Canada, les taux de mortalité chez les enfants et les jeunes âgés de 0 à 19 ans sont demeurés plutôt stables¹ au cours de cette période de 10 ans (2000 à 2009), surtout chez les filles. En effet, chez les garçons de 0 à 19 ans, les taux de décès ont diminué d'environ 9 % de 2000 à 2009.

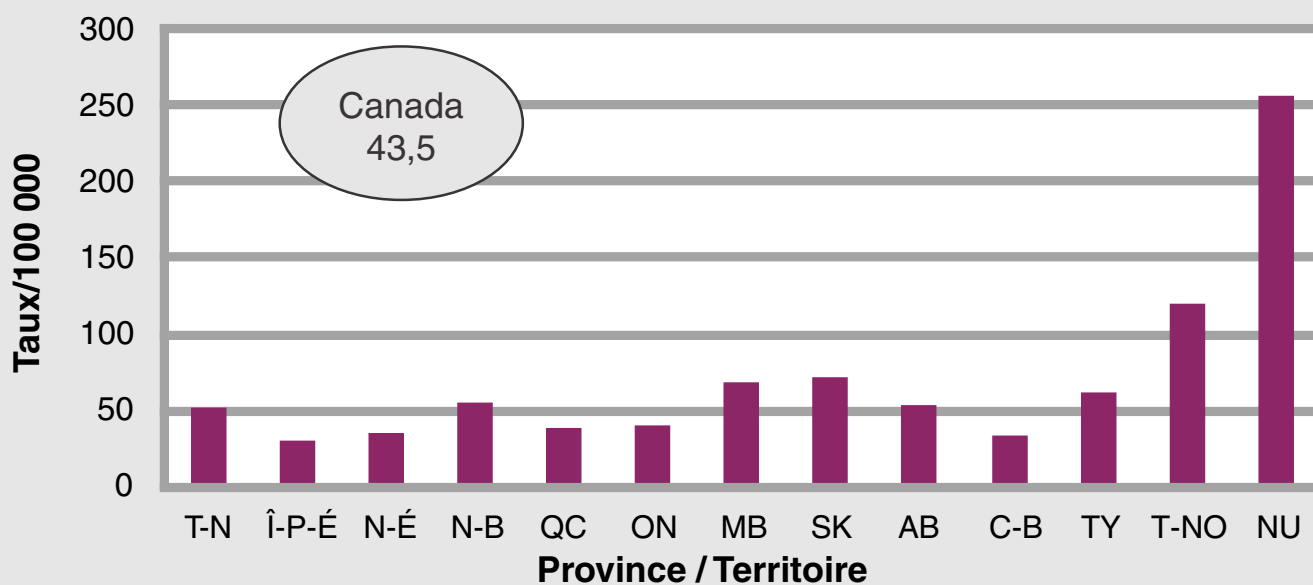
¹ Statistique Canada (2009). Statistique de l'état civil, bases de données sur les naissances et les décès et estimations de la population.





3.2.6 Décès

Fig. 3.2.6 Taux de mortalité, toutes causes, enfants de 0 à 19 ans, Canada, provinces et territoires, 2009



Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0504; consulté le 10 juillet 2012.

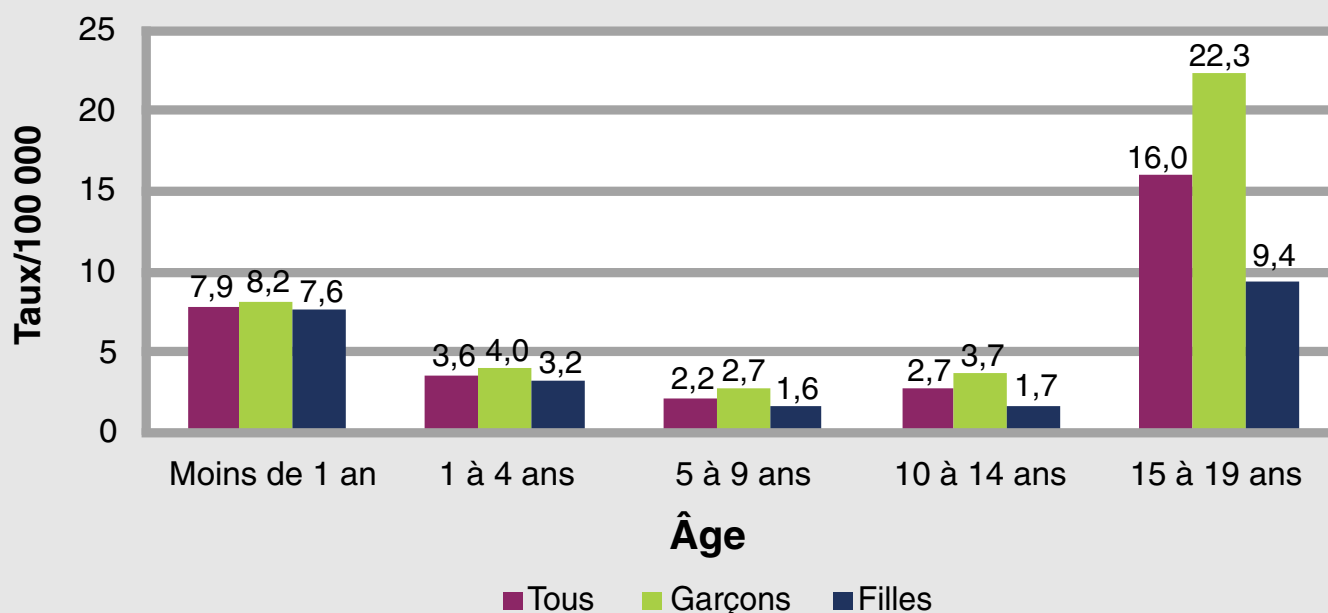
En 2009, 3 423 enfants et jeunes canadiens âgés entre 0 et 19 ans sont décédés, ce qui se chiffre à un taux de 43,5/100 000. Toutefois, les taux varient considérablement d'une province à l'autre : deux des territoires présentent les taux les plus élevés (257,0/100 000 au Nunavut et 120,2/100 000 aux Territoires du Nord-Ouest), tandis que dans les provinces, ce sont la Saskatchewan (71,7/100 000) et le Manitoba (67,8/100 000) qui affichent les taux les plus élevés, et l'Île-du-Prince-Édouard (29,7/100 000) et la Colombie-Britannique (33,4/100 000) qui présentent les taux les plus faibles.





3.3.7 Blessures non intentionnelles

Fig. 3.3.7 Taux de décès par blessures non intentionnelles, par groupe d'âge et sexe, Canada, 2009



Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0540; consulté le 10 juillet 2012.

Au Canada, les blessures non intentionnelles continuent d'être la principale cause de décès des enfants et jeunes de plus de 1 an. Le taux le plus élevé de décès par blessures non intentionnelles est celui des 15 à 19 ans; en 2009, 360 jeunes âgés de 15 à 19 ans sont décédés des suites d'une blessure non intentionnelle (16,0/100 000), tandis que ce taux se chiffre à 7,9/100 000 chez les nourrissons.

Conséquences

Dès un jeune âge, les garçons subissent plus fréquemment des blessures non intentionnelles graves par rapport aux filles;¹ en effet, le taux de décès par blessures non intentionnelles chez les adolescents masculins est presque deux fois et demie plus élevé que chez les filles du même groupe d'âge.

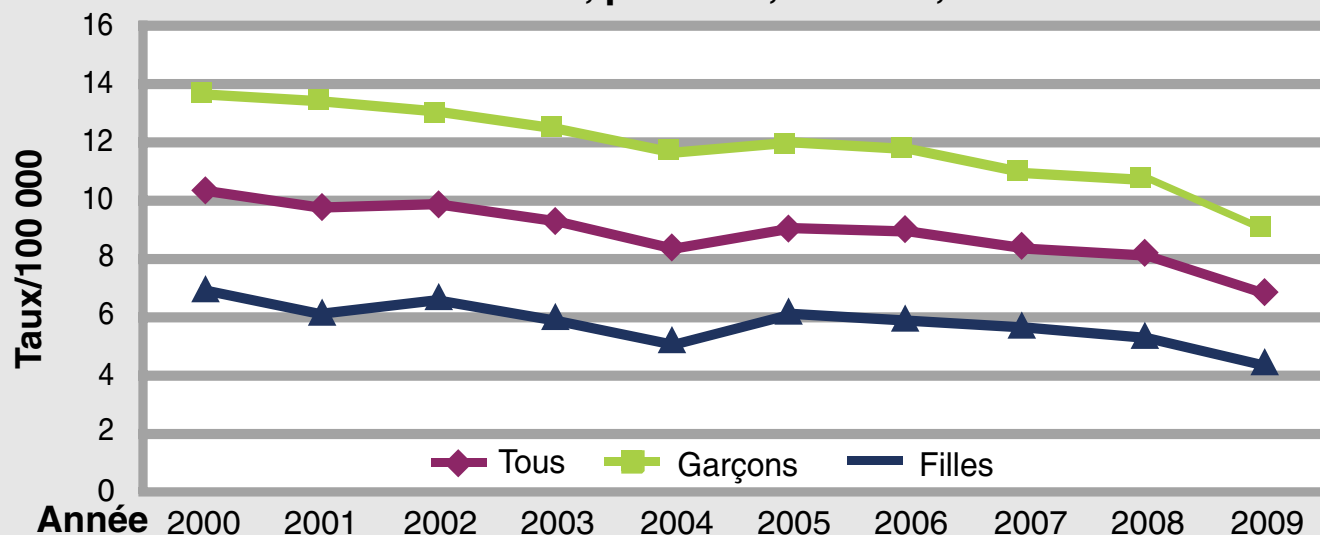
¹ Instituts de recherche en santé du Canada (2005). Le genre et la santé. Consulté le 28 mai 2012, à http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/documents/gender_health_mpkkit_2005_f.pdf.





3.3.8 Blessures non intentionnelles

Fig. 3.3.8 Taux de décès par blessures non intentionnelles, enfants de 0 à 19 ans, par sexe, Canada, 2000 à 2009



	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Tous	10,4	9,8	9,9	9,3	8,4	9,1	9,0	8,4	8,1	6,8
Garçons	13,7	13,4	13,1	12,5	11,7	12,0	11,8	10,9	10,7	9,0
Filles	6,9	6,1	6,6	5,9	5,0	6,1	5,9	5,6	5,3	4,4

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0540; consulté le 10 juillet 2012.

Le nombre de décès par blessures non intentionnelles chez les enfants et jeunes de 0 à 19 ans a diminué de 2000 à 2009, soit de 34 % chez les garçons, et de 36 % chez les filles.

Conséquences

La majeure partie des blessures non intentionnelles sont évitables. Toutefois, le Canada se situe au 18^e rang parmi 23 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au chapitre des taux de décès par blessures.¹ Les blessures mortelles les plus courantes chez les enfants et les jeunes comprennent les accidents de la route, la noyade, la suffocation, l'étranglement, l'étouffement, les accidents piétonniers, l'empoisonnement et les chutes. Les décès causés par des blessures non intentionnelles ne sont en fait que la pointe de l'iceberg. Les blessures non intentionnelles constituent en effet un grave problème de santé publique, et ce fardeau incombe disproportionnellement aux plus vulnérables. Près de 500 enfants et jeunes âgés de 0 à 19 ans meurent des suites de blessures non intentionnelles chaque année, et 21 000 sont hospitalisés pour cette même raison, et un grand nombre de ceux qui n'en meurent pas en conservent des séquelles physiques ou affectives. Comme il est question d'enfants, cela signifie que ceux-ci peuvent avoir à vivre leur vie entière avec les conséquences d'une blessure, et il ne faut pas sous-estimer le stress que cela peut entraîner sur un enfant et sa famille ainsi que la pression exercée sur le réseau de la santé. En effet, le fardeau économique associé aux blessures non intentionnelles chez les enfants est considérable : il en coûte chaque année 4 milliards de dollars aux Canadiens.²

¹ SécuritéJeunes Canada (2011). The financial costs and prevention strategies of unintentional injuries. Consulté le 28 mai 2012 à <http://www.safekidscanada.ca/Professionals/Documents/33201-PublicSectorDigestInjuryPrevention.pdf>.

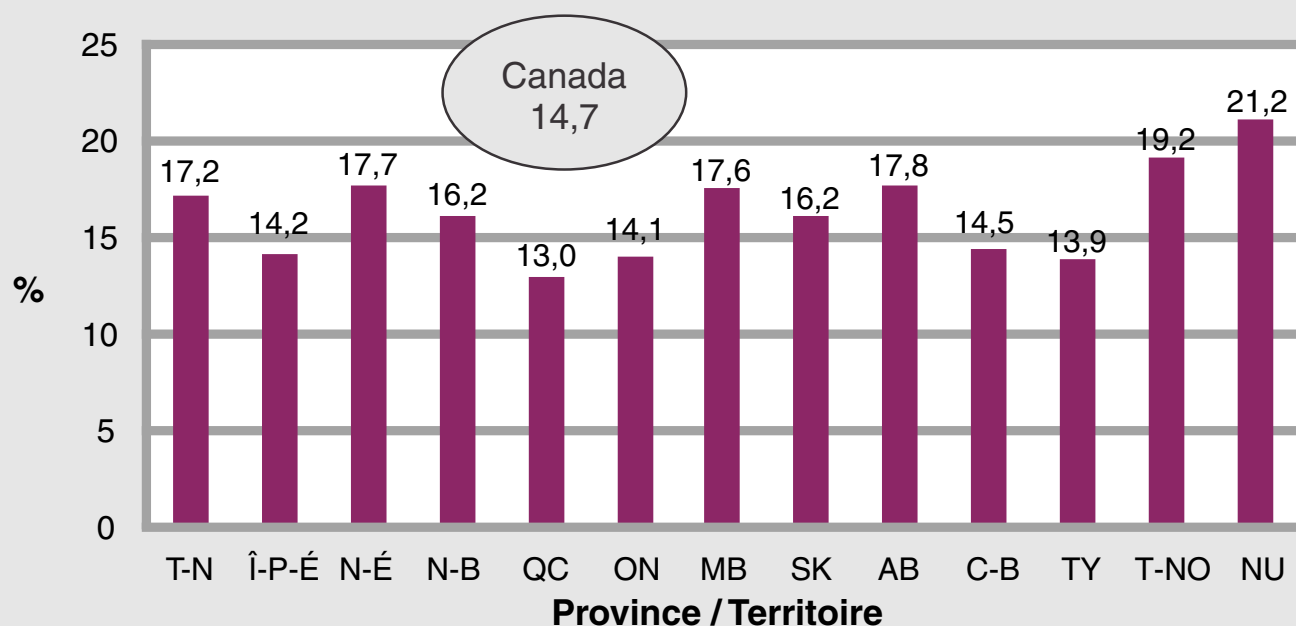
² SécuritéJeunes Canada. Information sur les blessures : <http://www.safekidscanada.ca/Professionals/Safety-Information/About-Injuries/Index.aspx>, consultée le 6 juillet 2012.





3.4.9 Incapacités

Fig. 3.4.9 Jeunes de 12 à 19 ans ayant rapporté être limités au moment de faire certaines activités*, Canada, provinces et territoires, 2009-2010



* On parle ici de limites physiques, développementales, affectives, d'apprentissage ou de comportement qui empêchent de façon continue la réalisation d'activités.

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 105-0502; consulté le 10 juillet 2012.

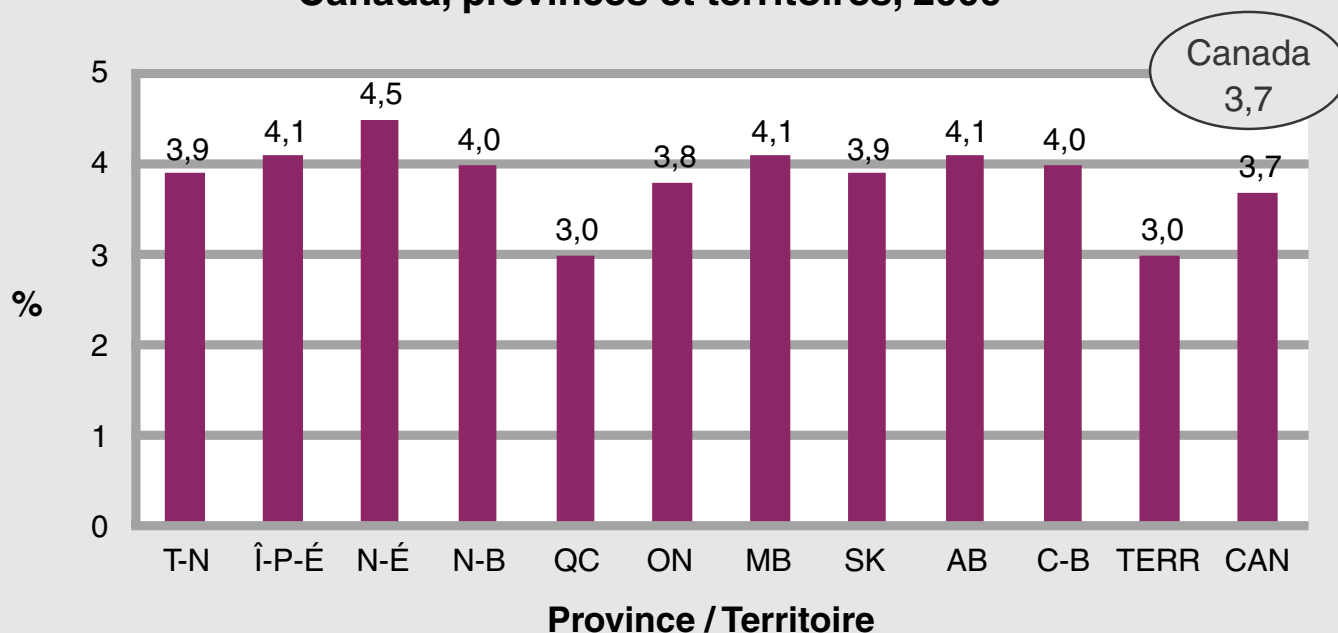
Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2009-2010, les incapacités limitant l'activité sont courantes chez les jeunes du Canada. C'est au Nunavut que ce taux est le plus marquant : 21,2 % des jeunes de 12 à 19 ans ont dit qu'une incapacité les limitait dans leurs activités. Par contre, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et au Yukon, les jeunes du même groupe d'âge ayant cité de telles incapacités se situent juste sous la moyenne nationale de 14,7 %.





3.4.10 Incapacités

Fig. 3.4.10 Enfants de moins de 15 ans ayant un handicap, Canada, provinces et territoires, 2006



Statistique Canada. Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006.
<http://www.statcan.gc.ca/pub/89-628-x/89-628-x2008004-fra.pdf>; consultée le 10 juillet 2012.

Au Canada, 3,7 % des enfants de moins de 15 ans ont dit avoir un handicap en 2006. Parmi toutes les régions canadiennes, c'est la Nouvelle-Écosse qui affichait le plus haut taux, soit 4,5 % des jeunes Néo-Écossais.

Conséquences

En 2006, presque la moitié des parents ayant rapporté avoir un enfant handicapé¹ ont également dit avoir de la difficulté à accéder à des programmes éducatifs spéciaux (peu importait le type ou la gravité de l'incapacité). Or, l'accès à de tels programmes est important pour ces familles. Les parents ayant signalé des besoins non comblés pour leur enfant ont aussi parlé d'un manque de leur part dans leur rôle de parents.²

¹ Les enfants ayant un handicap sont ceux qui éprouvent de la difficulté à accomplir leurs activités quotidiennes ou dont un problème de santé physique ou mentale ou autre état de santé fait en sorte qu'ils doivent modifier le type de leurs activités ou en réduire la quantité.

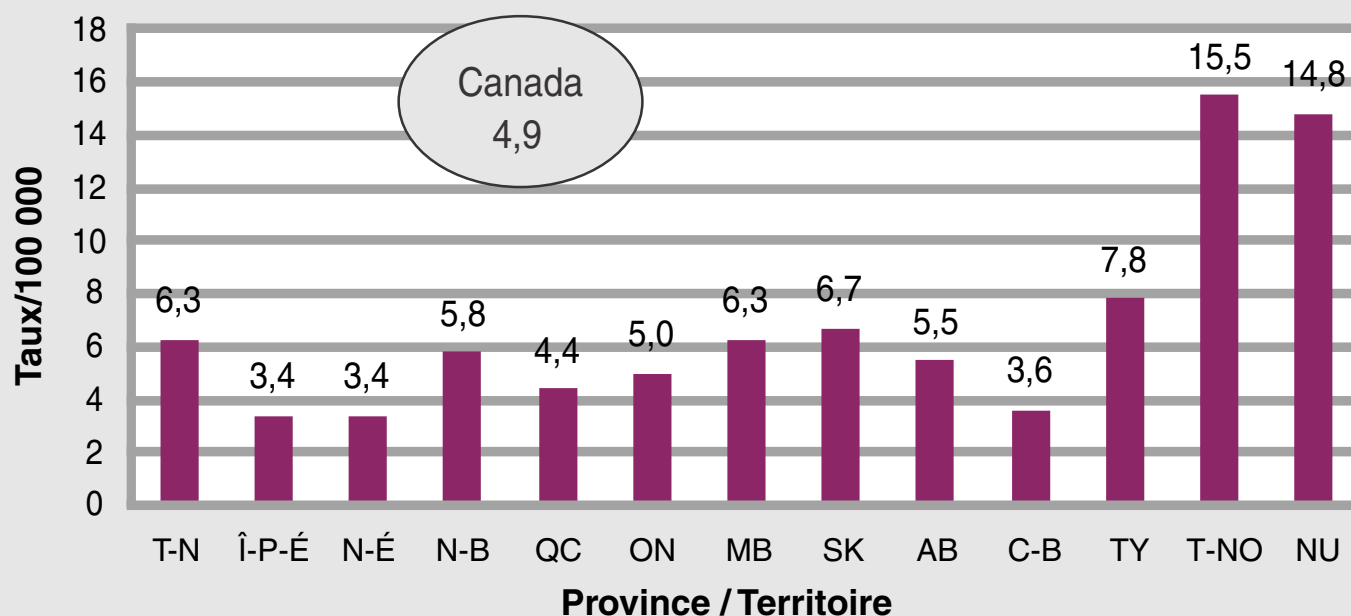
² Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : Profil d'éducation des enfants avec incapacités au Canada (2008). Statistique Canada. Consulté le 28 mai 2012, à <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-628-x/89-628-x2008004-fra.pdf>.





3.5.11 Décès chez les nourrissons

Fig. 3.5.11 Taux de mortalité chez les nourrissons, Canada, provinces et territoires, 2009



Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0507; consulté le 10 juillet 2012.

En 2009, 1 911 nourrissons sont décédés au Canada, ce qui représente un taux de mortalité de 4,9/1 000. La tendance était plutôt stable en 1999 (taux de 5,3/1 000) par rapport à 2009.¹ En 2009, les taux de mortalité chez les nourrissons les plus élevés au pays étaient ceux des Territoires du Nord-Ouest (15,5/1 000), du Nunavut (14,8/1 000) et du Yukon (7,8/1 000), tandis que ceux de l'Île-du-Prince-Édouard (3,4/1 000), de la Nouvelle-Écosse (3,4/1 000) et de la Colombie-Britannique (3,6/1 000) étaient les plus faibles. En 2009, le taux de mortalité des nourrissons pour tout le Canada entier était 4,9/1 000.

¹ Statistique Canada (2008). Statistique de l'état civil, bases de données sur les naissances et les décès et estimations de la population.

Conséquences

Bien que l'Agence de la santé publique du Canada considère que le taux de mortalité chez les nourrissons canadiens correspond à celui d'autres pays de l'OCDE², certaines populations et collectivités affichent toutefois des taux beaucoup plus élevés que la moyenne canadienne.

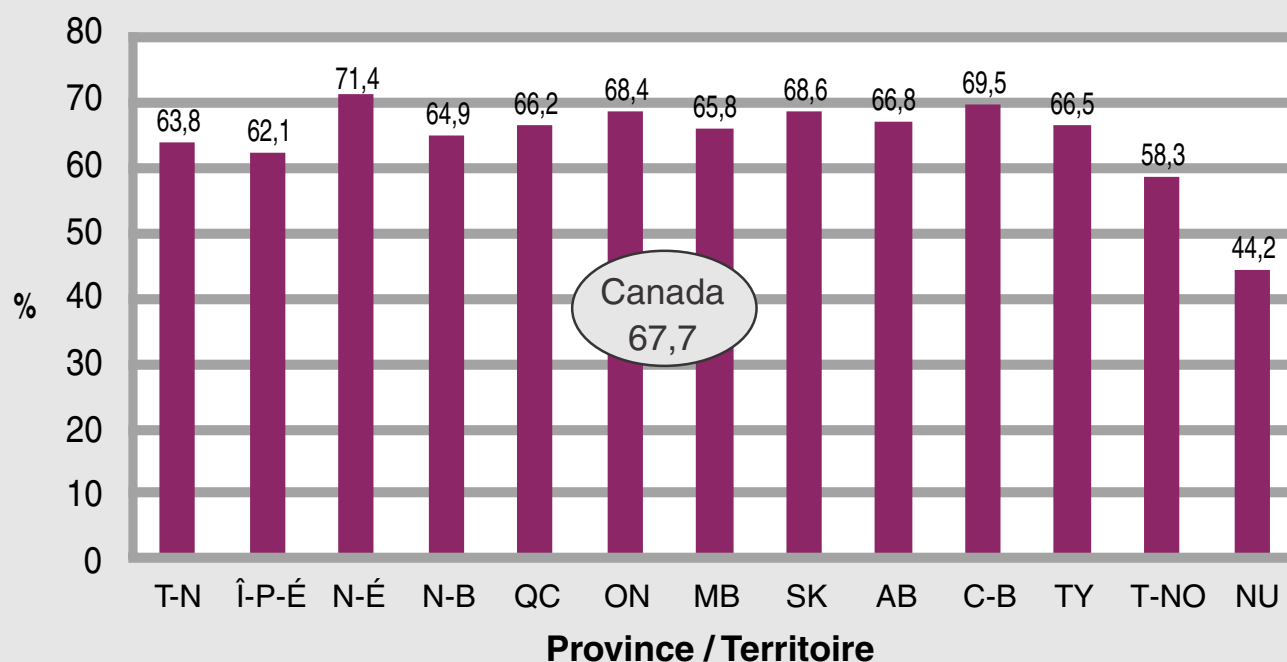
² Agence de la santé publique du Canada (2008). Rapport de l'administrateur en chef de la santé publique sur l'état de la santé publique au Canada 2008. Consulté le 29 mai 2012, à <http://www.phac-aspc.gc.ca/cphorsphc-respcacsp/2008/fr-rc/cphorsphc-respcacsp06c-fra.php>.





3.6.12 Perception des enfants de leur propre état de santé

Fig. 3.6.12 Jeunes de 12 à 19 ans qui considèrent être en « très bonne » ou « excellente » santé, Canada, provinces et territoires, 2009-2010



Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 105-0502; consulté le 10 juillet 2012.

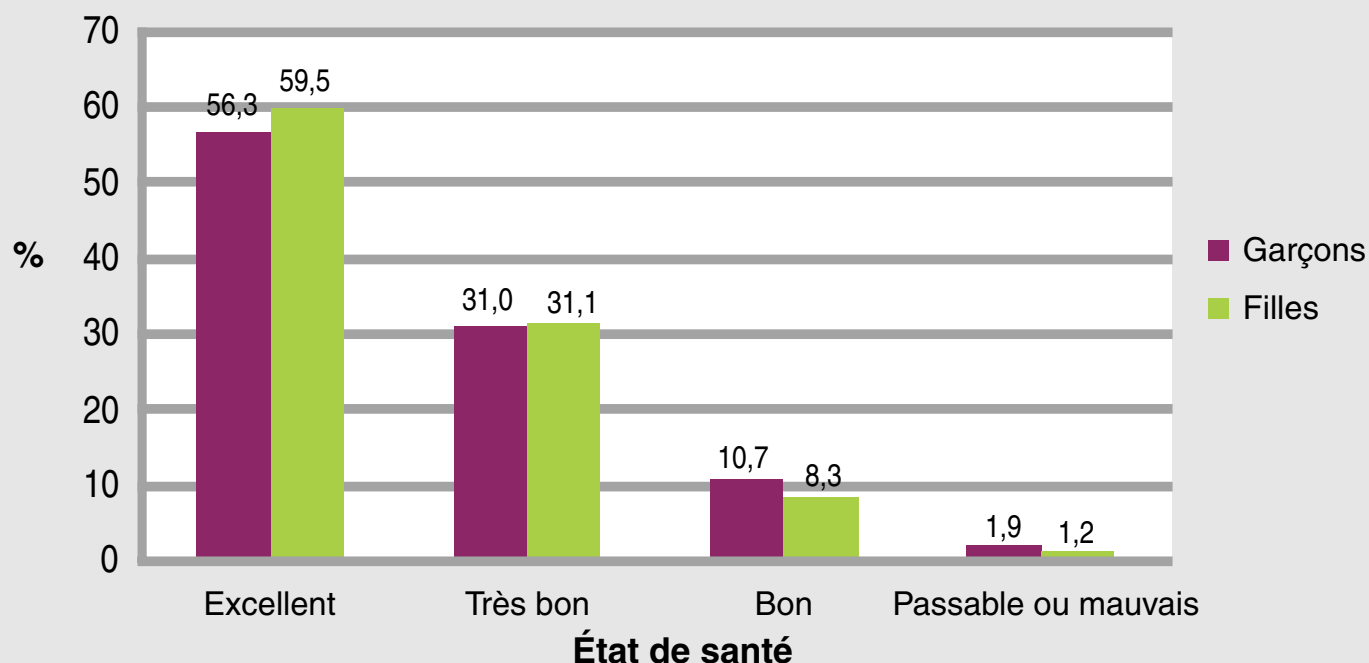
Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2009-2010, près de 68 % des jeunes de 12 à 19 ans se disent en « très bonne » ou « excellente » santé au pays. Le taux est le plus élevé en Nouvelle-Écosse (71,4 %), et le plus faible au Nunavut (44,2 %).





3.6.13 Perception des enfants de leur propre état de santé

Fig. 3.6.13 Perception des enfants de 6 à 9 ans de leur état de santé, par sexe, Canada, 2006-2007



Statistique Canada, totalisation spéciale, Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 2006-2007.

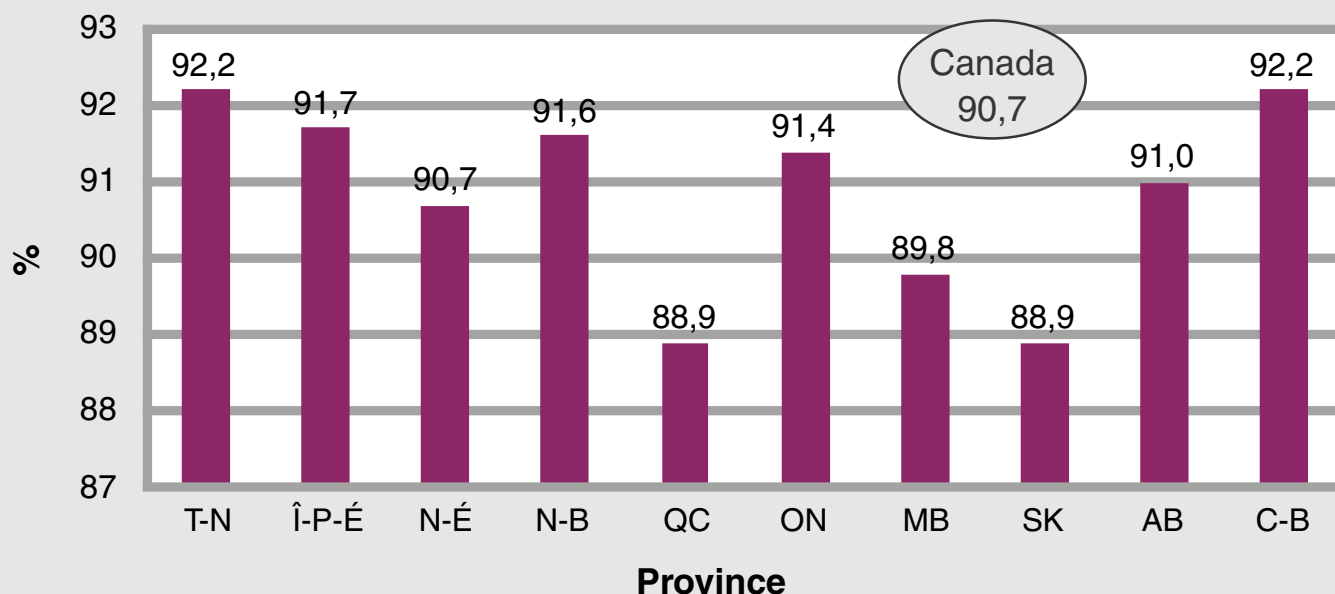
En 2006-2007, l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes a révélé que 56,3 % des garçons et 59,5 % des filles de 6 à 9 ans se disaient en excellente santé, et que 31,0 % des garçons et 31,1 % des filles se sentaient en très bonne santé. Très peu des enfants ont dit avoir un état de santé passable ou mauvais, soit 1,9 % chez les garçons et 1,2 % chez les filles.





3.6.14 Perception des enfants de leur propre état de santé

Fig. 3.6.14 Proportion des parents considérant la santé de leur enfant comme étant « très bonne » ou « excellente », enfant de 0 à 7 ans, Canada et les provinces, 2008-2009



Statistique Canada, totalisation spéciale, Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 2008-2009.

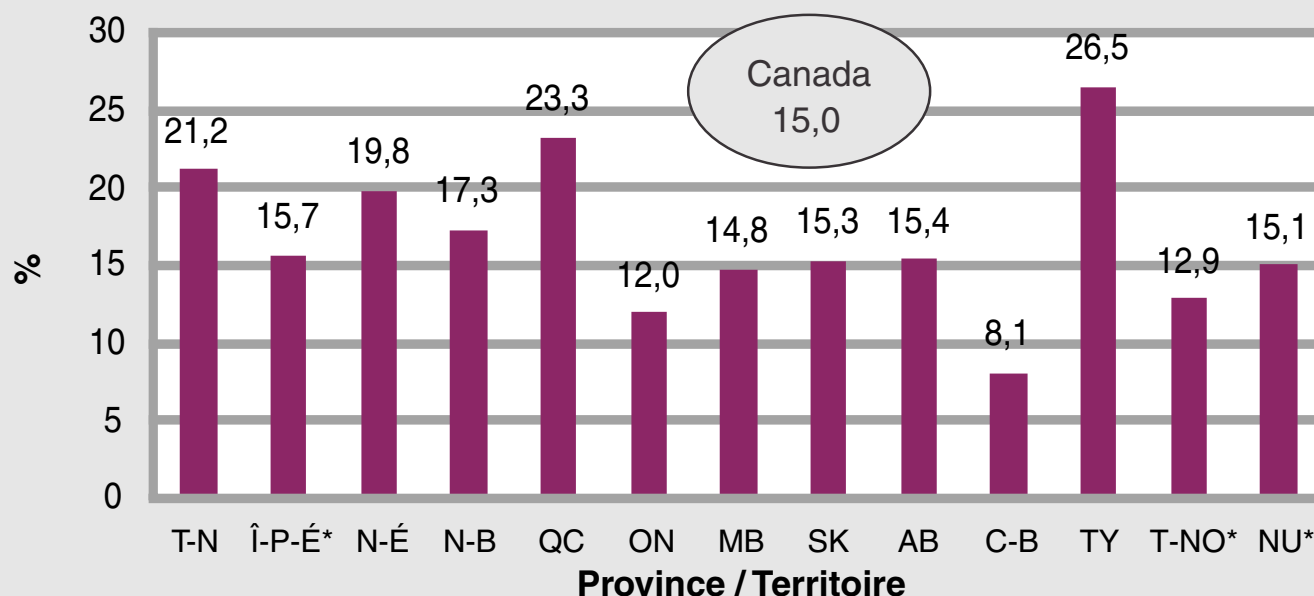
En 2008-2009, l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes a révélé que 90,7 % des répondants (les « personnes les mieux renseignées », ou « PMR ») ont dit que leur(s) enfant(s) de 0 à 7 ans était (étaient) en « très bonne » ou en « excellente » santé. (Dans 90 % des cas, la PMR était la mère de l'enfant ou des enfants.)





3.7.15 Santé environnementale

Fig. 3.7.15 Exposition à la fumée secondaire à la maison, jeunes de 12 à 19 ans, Canada, provinces et territoires, 2009-2010



*Ces valeurs doivent être considérées avec circonspection.

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 105-0502; consulté le 10 juillet 2012.

Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2009-2010, 15 % des Canadiens de 12 à 19 ans sont exposés à de la fumée secondaire à la maison. C'est en Colombie-Britannique (8,1 %) et en Ontario (12,0 %) que les taux sont les plus faibles, soit respectivement 8,1 et 12,0 %.

Conséquences

Les initiatives visant à réduire le tabagisme dans les maisons sont importantes pour les jeunes. Le fait de réduire l'exposition aux toxines environnementales et à la fumée de cigarette dans l'air en général peut avoir un impact sur les habitudes éventuelles à l'adolescence : diminuer la visibilité du tabac peut réduire le risque de tabagisme chez les jeunes.¹

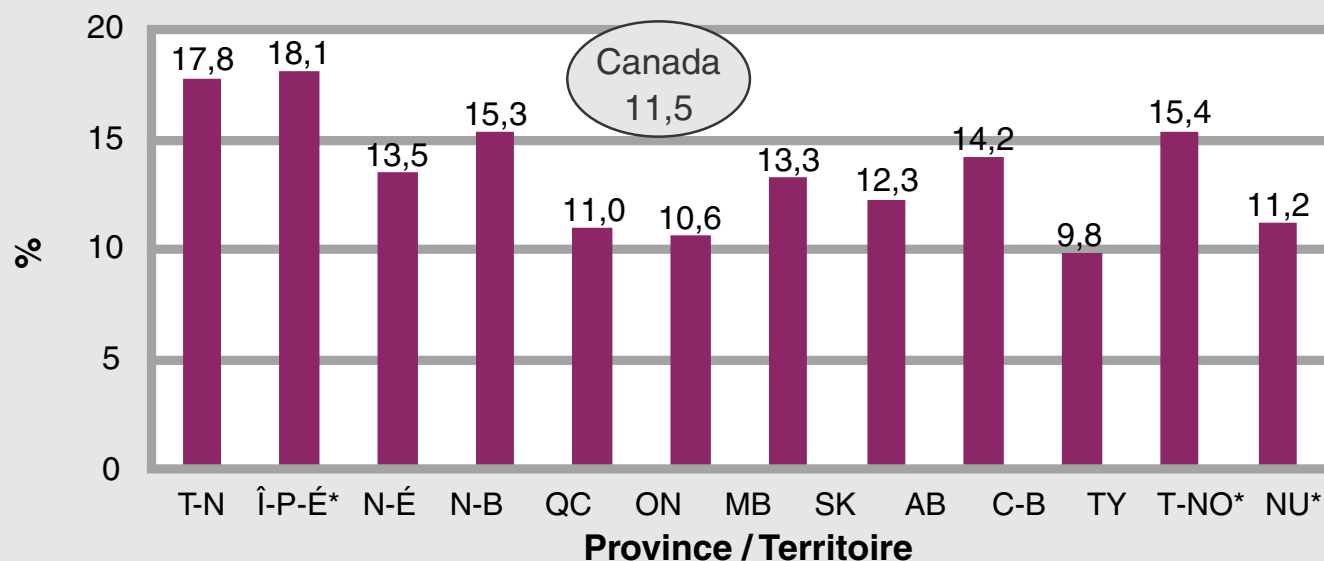
¹ Santé Canada (1999). Le tabagisme chez les jeunes. Consulté le 28 mai 2012, à http://www.hc-sc.gc.ca/hc-ps/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/tobac-tabac/youth-jeunes/youth-jeunes-fra.pdf.





3.7.16 Santé environnementale

Fig. 3.7.16 Enfants de 12 à 19 ans ayant reçu un diagnostic d'asthme par un professionnel de la santé, Canada, provinces et territoires, 2009-2010



*Ces valeurs doivent être considérées avec circonspection.

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 105-0502; consulté le 10 juillet 2012.

L'asthme, un trouble inflammatoire chronique des voies respiratoires, est l'une des maladies chroniques les plus répandues au Canada.¹ Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2009-2010, 11,5 % des jeunes de 12 à 19 ans ont été diagnostiqués asthmatiques par un professionnel de la santé.

Conséquences

Après les maladies cardiovasculaires (34 %) et le cancer (29 %), les maladies respiratoires chroniques sont la principale cause de décès par maladie chronique chez les adultes canadiens (4,3 %).¹

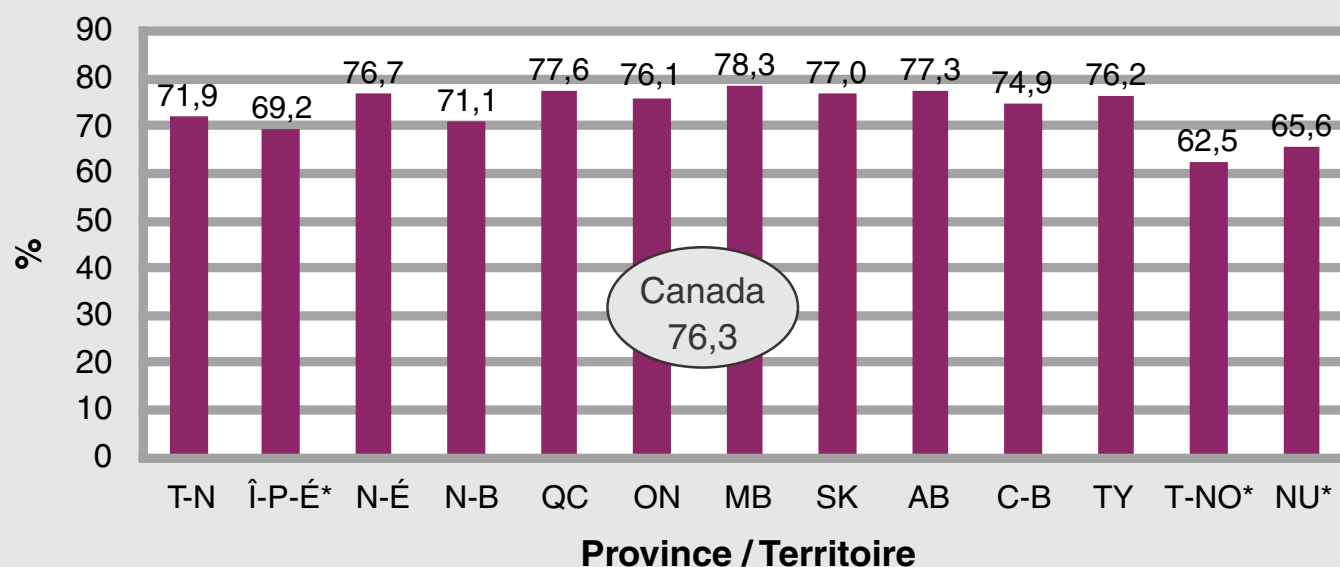
¹ Gershon, A., et coll., (2007). ICES Report — The burden of asthma: can it be eased? Consulté le 28 mai 2012 à <http://www.longwoods.com/content/18644>.





3.8.17 Santé mentale

Fig. 3.8.17 Jeunes de 12 à 19 ans considérant leur santé mentale « très bonne » ou « excellente », Canada, provinces et territoires, 2009-2010



*Ces valeurs doivent être considérées avec circonspection.

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 105-0502; consulté le 10 juillet 2012.

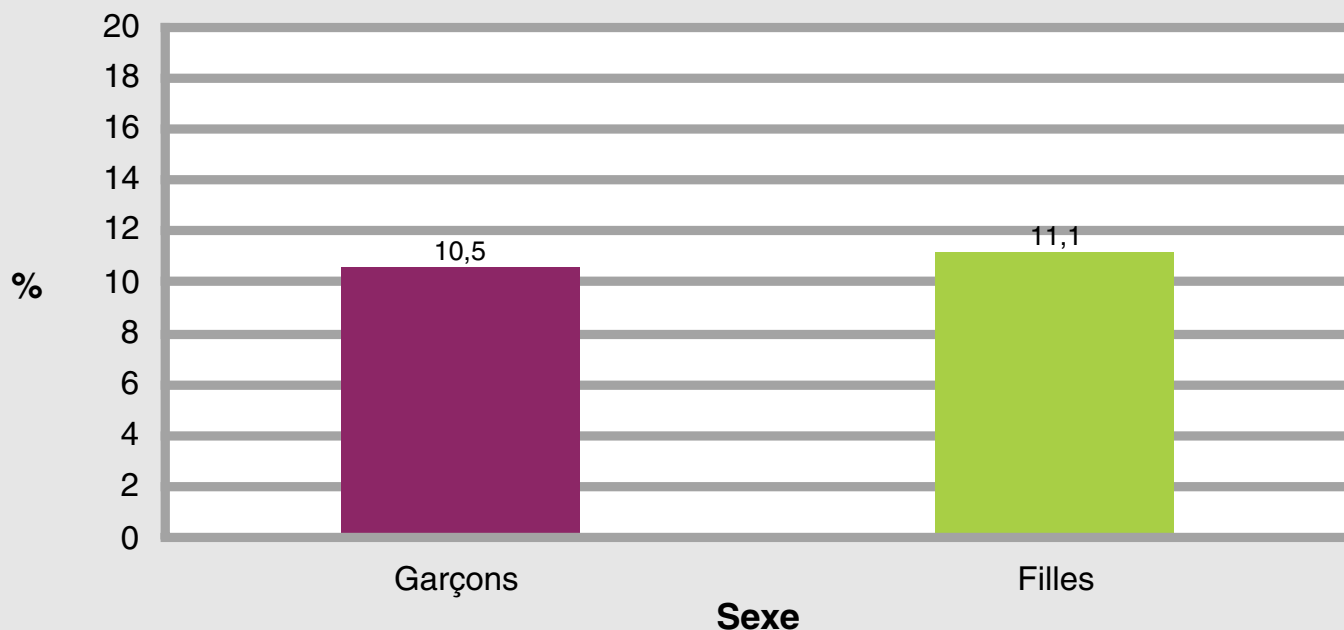
Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2009-2010, 76,3 % des jeunes Canadiens de 12 à 19 ans se disent en « très bonne » ou en « excellente » santé mentale. Du côté des provinces et territoires, le taux est le plus élevé au Manitoba (78,3 %), et le plus faible aux Territoires du Nord-Ouest (62,5 %). Il est à noter que, à l'échelle canadienne, la proportion de jeunes se disant en « très bonne » ou en « excellente » santé mentale est plus élevée que celle des jeunes ayant dit avoir une santé physique « très bonne » ou « excellente ».





3.8.18 Santé mentale

Fig. 3.8.18 Parents montrant des symptômes flagrants de dépression, enfants de 6 à 9 ans, par sexe, Canada, 2006/2007



Statistique Canada, totalisation spéciale, Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 2006-2007.

Selon l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, en 2006-2007, 10,8 % des parents d'enfants de 6 à 9 ans montraient des symptômes dépressifs flagrants,¹ soit 10,5 % chez les parents de garçons et 11,1 % chez les parents de filles.

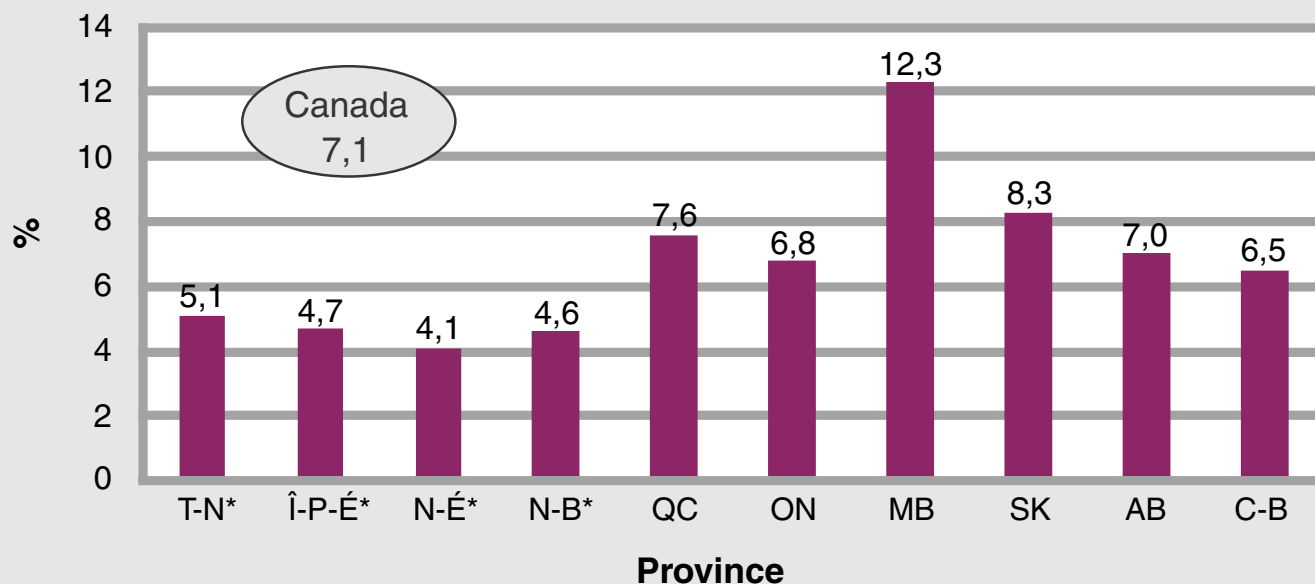
¹ Des seuils ont été établis pour déterminer la présence de dépression parentale (cote la plus près du 90e percentile, données du 3e cycle, enfants de toutes les provinces). La variable représente la proportion d'enfants dont la PMR manifeste des signes plus élevés de dépression et d'enfants dont la PMR n'en manifeste pas. Les PMR qui manifestent des symptômes de dépression ont une cote de 11 ou plus sur l'échelle de dépression parentale.





3.8.19 Santé mentale

Fig. 3.8.19 Enfants de 2 à 5 ans que l'on dit montrer des symptômes flagrants de troubles affectifs, Canada et les provinces, 2010-2011



*Ces valeurs doivent être considérées avec circonspection.

Statistique Canada, totalisation spéciale, Enquête sur les jeunes Canadiens, 2010-2011.

Selon les PMR¹ ayant participé à l'Enquête sur les jeunes Canadiens de 2010-2011, 7,1 % des enfants de 2 à 5 ans montrent des symptômes de troubles affectifs. C'est au Manitoba que ce taux est le plus élevé (12,3 %).

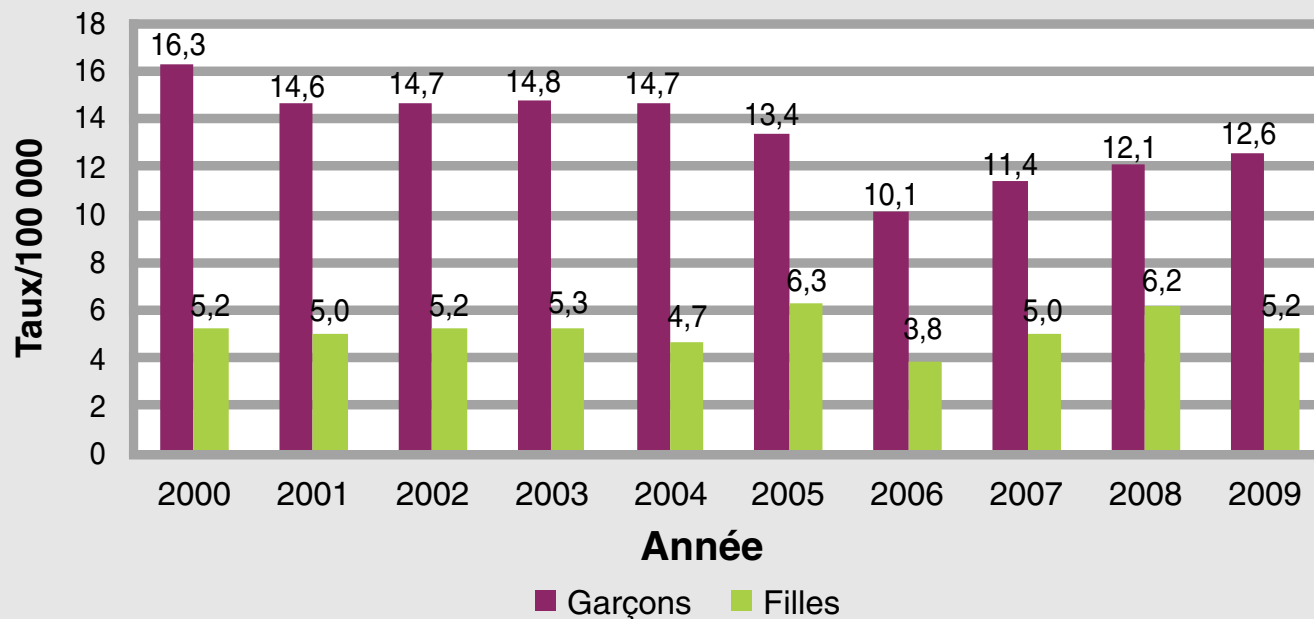
¹ Dans 90 % des cas, la « personne la mieux renseignée » (PMR) était la mère.





3.8.20 Santé mentale

Fig. 3.8.20 Taux de suicides, jeunes de 15 à 19 ans, par sexe, Canada, 2000 à 2009



Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>), tableau no 102-0540; consulté le 10 juillet 2012.

Au Canada, le suicide est l'une des principales causes de décès chez les jeunes et les jeunes adultes. Chez les garçons de 15 à 19 ans, le taux de suicides a diminué de 23 % entre 2000 et 2009, tandis que chez les filles, il est resté plutôt stable.

Conséquences

Les jeunes femmes font plus de tentatives de suicide que les jeunes hommes, mais ces derniers réussissent plus souvent que leurs homologues féminines.¹ Une piètre santé mentale a un impact significatif sur la santé et le bien-être des jeunes et jeunes adultes, et peut mener à des dénouements tragiques chez cette cohorte.²

¹ Instituts de recherche en santé du Canada (2005). Le genre et la santé. Consulté le 28 mai 2012, à http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/documents/gender_health_mpkkit_2005_f.pdf.

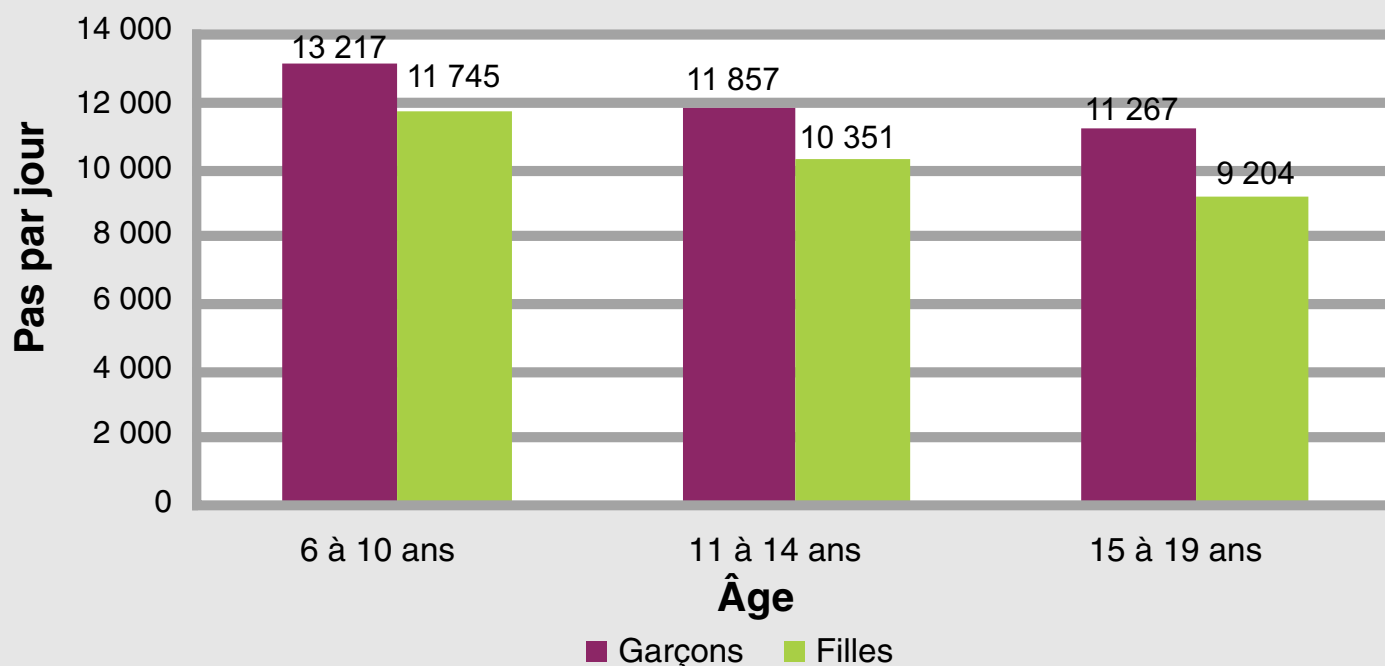
² Gouvernement du Canada (2006). Aspect humain de la santé mentale et de la maladie mentale au Canada. Consulté le 28 mai 2012, à http://www.phac-aspc.gc.ca/publicat/human-humain06/pdf/human_face_f.pdf.





3.9.21 Vie saine et active

Fig. 3.9.21 Nombre moyen de pas par jour, par sexe et âge, 2007 à 2009



Statistique Canada, Enquête canadienne sur les mesures de la santé de 2007-2009, <http://www.statcan.gc.ca/pub/82-003-x/2011001/article/11397/tbl/tbl4-fra.htm>; consultée le 10 juillet 2012.

En 2007-2009, l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé a révélé que les plus jeunes enfants étaient plus actifs (nombre moyen de pas par jour) que les adolescents plus âgés. Sans égard à l'âge, les garçons sont plus physiquement actifs que les filles. Chez les garçons, le nombre moyen de pas par jour diminue de 15 % entre l'âge de 6 à 10 ans et l'adolescence, tandis que chez les filles, il diminue de 22 %.

Conséquences

Selon le bulletin sur l'activité physique chez les enfants et les jeunes, seulement 7 % des enfants et jeunes sont aussi actifs que ce que recommandent les lignes directrices canadiennes, soit 60 minutes d'activité physique par jour.¹

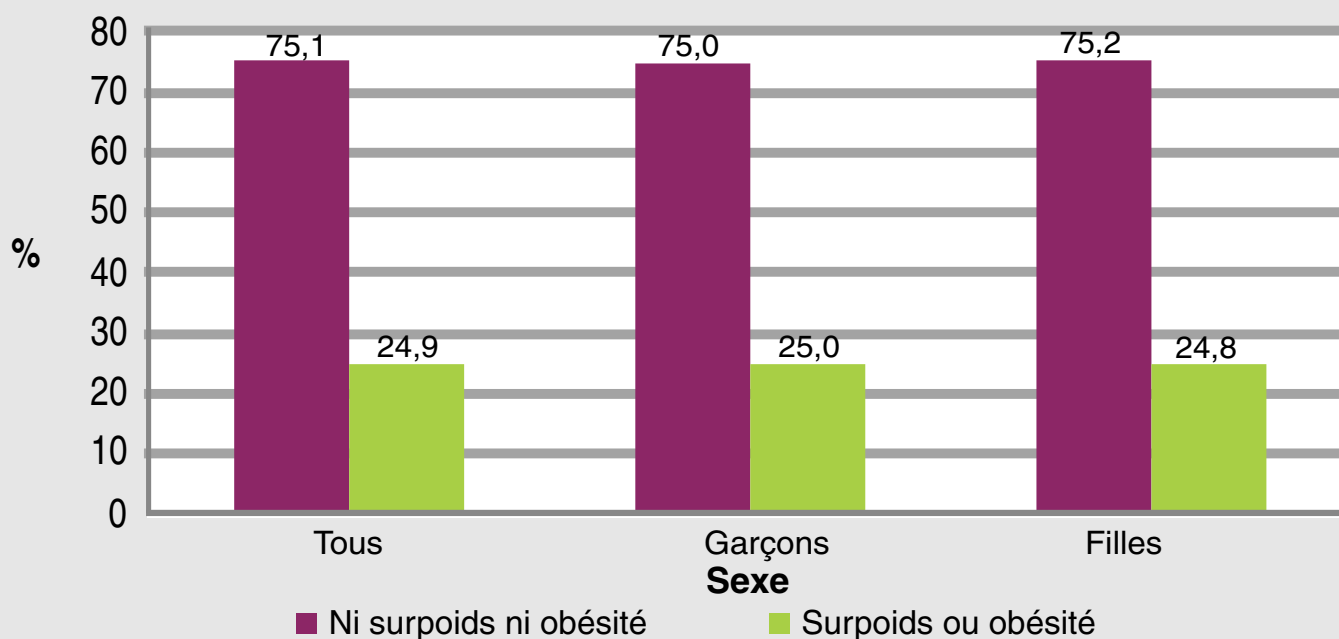
¹ Enquête canadienne sur les mesures de la santé de 2007-2009. Statistique Canada.





3.9.22 Vie saine et active

Fig. 3.9.22 Jeunes de 12 à 17 ans se disant en surpoids ou obèses*, par sexe, Canada, 2008



*Calculé au moyen de l'indice de masse corporelle (IMC), un indice fondé sur des repères reposant sur l'âge et le sexe d'une personne, tels que définis par Cole et d'autres. L'IMC est calculé en divisant le poids (en kilogrammes) par la grandeur (en mètres) au carré.

Adaptation issue de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca/>), tableau no 105-0506; consulté le 10 juillet 2012

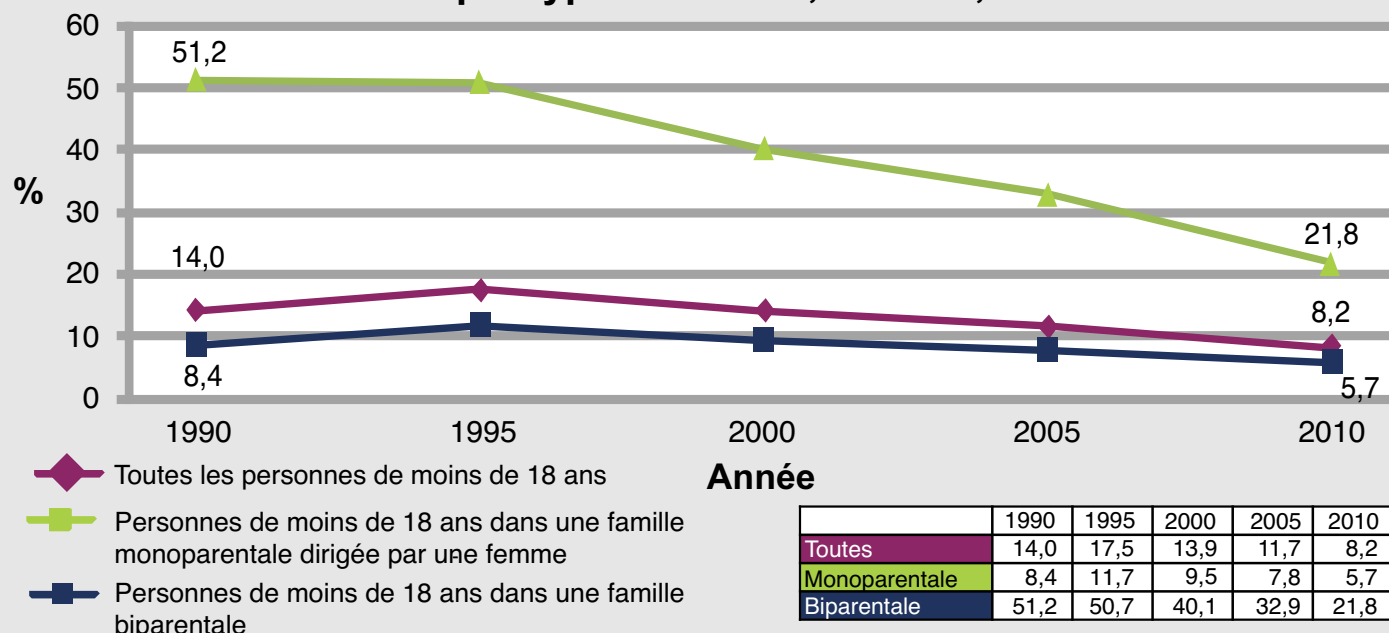
Près de 75 % des jeunes Canadiens de 12 à 17 ans ont dit avoir un poids santé pour leur taille en 2008. Chez les filles, 75,2 % avaient un indice de masse corporelle (IMC) n'indiquant aucun surpoids ni obésité, tout comme chez les garçons (75,0 %). Ainsi, près de 25 % des garçons et filles de ce groupe d'âge avaient un IMC révélant du surpoids ou de l'obésité.





4.1.1 Pauvreté

Fig. 4.1.1 Pauvreté chez les enfants¹ : Tendances par type de famille, Canada, 1990–2010



* Dans le tableau, la pauvreté correspond au Seuil de faible revenu (SFR). Le SFR correspond au niveau de revenu à partir duquel une famille peut vivre dans des circonstances difficiles car, par rapport à une famille moyenne de taille similaire, une plus grande part de ses revenus est consacrée aux besoins de base (c.-à-d. alimentation, logement et vêtements). Dans ce cas, le SFR a été calculé selon le revenu familial après impôt.

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0802, consulté le 29 juin 2012)

Au Canada, le nombre d'enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté a diminué pour passer de 942 000 (14 %) en 1990 à 550 000 (8,2 %) en 2010. Chez les enfants de moins de 18 ans vivant dans une famille biparentale, ceux qui vivent dans la pauvreté ont diminué pour passer de 475 000 (8,4 %) en 1990 à 314 000 (5,7 %) en 2010. Le changement le plus marquant se retrouve parmi les enfants vivant dans la pauvreté dans une famille monoparentale dirigée par une femme. Leur nombre a diminué pour passer de 407 000 (51,2 %) en 1990, à 187 000 (21,8 %) en 2010.

Conséquences

Les enfants et les jeunes vivant dans la pauvreté doivent relever de nombreux défis sur le plan de la santé et du bien-être. En effet, souvent, les familles à faible revenu s'alimentent inadéquatement, habitent des logements surpeuplés ou des quartiers peu sûrs, ont un accès plus restreint aux soins de santé et suivent des programmes d'éducation de moins bonne qualité.¹

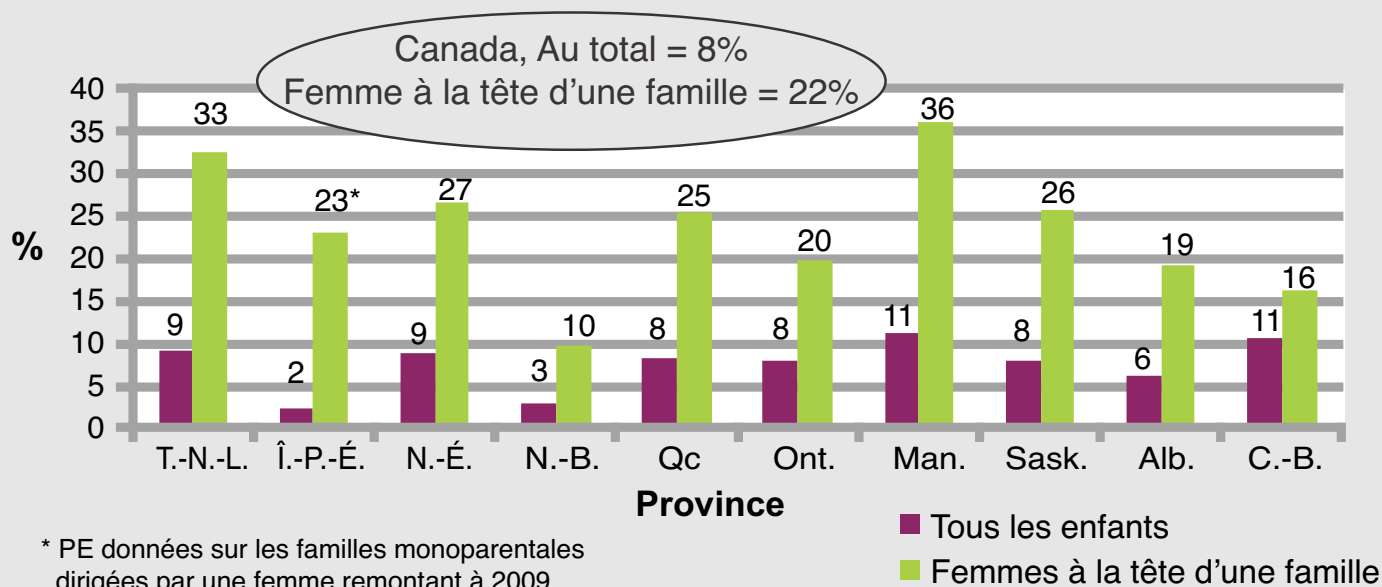
¹ Rapport 2010 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : 1989-2010, Campagne 2000, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2010FrenchNationalReportCard.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.1.2 Pauvreté

Fig. 4.1.2 Enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté,¹ par type de famille, Canada et provinces, 2010



* PE données sur les familles monoparentales dirigées par une femme remontant à 2009

* Dans le tableau, la pauvreté correspond au Seuil de faible revenu (SFR). Le SFR correspond au niveau de revenu à partir duquel une famille peut vivre dans des circonstances difficiles car, par rapport à une famille moyenne de taille similaire, une plus grande part de ses revenus est consacrée aux besoins de base (c.-à-d. alimentation, logement et vêtements). Dans ce cas, le SFR a été calculé selon le revenu familial après impôt.

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau no 202-0802, consulté le 29 juin 2012)

En 2010, 8 % de l'ensemble des enfants du Canada et 22 % des enfants vivant dans une famille monoparentale dirigée par une femme vivaient dans la pauvreté. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick que le taux global de pauvreté des enfants était le moins élevé. À l'Île-du-Prince-Édouard, 2 % de tous les enfants et de tous les jeunes vivaient dans la pauvreté, tandis que ce taux était de 3 % au Nouveau-Brunswick.

Conséquences

Dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve, le revenu de bien-être social¹ d'un parent seul avec un enfant est sous le seuil de la pauvreté. Avec l'augmentation des prix des denrées et le prix pratiquement inabordable des loyers, beaucoup de familles ont de la difficulté à équilibrer leur budget².

¹ Le revenu de bien-être social pour un parent seul avec un enfant de deux ans comprend l'aide sociale de base, d'autres avantages provinciaux, la prestation fédérale pour enfant, la prestation provinciale pour enfants, le crédit de TPS.

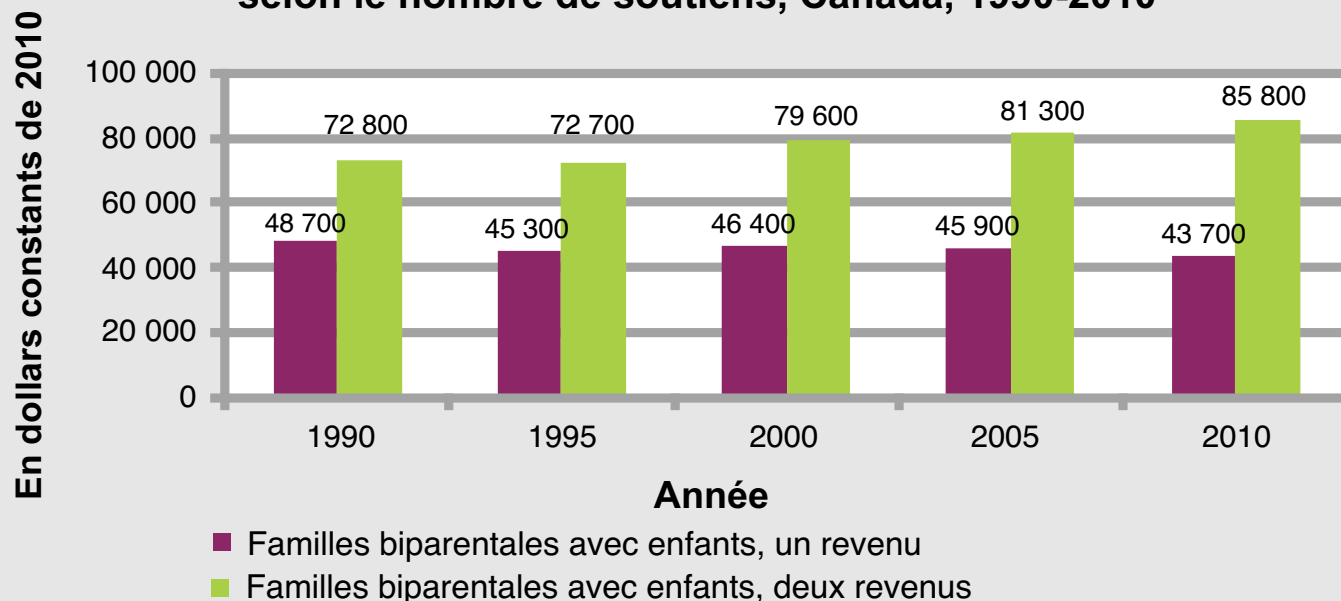
² Rapport 2010 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : 1989-2010, Campagne 2000, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2011EnglishReportCard.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.2.3 Revenu

Fig. 4.2.3 Revenu médian du marché*, couples avec enfants selon le nombre de soutiens, Canada, 1990-2010



*Revenu total, avant impôt, moins le revenu provenant de sources gouvernementales

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0203, consulté le 29 juin 2012)

Les enfants vivant dans une famille biparentale avec deux soutiens économiques étaient en meilleure situation en 2010 qu'en 1990, le revenu moyen de ces familles ayant enregistré une croissance de 15 %. En 2010, le revenu des familles ne comptant que sur un soutien économique avait quant à lui diminué de 11 % par rapport à 1990.

Conséquences

Le revenu médian des familles avec enfants ne comptant que sur un soutien économique a diminué au cours des vingt dernières années. De nos jours, bon nombre de familles sont « sur la corde raide »¹ car, contrairement aux dépenses et aux dettes qui vont en augmentant, les revenus restent stagnants ou presque. Pendant la récession, les couples avec enfants comptant sur deux revenus figuraient parmi les familles enregistrant le taux le moins élevé de pauvreté parmi tous les types de familles (3,4 %).¹

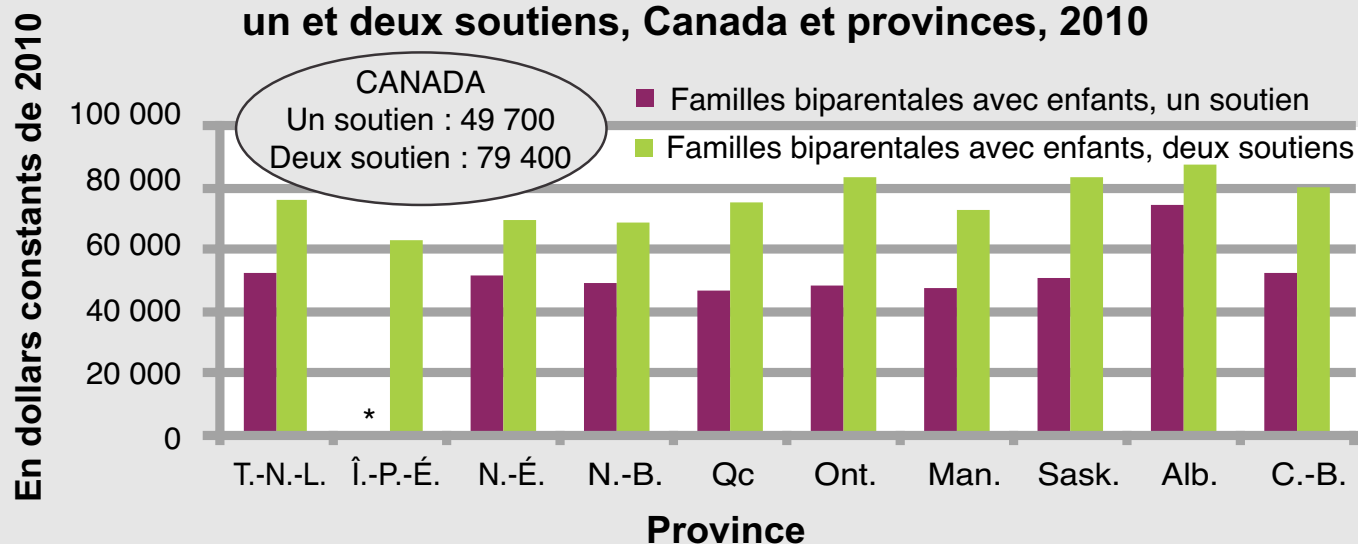
¹ Institut Vanier de la famille Les traits de famille, http://www.vanierinstitute.ca/fascinating_families_fr.





4.2.4 Revenu

Fig. 4.2.4 Revenu médian après impôt, familles avec un et deux soutiens, Canada et provinces, 2010



*Trop incertain pour être publié

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0605, consulté le 29 juin 2012)

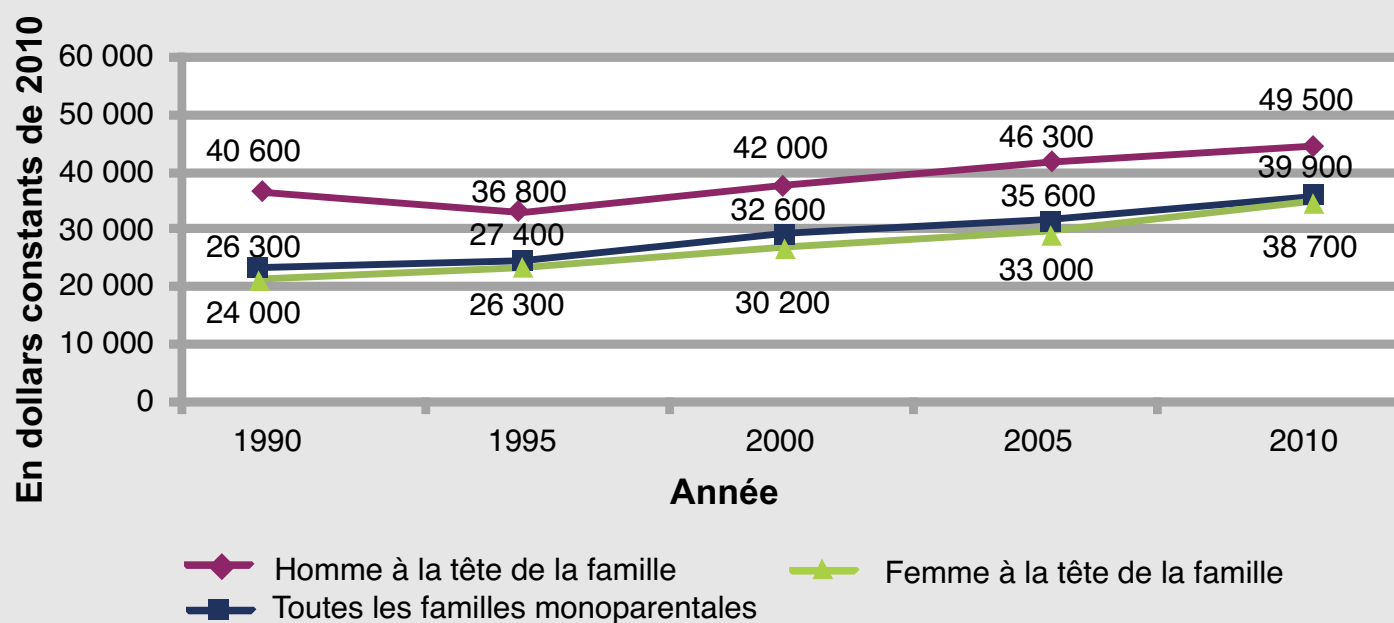
En 2010, le revenu médian après impôt des couples avec enfants comptant sur un revenu s'élevait à 49 700 \$ par année. Lorsqu'il y avait deux revenus par famille, le revenu grimpait jusqu'à 79 400 \$. En Ontario, en Saskatchewan et en Alberta, les familles biparentales comptant sur deux revenus étaient celles qui avaient le revenu familial le plus élevé, mais c'est l'Ontario qui accuse l'écart le plus élevé entre les familles comptant sur un seul revenu et celles comptant sur deux revenus. À l'Île-du-Prince-Édouard, les familles biparentales ont un revenu familial annuel de 62 800 \$, soit 21 % plus bas que la moyenne nationale. Parmi toutes les provinces, c'est au Québec que les familles comptant sur un seul revenu avaient le revenu après impôt le plus faible (46 500 \$) et c'est en Alberta que les familles comptant sur un seul revenu ont le revenu annuel le plus élevé (74 200 \$), soit près de 30 000 \$ de plus par année qu'au Québec.





4.2.5 Revenu

Fig. 4.2.5 Tendances dans le revenu médian après impôt des familles monoparentales, par sexe, Canada, 1990-2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0605, consulté le 29 juin 2012)

Non seulement y a-t-il sensiblement plus de femmes que d'hommes à la tête d'une famille au Canada, mais les ménages dirigés par une femme sont-ils plus susceptibles de gagner des revenus plus faibles. Environ 634 000 enfants de 17 ans et moins vivaient dans des familles à faible revenu en 2009, sur ce nombre, 31 % vivaient dans une famille dirigée par une femme.¹

Le revenu de toutes les familles monoparentales a augmenté entre 1990 et 2010. Pendant cette période, le revenu des familles dirigées par une femme a augmenté de 38 %, pour passer de 24 000 \$ en 1990 à 38 700 \$ en 2010, tandis que le revenu des familles monoparentales dirigées par un homme a augmenté de 18 % pour passer de 40 600 \$ en 1990 à 49 500 \$ en 2010. Bien que le revenu des familles monoparentales dirigées par une femme ait sensiblement augmenté, après impôt, elles gagnent en moyenne 11 000 \$ de moins que les familles monoparentales dirigées par un homme.

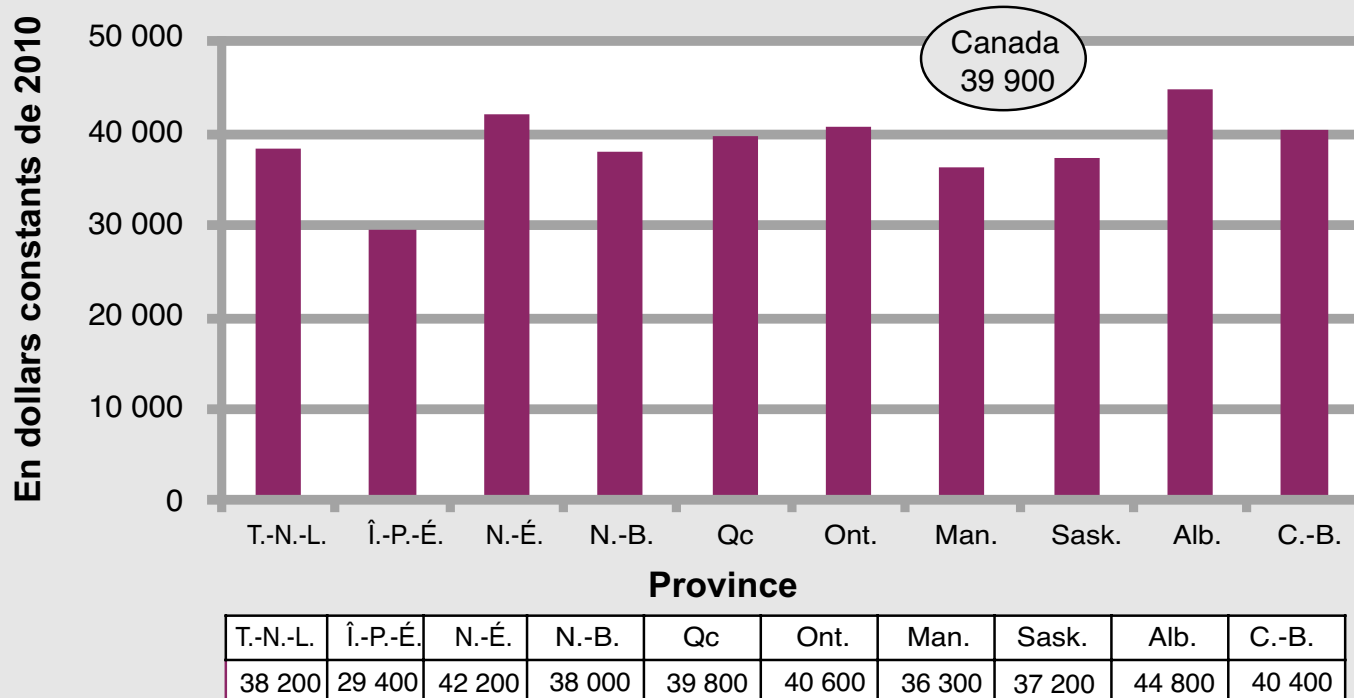
¹ Statistique Canada, Le Quotidien, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/110615/dq110615b-fra.htm>





4.2.6 Revenu

Fig. 4.2.6 Revenu médian après impôt des familles monoparentales, Canada et province, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0605, consulté le 29 juin 2012)

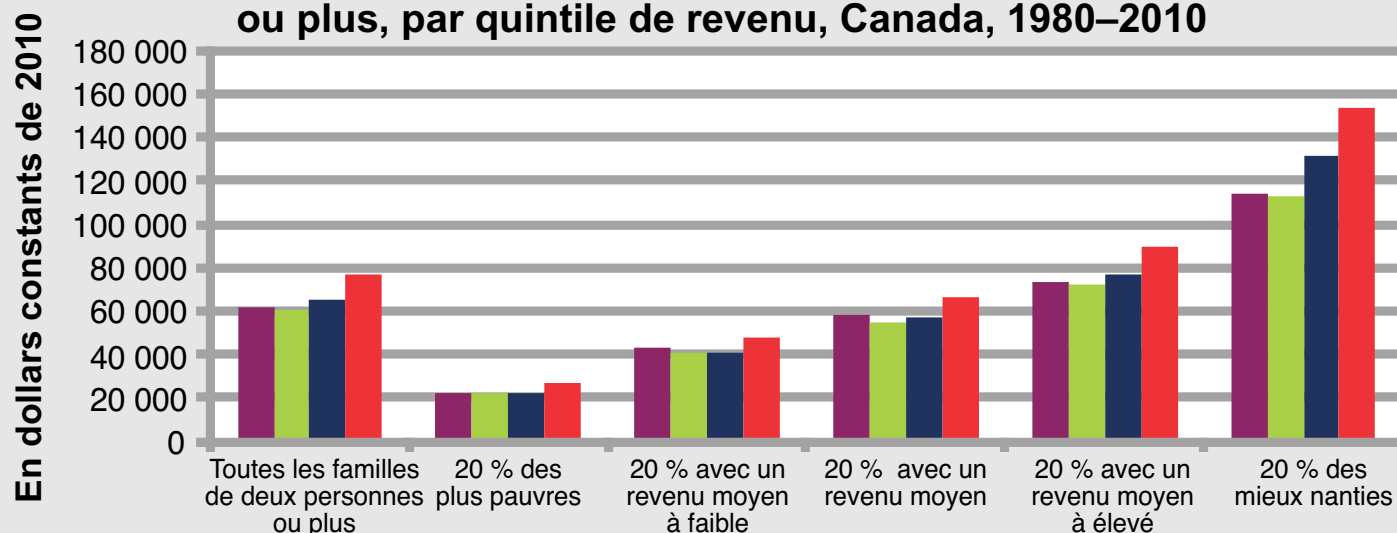
En 2010, au Canada, le revenu médian après impôt d'un parent à la tête d'une famille monoparentale s'élevait à 39 900 \$. Les parents à la tête d'une famille monoparentale ayant un revenu médian après impôt supérieur à la moyenne nationale vivaient en Nouvelle-Écosse (42 000 \$), en Ontario (40 600 \$), en Alberta (44 800 \$) et en Colombie-Britannique (40 400 \$). À l'Île-du-Prince-Édouard (29 400 \$) et au Manitoba (36 300 \$), le revenu médian après impôt des familles était de 36 % sous la moyenne nationale.





4.2.7 Revenu

Fig. 4.2.7 Revenu moyen après impôt des familles de deux personnes ou plus, par quintile de revenu, Canada, 1980–2010



Quintile du revenu

	Toutes les familles de deux p. ou plus	20 % des plus pauvres	20 % revenu moyen à faible	20 % avec un revenu moyen	20 % revenu moyen à élevé	20 % des mieux nanties
1980	62 300	22 500	43 200	58 100	73 900	113 700
1990	60 700	22 700	40 700	55 300	72 200	112 400
2000	65 800	22 800	41 400	57 200	76 700	131 000
2010	76 600	27 300	47 400	65 900	89 100	153 100

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0701, consulté le 29 juin 2012)

Au Canada, l'écart se creuse entre les riches et les pauvres. En 1990, le revenu de la part de 20 % des familles canadiennes les mieux nanties était cinq (5) fois plus important que le revenu de la part de 20 % des familles les plus pauvres.

Conséquences

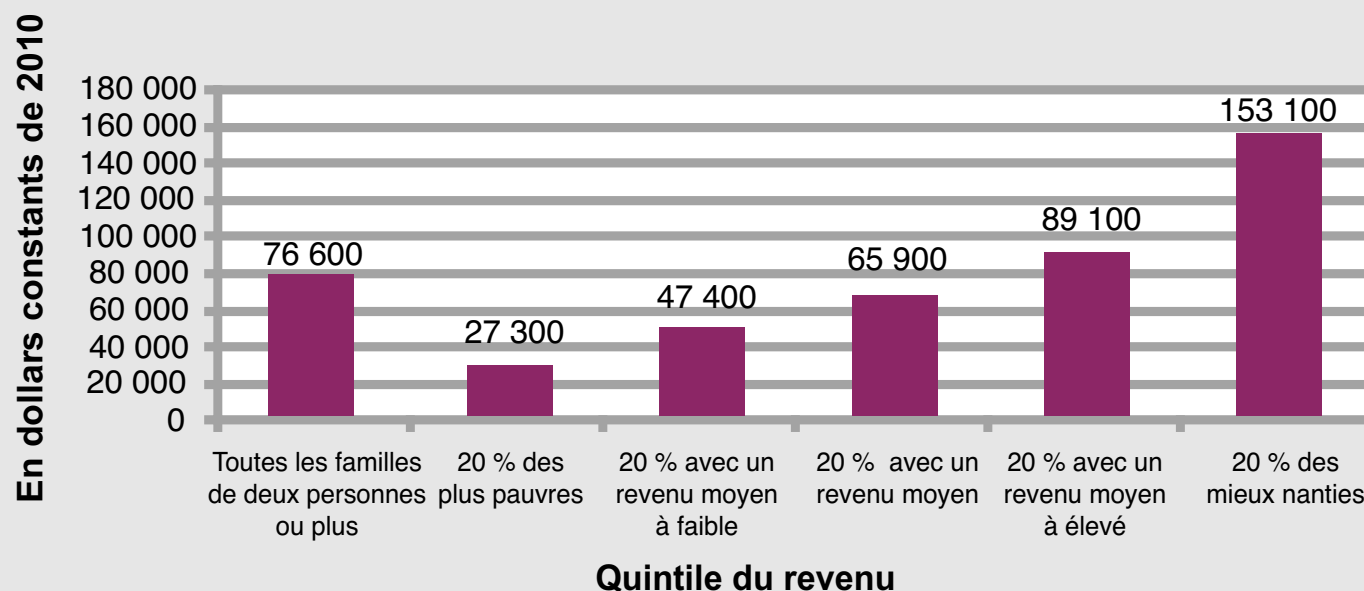
Les conditions de vie auxquelles sont exposés les enfants et les jeunes vivant dans des familles à faible revenu les prédisposent à la privation matérielle et sociale. Plus la privation est grande, moins les familles auront les moyens de répondre à leurs besoins de base en matière de santé, notamment à se procurer des vivres, des vêtements et un logement.





4.2.8 Revenu

Fig. 4.2.8 Revenu moyen après impôt des familles de deux personnes ou plus, par quintile du revenu, Canada, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0701, consulté le 29 juin 2012)

En 2010, le revenu moyen après impôt de toutes les familles comptant deux enfants ou plus s'élevait à 76 600 \$. La part de 20 % la plus riche gagnait 125 800 \$ de plus que la part de 20 % la plus pauvre (c.-à-d. un revenu 5,6 fois plus élevé).

Conséquences

Le revenu est peut-être le déterminant social de la santé le plus important pour les familles canadiennes. Le niveau de revenu façonne les conditions générales de vie, a un effet sur le fonctionnement psychologique et le bien-être, et exerce une influence sur les comportements liés à la santé. Le niveau de revenu détermine aussi la qualité d'autres déterminants sociaux de la santé, y compris la sécurité alimentaire, le logement et l'accès à des ressources sociales et culturelles.¹

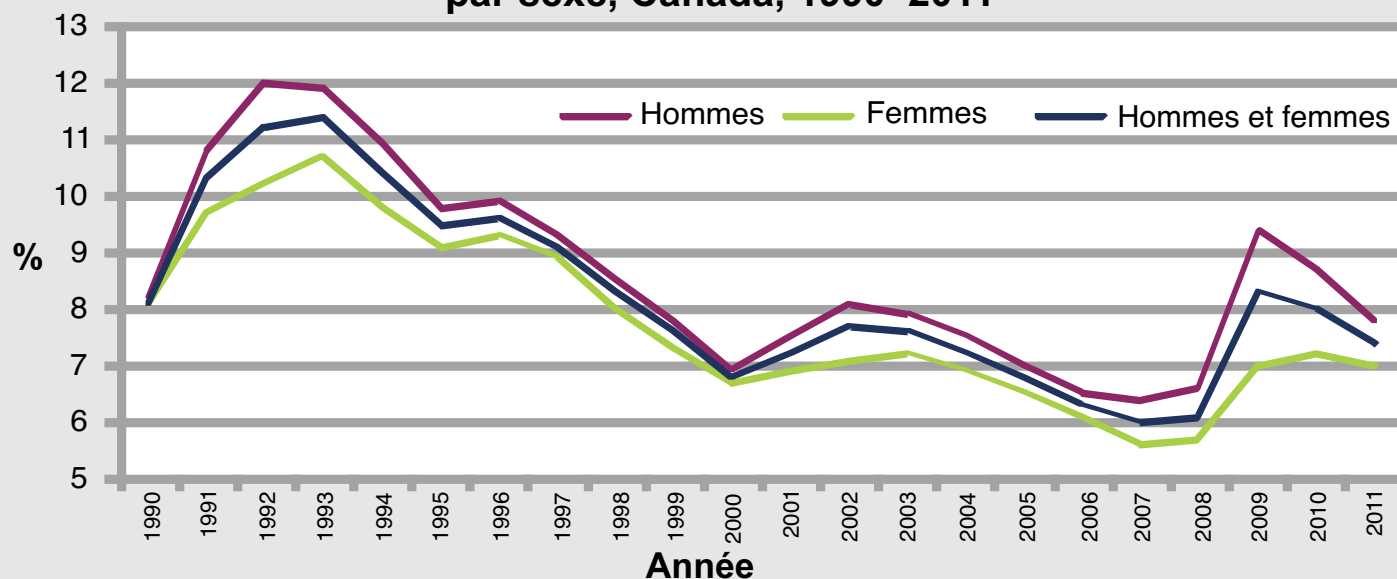
¹ Mikkonen J., Raphael D. (2010), Les déterminants sociaux de la santé : Les réalités canadiennes, Toronto, Ontario, École de gestion et de politique de la santé de l'Université York <http://www.thecanadianfacts.org/fre.html>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.9 Emploi

Fig. 4.3.9 Taux de chômage, population active totale, par sexe, Canada, 1990–2011



	1991	1993	1995	1997	1999	2001	2003	2005	2007	2009	2011
Hommes et femmes	10,3	11,4	9,5	9,1	7,6	7,2	7,6	6,8	6,0	8,3	7,4
Hommes	10,8	11,9	9,8	9,3	7,8	7,5	7,9	7,0	6,4	9,4	7,8
Femmes	9,7	10,7	9,1	8,9	7,3	6,9	7,2	6,5	5,6	7,0	7,0

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

Le taux de chômage correspond au pourcentage de personnes de 15 ans et plus faisant partie de la population active (c.-à-d. les gens qui travaillent ou qui cherchent un emploi), mais qui n'ont pas d'emploi¹. Pendant la récession, au début des années 1990, le taux de chômage de l'ensemble de la population active au Canada a grimpé à 11,4 %. La croissance économique qui a suivi, à la fin des années 1990, a fait chuter le taux de chômage à 7,6 %. Après une petite augmentation, en 2007, le taux de chômage a chuté à un niveau jamais enregistré depuis 1991, soit 6 %. Cependant, le taux de chômage a connu un autre sommet en 2009, lors de la crise économique. En 2011, le taux de chômage a diminué pour atteindre un peu moins de 8 %. Pendant toutes ces années, davantage de femmes que d'hommes étaient sans emploi.

¹ Base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau no 282-0209, consulté la dernière fois le 29 juin 2012. La population active comprend les personnes qui ne travaillent pas et celles qui cherchent un emploi.

Conséquences

La capacité des parents de consacrer les ressources disponibles à leurs enfants dépend de l'emploi. De façon générale, les familles qui sont actives sur le marché du travail investissent davantage dans leurs enfants².

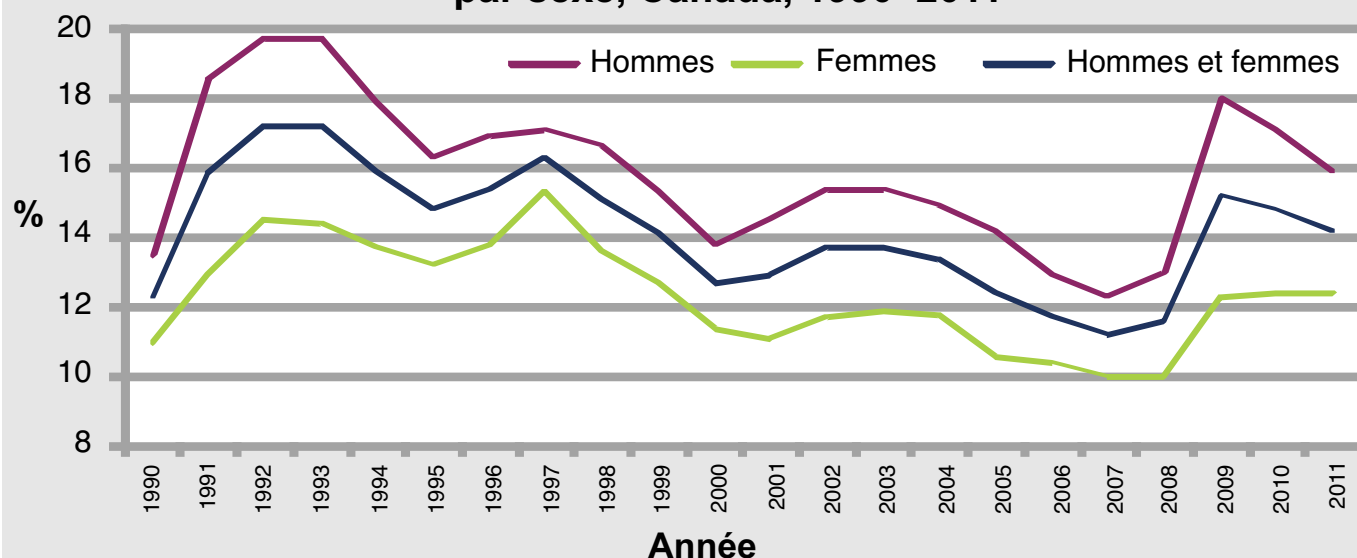
² Corak M., Curtis L., Phipps S. (2010). Economic Mobility, Family Background, and the Well-Being of Children in the United States and Canada, http://economics.dal.ca/Files/Econ_Mobility_Family_Background.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.10 Emploi

Fig. 4.3.10 Taux de chômage, 15 à 24 ans, par sexe, Canada, 1990–2011



	1991	1993	1995	1997	1999	2001	2003	2005	2007	2009	2011
Hommes et femmes	15.8	17.2	14.8	16.3	14.1	12.9	13.7	12.4	11.2	15.2	14.2
Hommes	18.5	19.7	16.3	17.1	15.3	14.5	15.4	14.2	12.3	18.0	15.9
Femmes	12.9	14.4	13.2	15.3	12.7	11.1	11.9	10.6	10.0	12.3	12.4

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

En 2011, le taux de chômage des jeunes au Canada (14,2 %) était plus élevé qu'il y a 30 ans – 12,8 % en 1981. De plus, le taux de chômage chez les jeunes est sensiblement plus élevé que la moyenne nationale (14,2 % contre 7,4 %). Au cours des dix dernières années, les perspectives d'emploi se sont quelque peu améliorées pour les jeunes et les jeunes adultes, mais le taux de chômage des jeunes hommes est encore assez élevé (près de 16 %).

Conséquences

Les jeunes ni employées, ni étudiantes, ni en formation (NEET) sont un phénomène relativement nouveau et un sujet de préoccupation croissant parmi les décideurs. Selon Statistique Canada, en 2011, près d'un million de jeunes âgés de 15 à 29 ans faisaient partie de cette catégorie. Sur ce nombre, 391 000 cherchaient activement un emploi, tandis que le reste (513 000) n'en cherchait pas.¹ Le fait de ne pas trouver de travail et de ne pas étudier pendant une longue période de temps a un effet nuisible sur la santé et le bien-être des jeunes. Cette situation peut susciter un sentiment d'inutilité et un désœuvrement à l'origine de problèmes de santé mentale, de toxicomanie et de violence.²

¹ Marshall, K. (2012), « Les jeunes qui ne sont ni étudiants ni employés », Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2012002/article/11675-fra.pdf>, article consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

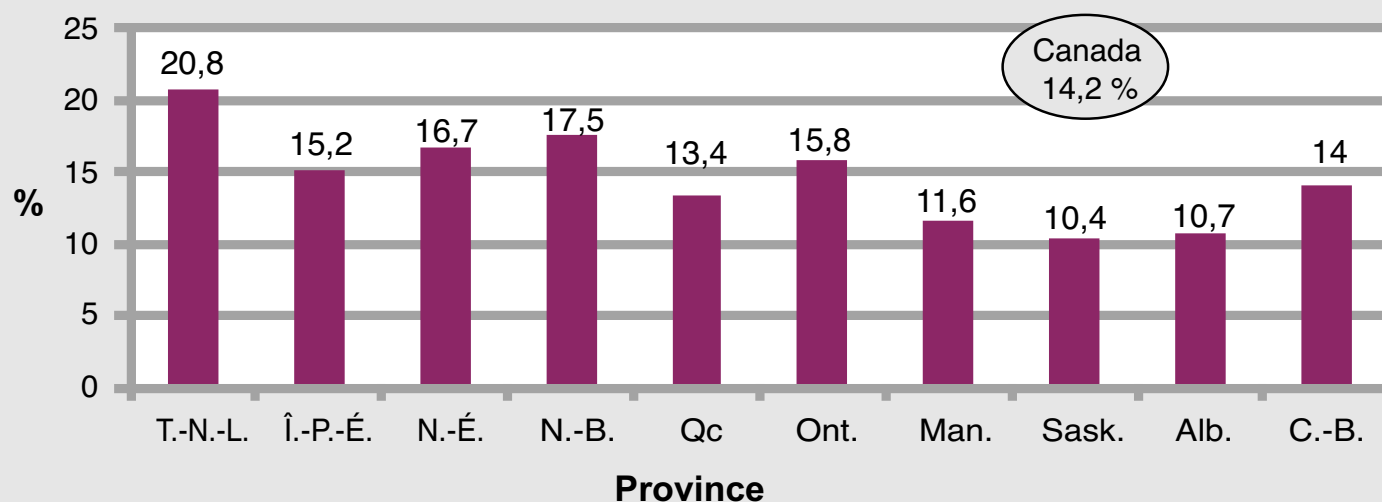
² Comme le signale le Forum des politiques publiques du Canada (2012) dans « Défis en matière d'emploi que doivent surmonter les jeunes Canadiens dans une économie en évolution », <http://www.ppforum.ca/sites/default/files/Youth%20Backgrounder%20-%20FINAL%20FR.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.11 Emploi

Fig. 4.3.11 Taux de chômage, 15 à 24 ans, Canada et provinces, 2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

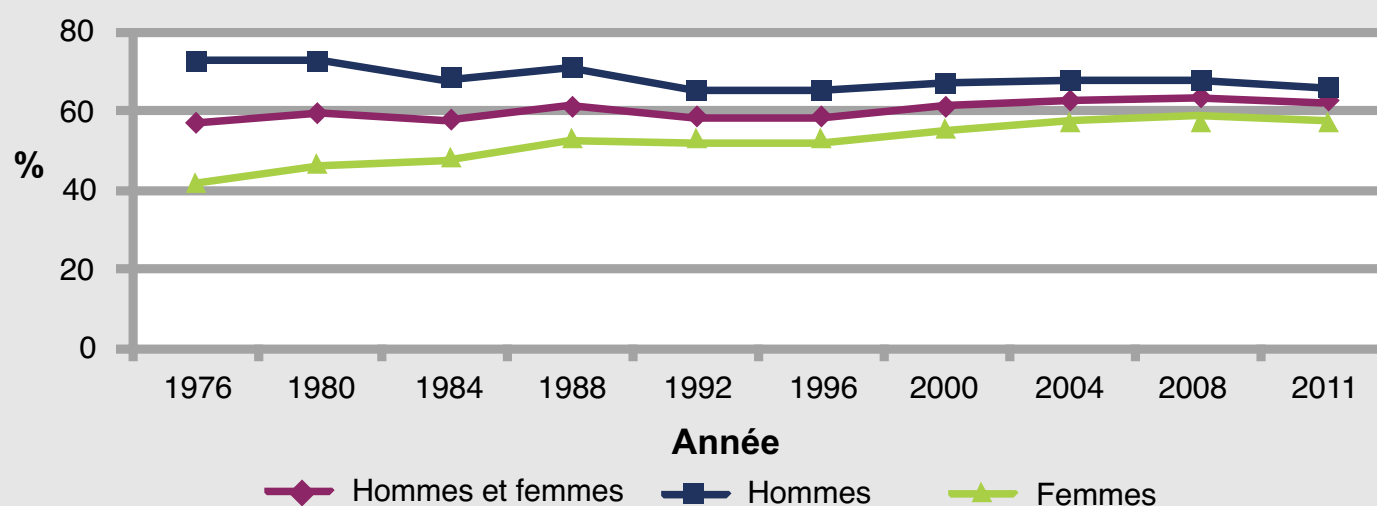
Le taux de chômage chez les jeunes enregistre d'importants écarts d'une région à l'autre du pays. En 2011, Terre-Neuve-et-Labrador a connu le taux le plus élevé (près de 21 %) et la Saskatchewan, le taux le plus bas (environ 10 %).





4.3.12 Emploi

Fig. 4.3.12 Taux d'emploi, par sexe, Canada, 1990–2010



	1990	1995	2000	2005	2010
Hommes et femmes	61,7	58,7	61,3	62,5	61,6
Hommes	69,9	65,4	67,3	67,7	65,4
Femmes	53,8	52,2	55,4	57,6	57,9

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

Au cours des dix dernières années, le taux d'emploi des femmes a augmenté, tandis qu'il a légèrement diminué chez les hommes. Entre 1990 et 2010, le taux d'emploi des femmes a augmenté pour passer de 53,8 % à 57,9 %, soit une hausse de 4,1 %. Chez les hommes, le taux d'emploi a diminué de 4,5 %, passant de 69,9 % en 1990 à 65,4 % en 2010.

Conséquences

Les enfants et les jeunes ont besoin de la subsistance matérielle que l'argent peut acheter, mais également des soins non matériels offerts par leurs parents et par d'autres adultes qui s'occupent d'eux. D'un côté, l'emploi des parents permet de mettre des ressources à la disposition des enfants. D'un autre côté, les parents qui décident de travailler ou qui y sont obligés doivent trouver des solutions pour faire garder leurs enfants. Selon la structure familiale, les familles auront des difficultés à répondre aux besoins de base de leurs enfants.¹

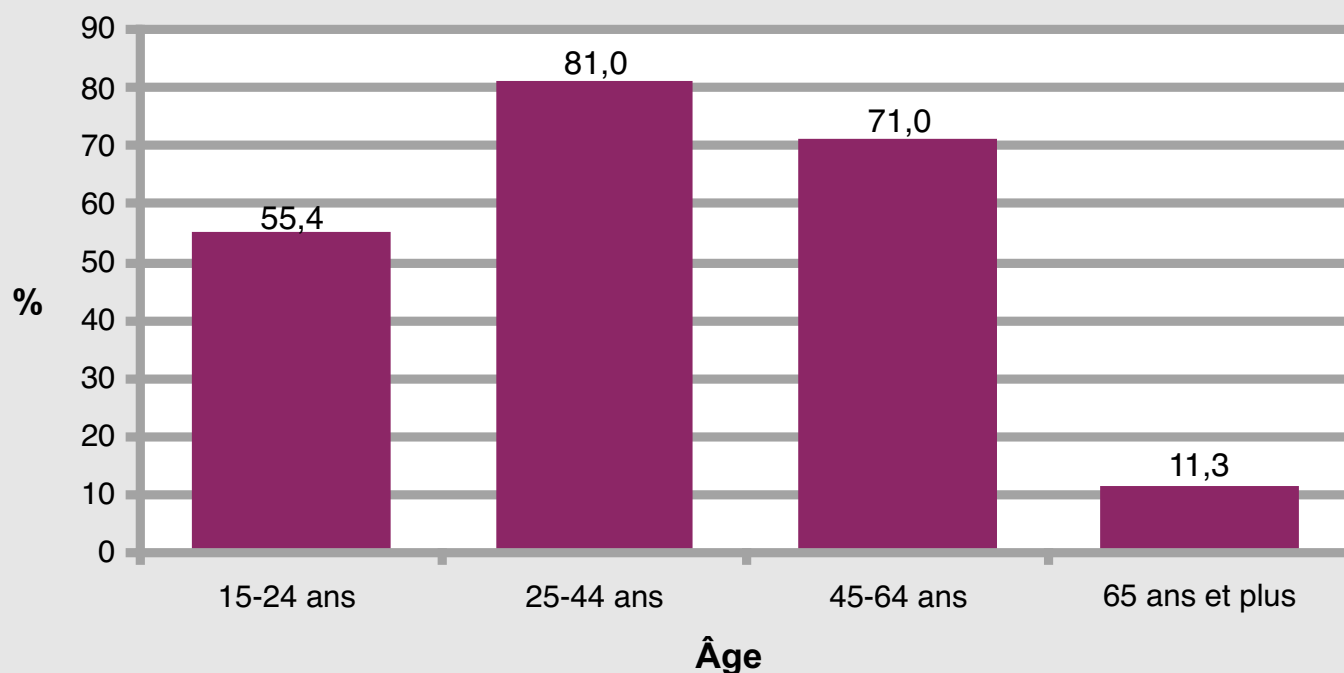
¹ Corak, M., Curtis, L.; Phipps S. (2010), Economic Mobility, Family Background, and the Well-Being of Children in the United States and Canada, http://economics.dal.ca/Files/Econ_Mobility_Family_Background.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.13 Emploi

Fig. 4.3.13 Taux d'emploi selon l'âge, Canada, 2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0002, consulté le 29 juin 2012).

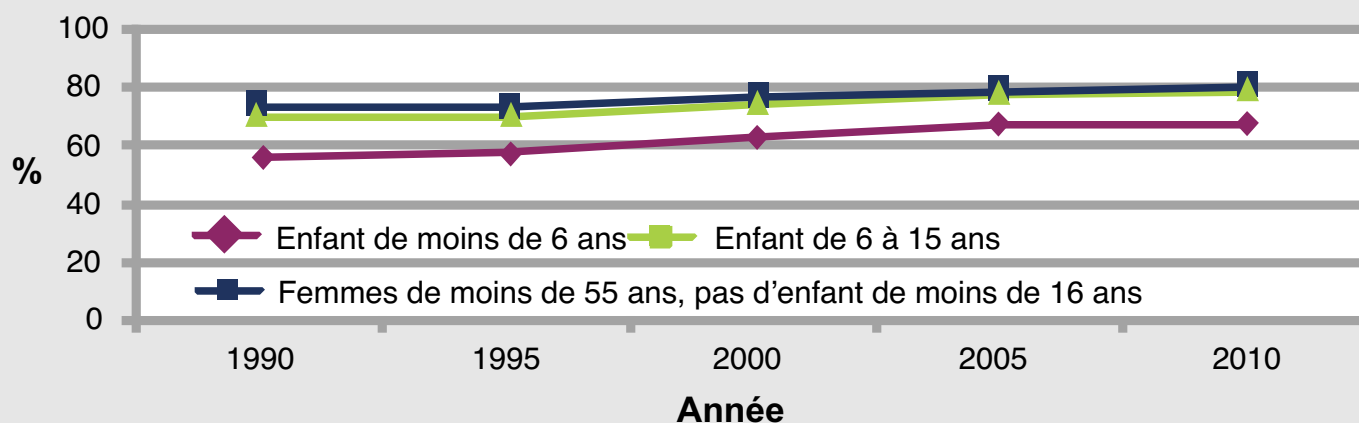
En 2011, 81 % des Canadiens de 25 à 44 ans travaillaient, contre 55,4 % des jeunes de 15 à 24 ans et 71 % des adultes de 45 à 64 ans. Parmi les personnes âgées, 11,3 % avaient un emploi en 2011.





4.3.14 Emploi

Fig. 4.3.14 Taux d'emploi chez les femmes, selon l'âge de l'enfant le plus jeune, Canada, 1990–2010



	1990	1995	2000	2005	2010
Enfant de moins de 6 ans	55,8	57,7	63,2	67,1	66,9
Enfant de 6 à 15 ans	70,1	69,8	74,4	77,4	78,6
Femmes de moins de 55 ans, pas d'enfant de moins de 16 ans	73,5	73,0	76,3	78,6	80,2

Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010 (tableau 217)*, Statistique Canada, Ottawa, 2012 (n° de catalogue 71F0004XVB).

Le taux d'emploi des femmes ayant des enfants a augmenté entre 1990 et 2010, surtout parmi les femmes ayant des enfants de moins de six ans. En 2010, le taux d'emploi des femmes ayant des enfants de moins de six ans était de 66,9 %, une hausse par rapport à 1990 (55,8 %), et de 78,6 % chez les femmes avec des enfants de 6 à 15 ans, ce qui représente aussi une hausse par rapport à 1990 (70,1 %).

Conséquences

De façon générale, le taux d'emploi des femmes augmente régulièrement depuis 35 ans, et davantage de femmes avec des enfants trouvent un emploi à l'extérieur de la maison. Bien que la proportion de femmes qui ont des enfants d'âge préscolaire et qui travaillent ait augmenté, ce groupe est tout de même moins susceptible de travailler que les femmes ayant des enfants d'âge scolaire.¹

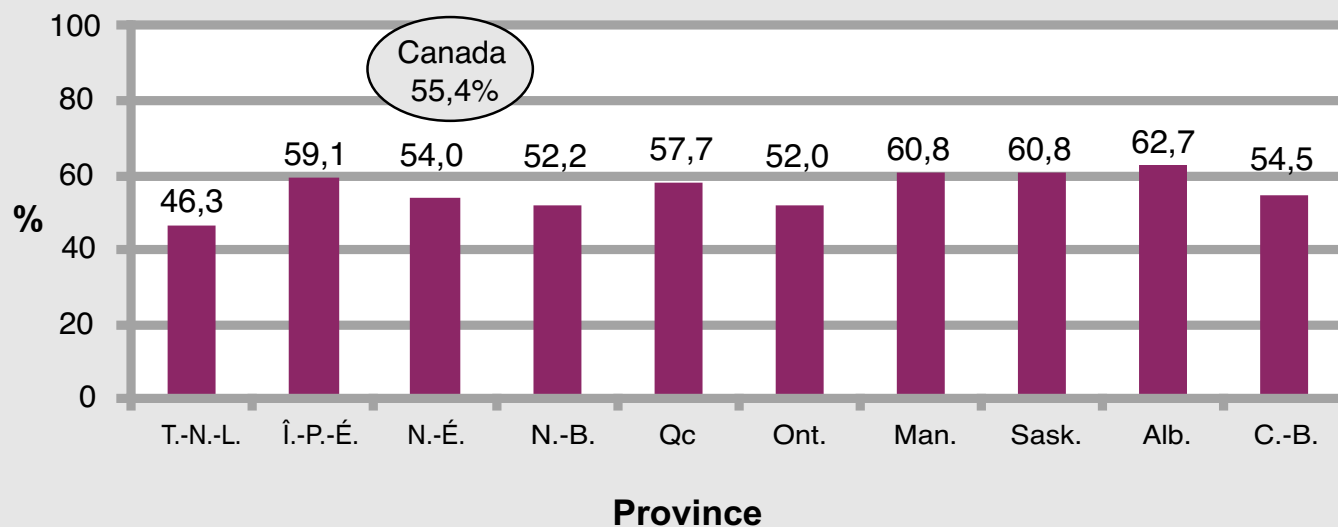
¹ Ferrao, V., « Travail rémunéré », dans *Femmes au Canada : Rapport statistique fondé sur le sexe*, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11387-fra.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.15 Emploi

Fig. 4.3.15 Taux d'emploi, 15 à 24 ans, Canada et provinces, 2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0002, consulté le 29 juin 2012).

En 2011, un peu plus de la moitié (55,4 %) des jeunes avaient un emploi – 52,6 % avaient un emploi à temps plein et 47,4 % avaient un emploi à temps partiel. En 2011, en Alberta (62,7 %), en Saskatchewan (60,8 %), au Manitoba (60,8 %) et au Québec (57,7 %) les taux d'emploi chez les jeunes étaient supérieurs à la moyenne nationale. C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que la proportion de jeunes et de jeunes adultes ayant un emploi était la plus faible. Le taux d'emploi de Terre-Neuve-et-Labrador (46,3 %) était inférieur à la moyenne nationale (de 9,1 %).

Conséquences

Au Canada, la reprise économique qui a suivi la récession n'a pratiquement pas touché les jeunes travailleurs, et les jeunes de 15 à 24 ans qui entrent sur le marché du travail doivent composer avec un certain nombre de difficultés importantes. « En plus de la concurrence qu'ils doivent livrer aux jeunes de leur groupe d'âge, ils doivent maintenant également livrer concurrence à des travailleurs plus âgés cherchant à revenir sur le marché du travail et aux travailleurs plus chevronnés qui ont perdu leur emploi pendant la récession. »

La concurrence accrue amène les jeunes diplômés à accepter des emplois ne correspondant pas à leur formation ou à se retirer du marché du travail. Les diplômés de collèges et d'universités qui n'arrivent pas à trouver un emploi dans leur domaine d'études décident souvent de faire des études dans une autre discipline ou d'accepter un emploi leur permettant de subsister, mais non de tirer parti de leur formation¹.

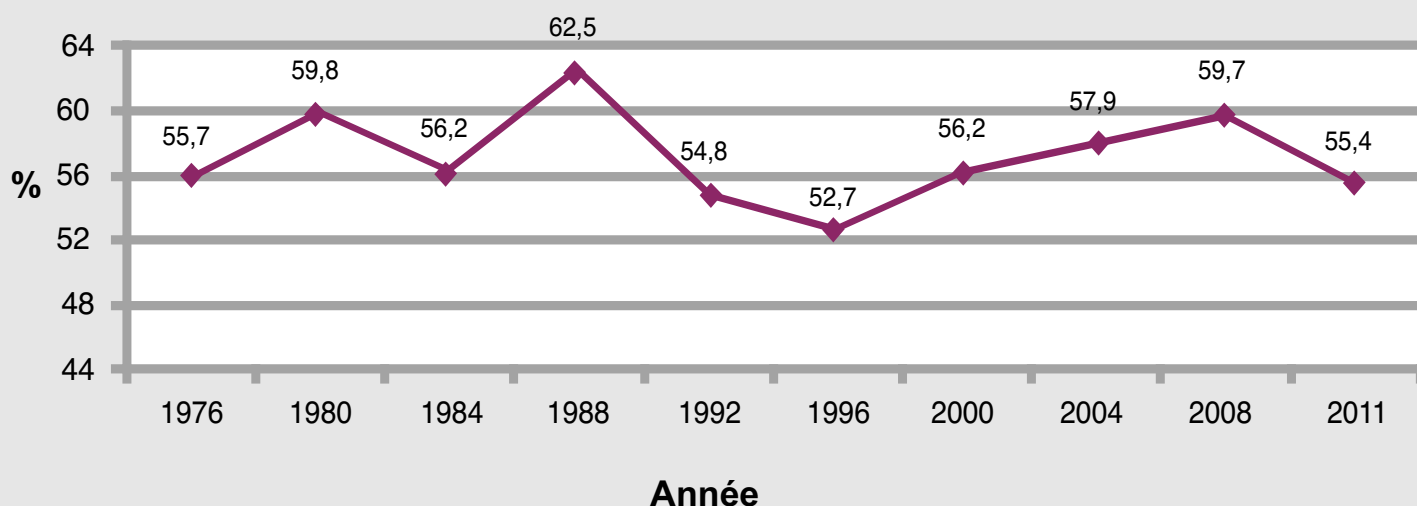
¹ Fong, F. (2012), « La triste situation des jeunes travailleurs », Services économiques TD, http://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/ff0312_younger_workers_fr.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.16 Emploi

Fig. 4.3.16 Taux d'emploi, 15 à 24 ans, Canada, 1976–2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0002, consulté le 29 juin 2012).

Bien que le taux d'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans ait fluctué au fil du temps, en 2011, le taux était à peine inférieur au taux qui prévalait en 1976. Toutefois, les modalités d'emploi de ce groupe ont sensiblement changé. En 1976, 78,9 % des jeunes travailleurs avaient un emploi à temps plein et les 21,1 % restants travaillaient à temps partiel. En 2011, 52,6 % des jeunes travailleurs avaient un emploi à temps plein tandis que les 47,4 % restants avaient un emploi à temps partiel.

Conséquences

« Comme les adultes, les adolescents peuvent se sentir quelque peu accablés devant leurs responsabilités quotidiennes, qu'elles soient liées à un emploi rémunéré ou non rémunéré. Environ un adolescent sur dix était très stressé de ne pas avoir assez d'heures dans sa journée. Une proportion égale était très stressée, ou extrêmement stressée à cause de l'école, tandis que 16 % estimaient être des bourreaux de travail. Près de quatre adolescents sur dix avaient tendances à réduire leurs heures de sommeil lorsqu'ils avaient besoin de plus de temps. »¹

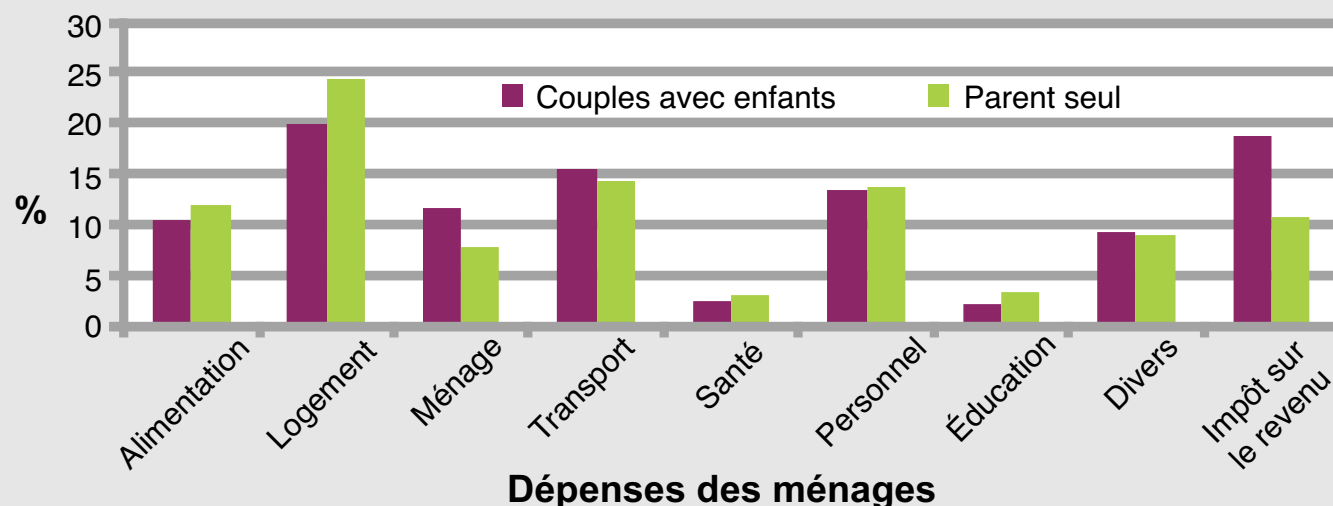
¹ Marshall, K. (2007), « Enquête sociale générale, L'emploi et le revenu en perspective : La vie bien chargée des adolescents », Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/75-001-x2007105-fra.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.4.17 Dépenses des ménages

Fig. 4.4.17 Pourcentage des dépenses par type de ménage, Canada, 2010



	Alimentation	Logement	Ménage	Transport	Santé	Personnel	Éducation	Divers	Impôt sur le revenu
Couples avec enfants	10,4	19,9	11,7	15,4	2,5	13,4	2,2	9,3	18,7
Parent seul	11,8	24,3	7,7	14,2	3,1	13,6	3,2	9,0	10,7

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 203-0023, consulté le 29 juin 2012).

En 2010, la dépense budgétaire la plus importante des ménages canadiens était consacrée au logement. Les familles monoparentales dépensaient proportionnellement plus pour le logement que les familles biparentales avec des enfants. Toujours proportionnellement, elles dépensaient aussi davantage pour la nourriture, l'éducation et les soins de santé.

Conséquences

Toutes proportions gardées, le logement représentait une dépense encore plus importante pour les familles gagnant un revenu de faible à modeste. Au Canada, un ménage sur quatre consacre plus de 30 % de ses revenus au logement¹. En 2010, les familles se classant dans le quintile inférieur dépensaient 32,3 % du total de leur revenu au logement, alors que les familles se classant dans le quintile supérieur ne dépensaient que 16,7 % de leur revenu total au logement.²

Les familles sont parfois aux prises avec des problèmes de moyens financiers et peuvent se voir obligées de choisir entre un logement adéquat et d'autres choses nécessaires. Environ 750 000 enfants de moins de 15 ans vivent dans des logements inabordables, insalubres ou surpeuplés – ou les trois. Le fait de vivre dans un logement inadéquat peut avoir des effets négatifs sur la santé des enfants, sur leur comportement et sur leur développement.³

¹ Rapport 2010 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : 1989-2010, Campagne 2000, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2011EnglishReportCard.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012

² Statistique Canada « Enquête sur les dépenses des ménages, 2010 », <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/120425/t120425a001-fra.htm>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

³ Jackson, A., Roberts, P. (2001), « Physical Housing Conditions and the Well-Being of Children », document d'information sur le logement pour le Progrès des enfants au Canada 2001, Conseil canadien de développement social, Ottawa, Ontario, <http://www.ccsd.ca/pubs/2001/pcc2001/housing.htm>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.4.18 Dépenses des ménages

Fig. 4.4.18 Coût moyen pour élever un enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, Canada, 2011

	Alimentation	Vêtements	Soins de santé	Soins personnels	Loisirs lecture fournitures scolaires	Transport	Garde d'enfants	Logement ameublement et entretien de l'habitation	Coût total
Total des coûts jusqu'à l'âge de 18 ans	32 815	15 945	4 655	4 750	19 080	39 235	75 500	51 680	243 660

Cornell, C. (2011), « The real cost of raising a child », Money Sense Magazine, <http://www.moneysense.ca/2011/08/10/the-real-cost-of-raising-kids/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Élever des enfants au Canada est une opération coûteuse. Pour élever un enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, une famille typique avec deux enfants dépense en moyenne 243 000 \$. Cela revient à environ 1 070 \$ par enfant, par mois. Ce coût varie selon le nombre d'enfants dans une même famille. Dans une famille avec enfant unique, les dépenses moyennes par enfant (304 600 \$) seraient supérieures de 25 % aux dépenses des familles avec deux enfants, tandis qu'elles seraient inférieures de 22 % dans les familles avec trois enfants ou plus (190 050 \$).¹

¹ Cornell, C. (2011), « The real cost of raising a child », Money Sense Magazine, <http://www.moneysense.ca/2011/08/10/the-real-cost-of-raising-kids/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Conséquences

Selon les ratios mis au point aux États-Unis, il est estimé que les couples avec enfants dont les revenus se classent dans la catégorie du tiers inférieur dépensent environ 28 % de moins (175 400 \$) par enfant que le ménage moyen. Les familles avec enfants dont le revenu se classe dans la catégorie du tiers supérieur obtiennent presque toujours de meilleurs résultats avec leurs enfants.²

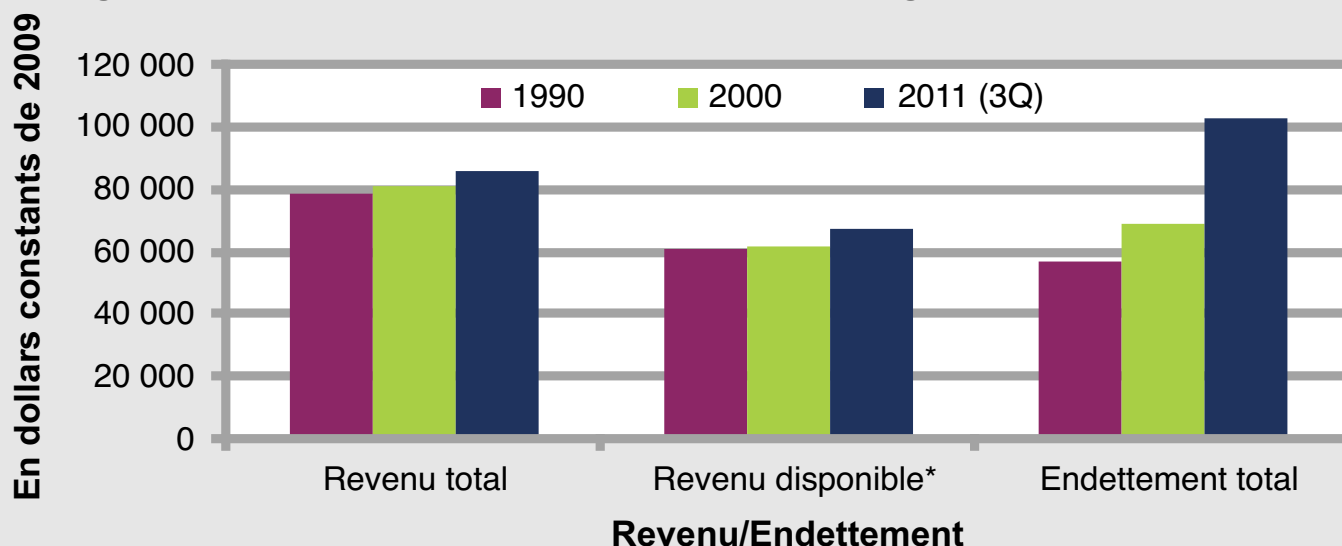
² Phipps S, Lethbridge L. (2006), « Les revenus et les résultats des enfants », Statistique Canada, <http://publications.gc.ca/collections/Collection/Statcan/11F0019MIF/11F0019MIF2006281.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.4.19 Dépenses des ménages

Fig. 4.4.19 Revenu et endettement par ménage, Canada, 1990-2011



	1990	2000	2011 (3 ^e trimestre)
Revenu total	78 545	80 847	86 049
Revenu disponible*	61 249	61 528	67 368
Endettement total	56 929	69 296	103 000

*Revenu après impôt

Statistique Canada, *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 10, n° 3, no de catalogue 13-010-X. Institut Vanier de la famille, *L'état actuel du budget de la famille canadienne : Rapport 2011-2012*, <http://www.vanierinstitute.ca/modules/news/newsitem.php?emId=422>, consultés la dernière fois le 29 juin 2012.

À la fin de 2011, l'endettement du Canada s'élevait à 103 000 \$ par ménage. (Cette moyenne comprend les ménages endettés et ceux qui ne le sont pas). Bien que le revenu disponible est resté à peu près le même de 1990 à 2011, l'endettement total des ménages a presque doublé.

Conséquences

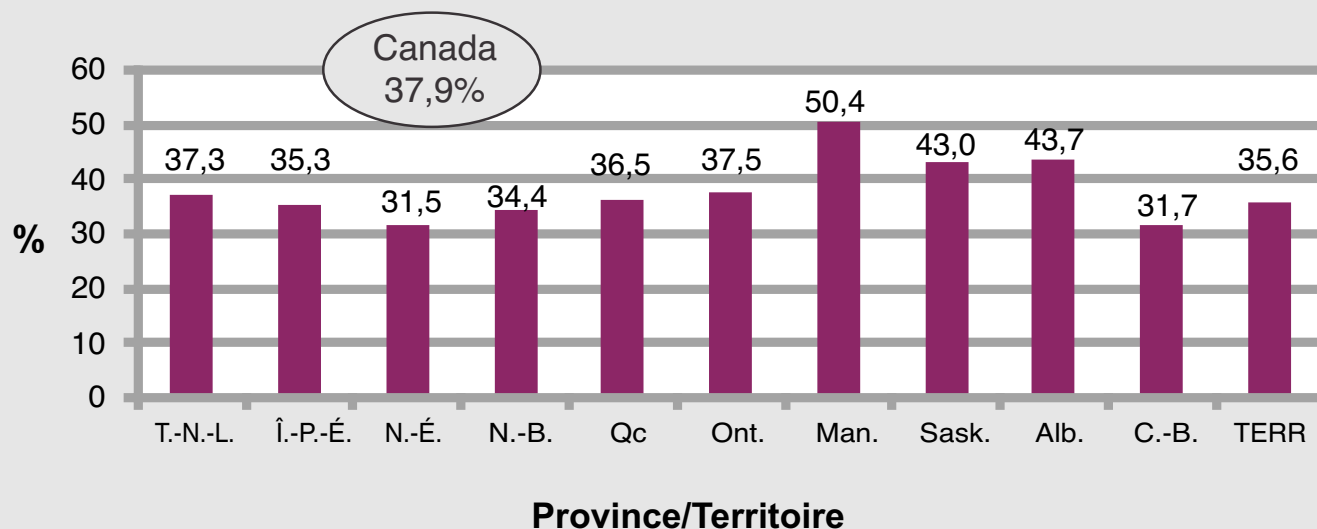
L'endettement est une expérience très difficile qui a des répercussions sur toute la famille. Lorsqu'une famille doit de l'argent, elle a moins de pouvoir d'achat, de souplesse et de stabilité financières. Le fardeau de la dette signifie également que moins de ressources sont consacrées à répondre aux besoins financiers et non financiers des enfants et des jeunes.





4.5.20 Sécurité alimentaire

Fig. 4.5.20 Pourcentage des utilisateurs de banques alimentaires de moins de 18 ans, Canada, province et territoire, mars 2011



Adapté de Bilan-Faim Canada (2011), Banques alimentaires Canada, <http://www.foodbankscanada.ca/getmedia/12cc3c76-bd6e-4747-a53b-a44a250c26de/Bilan-Faim-2011.pdf.aspx>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

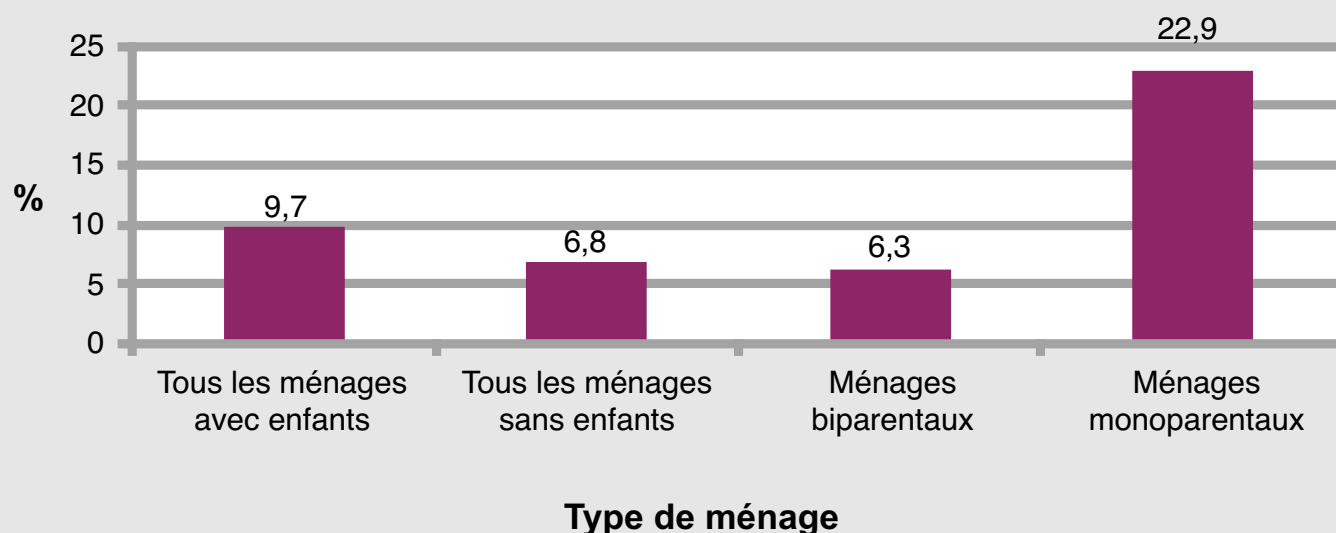
Plus d'un tiers (38 %) des personnes recevant l'aide de banques alimentaires au Canada sont des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Cela signifie que 851 014 enfants et jeunes ont reçu de l'aide. Cette proportion était moindre en Colombie-Britannique (31,7 %) et en Nouvelle-Écosse, et c'est au Manitoba qu'elle a été la plus élevée (50,4 %).





4.5.21 Sécurité alimentaire

Fig. 4.5.21 Insécurité alimentaire des ménage par composition du ménage, Canada, 2007–2008



Note : Les données reproduites dans ce tableau proviennent de répondants dont l'insécurité alimentaire était de modérée à grave. Insécurité alimentaire modérée : obligation de faire des compromis quant à la qualité de la nourriture, ou à la quantité ingurgitée. Insécurité alimentaire grave : réduction de la prise alimentaire et perturbation des habitudes alimentaires.

Adapté de « Insécurité alimentaire des ménages », <http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveill/nutrition/commun/insecurit/key-stats-cles-2007-2008-fra.php>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

En 2007-2008, près de 10 % des ménages avec enfants ont déclaré n'avoir pas été certains d'avoir assez de nourriture pour répondre aux besoins de leur famille, ou de n'être pas certains de pouvoir s'en procurer suffisamment, car ils n'avaient pas assez d'argent pour acheter de la nourriture à un moment donné au cours de l'année, ou à plusieurs reprises¹. Les familles monoparentales étaient beaucoup plus susceptibles de s'inquiéter de ne pas avoir assez de nourriture, 22,9 % d'entre elles ont dit que c'était le cas. Les familles monoparentales étaient quatre fois plus susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire.

¹ Adapté de « Insécurité alimentaire des ménages », <http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveill/nutrition/commun/insecurit/key-stats-cles-2007-2008-fra.php#a>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.1.1 Sécurité économique

Fig. 5.1.1 Pauvreté des enfants, enfant de 0 à 17 ans, pays économiquement avancés, 2009

Pays	%	Pays	%
Islande	4,7	Australie	10,9
Finlande	5,3	Slovaquie	11,2
Chypre	6,1	Nouvelle-Zélande	11,7
Pays-Bas	6,1	Estonie	11,9
Norvège	6,1	Royaume-Uni	12,1
Slovénie	6,3	Luxembourg	12,3
Danemark	6,5	Canada	13,3
Suède	7,3	Pologne	14,5
Autriche	7,3	Portugal	14,7
Rép. tchèque	7,4	Japon	14,9
Suisse	8,1	Lituanie	15,4
Irlande	8,4	Italie	15,9
Allemagne	8,5	Grèce	16
France	8,8	Espagne	17,1
Malte	8,9	Bulgarie	17,8
Belgique	10,2	Lettonie	18,8
Hongrie	10,3	États-Unis	23,1
		Roumanie	25,5

% des enfants dans des ménages dont le revenu est de 50 % inférieur au revenu médian national moyen

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. « Mesurer la pauvreté des enfants », disponible à : http://www.unicef.ca/sites/default/files/imce_uploads/DISCOVER/OUR%20WORK/ADVOCACY/DOMESTIC/POLICY%20ADVOCACY/DOCS/unicefreportcard10-fr.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Dans un rapport sur la pauvreté des enfants dans 35 pays industrialisés, publié par l'UNICEF en 2012, le Canada se classe vers la fin de la liste (24^e sur 35), et ce, malgré la promesse faite par le gouvernement en 1989 d'éliminer la pauvreté des enfants d'ici l'an 2000. Le taux de pauvreté des enfants au Canada est de 13,3 %, soit 2 % de plus que la moyenne nationale et deux fois plus que chez les personnes âgées. Les programmes de transfert de point d'impôt du Canada permettent de diminuer plus efficacement le taux de pauvreté parmi les personnes âgées que parmi les jeunes¹.

¹ Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. « Mesurer la pauvreté des enfants », disponible à : http://www.unicef.ca/sites/default/files/imce_uploads/DISCOVER/OUR%20WORK/ADVOCACY/DOMESTIC/POLICY%20ADVOCACY/DOCS/unicefreportcard10-fr.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Conséquences

Bien que le Bilan Innocenti de l'Unicef ait été accueilli avec certaines réserves (voir Miles Corak), ce qu'il faut surtout retenir de ce rapport, c'est que le taux de pauvreté des enfants au Canada n'a pas diminué depuis cinq ans. Miles Corak insiste sur le fait que même si les comparaisons entre pays nous aident à mesurer les progrès réalisés par le gouvernement, ce qui manque vraiment à ce rapport, c'est un indicateur permettant de mesurer les changements enregistrés par chaque pays au fil du temps².

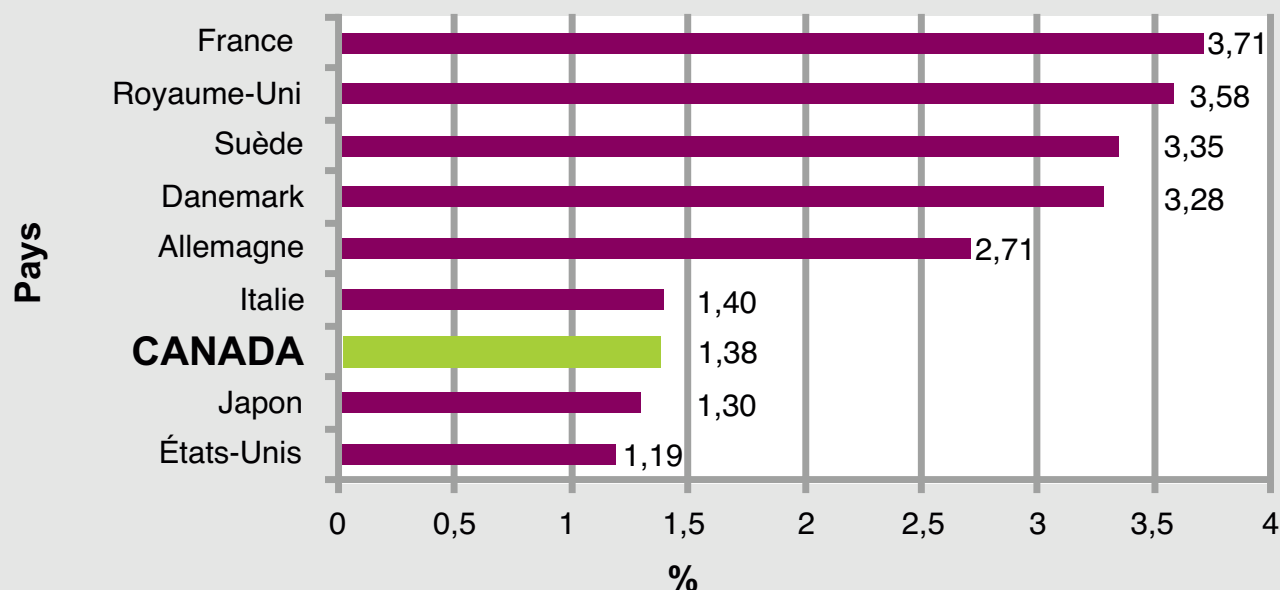
² Corak M., « The Sad, Sad Story of the UNICEF Child Poverty Report and Its Critics », disponible à : <http://mileskorak.com/2012/05/29/the-sad-sad-story-of-the-unicef-child-poverty-report-and-its-critics/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.1.2 Sécurité économique

Fig. 5.1.2 Dépenses publiques consacrées aux prestations familiales — sous formes d'espèces, de services, de mesures fiscales, pourcentage du produit intérieur brut (PIB), Canada et pays choisis, 2007



OCDE (2011) Base de données de l'OCDE sur la famille OCDE, Paris. Disponible à : www.oecd.org/social/famille/basededonnees, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Les dépenses publiques consacrées aux prestations familiales comprennent le soutien financier exclusif aux familles et aux enfants. La base de données sur la famille de l'OCDE* comprend trois types de dépenses publiques consacrées aux prestations familiales.

- 1) **Prestations familiales en espèces aux familles avec enfants.** Par exemple, soutien public au revenu pendant les périodes de congés parentaux.
- 2) **Dépenses publiques pour les services aux familles avec enfants.** Par exemple, soutien financier direct et subvention aux organismes offrant des services de garde et d'éducation de la petite enfance.
- 3) **Soutien financier aux familles offert par l'entremise du régime fiscal.** Par exemple, les crédits d'impôt pour enfant.

Les dépenses publiques consacrées aux prestations familiales sont un indicateur de l'engagement d'un gouvernement envers l'enfance. Les pays de l'OCDE consacrent en moyenne 2,2 % de leur PIB aux prestations familiales. En 2007, ce sont la France, le Royaume-Uni et la Suède qui ont consacré le pourcentage le plus élevé de leur PIB aux prestations familiales, suivis par le Danemark. Ces pays ont consacré de 3,2 % à 3,7 % de leur PIB aux enfants et aux familles, plus de deux fois plus que le Canada, qui se situe à 1,3 %.

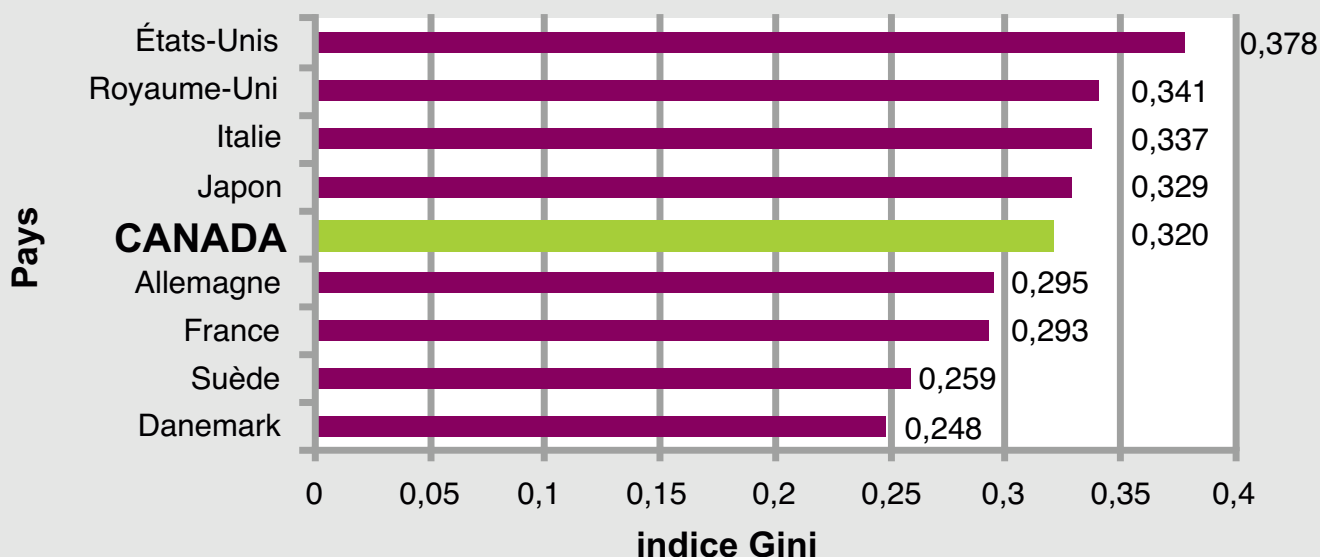
*L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) est une organisation qui rassemble 30 pays qui croient fermement au système de libre marché.





5.1.3 Sécurité économique

Fig. 5.1.3 Inégalité de revenu*, Canada et pays choisis, fin des années 2000



*La distribution du revenu : Les inégalités sont mesurées par l'indice Gini (après impôt et transferts). L'indice Gini, dont le coefficient va de 0 à 1, permet de calculer jusqu'à quel point la distribution du revenu s'éloigne d'une distribution parfaitement équitable. Un coefficient Gini de 0 correspond à une distribution parfaitement équitable (c.-à-d. que tout le monde a le même revenu); un coefficient Gini de 1 correspond à une distribution totalement inégale (c.-à-d. qu'une personne a tous les revenus et que le reste de la société n'en a pas).

Adapté de Stat Extracts, OCDE, disponible à : <http://stats.oecd.org/?lang=fr&SubSessionId=ea269587-07be-400b-9805-0d2fc679cc07>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

L'indice Gini permet de mesurer l'inégalité des revenus – plus le coefficient est élevé, plus la distribution du revenu est inégale. Parmi les pays du G8¹, le coefficient Gini du Canada est inférieur à celui des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Italie et du Japon, mais supérieur à celui de l'Allemagne, de la France, de la Suède et du Danemark.

¹Le G8 (Groupe des huit) correspond à une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

Conséquences

La distribution inégale du revenu a d'importantes répercussions sur la santé des enfants d'un pays. Dans une étude systématique comparant et combinant les résultats provenant de différentes analyses, des chercheurs en sont arrivés à la conclusion que les personnes vivant dans des endroits enregistrant de grandes inégalités de revenu (le coefficient Gini le plus élevé) étaient plus susceptibles de mourir prématurément, et ce, indépendamment de leur situation socioéconomique, de leur âge et de leur sexe².

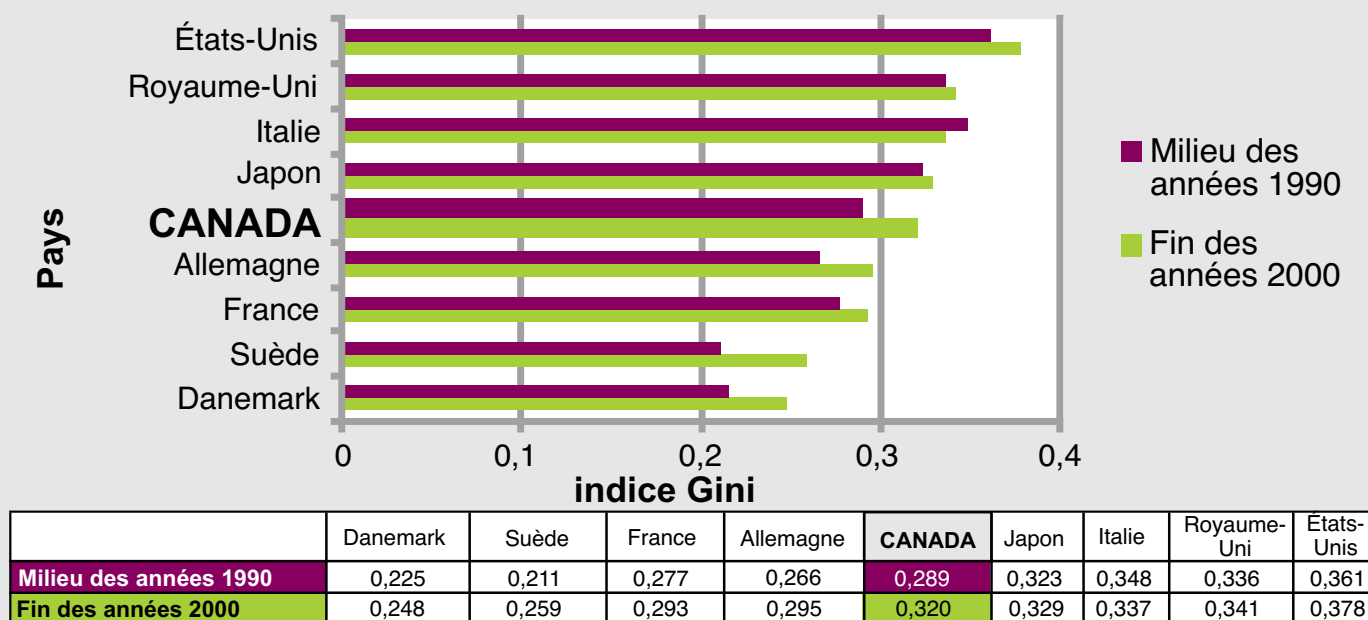
²Kondo N. et coll. (2009), « Income Inequality, Mortality, and Self-Rated Health : Meta-analysis of Multilevel Studies », British Medical Journal, disponible à : http://www.bmj.com/highwire/filestream/398332/field_highwire_article_pdf/0/bmj.b4471, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.1.4 Sécurité économique

Fig. 5.1.4 Inégalité de revenu*, Canada et pays choisis, milieu des années 1990 et fin des années 2000



*La distribution du revenu : Les inégalités sont mesurées par l'indice Gini (après impôt et transferts). L'indice Gini, dont le coefficient va de 0 à 1, permet de calculer jusqu'à quel point la distribution du revenu s'éloigne d'une distribution parfaitement équitable (c.-à-d. que tout le monde a le même revenu); un coefficient Gini de 1 correspond à une distribution totalement inégale (c.-à-d. qu'une personne a tous les revenus et que le reste de la société n'en a pas).

Adapté de Stat Extracts, OCDE, disponible à : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=INEQUALITY#>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Entre la moitié des années 1990 et la fin des années 2000, le coefficient Gini de tous les pays du G8 est allé en augmentant. Cette tendance montre qu'il y a un écart croissant entre les riches et les pauvres.

Conséquences

Un certain nombre de facteurs expliquent le fait que la distribution du revenu soit de plus en plus inégale au Canada et dans des pays semblables. L'un de ces importants facteurs est le nombre croissant de ménages monoparentaux.

Au Canada, 80 % des foyers monoparentaux sont dirigés par des femmes. « En 2010, près de 22 % des enfants provenant de familles monoparentales dirigées par une femme vivaient dans un foyer à faible revenu, alors qu'à peine moins de 6 % des enfants vivant dans une famille biparentale vivaient dans un foyer à faible revenu. »

¹ OCDE (2008). « Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE », disponible à : <http://www.oecd.org/els/socialpoliciesanddata/41527936.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

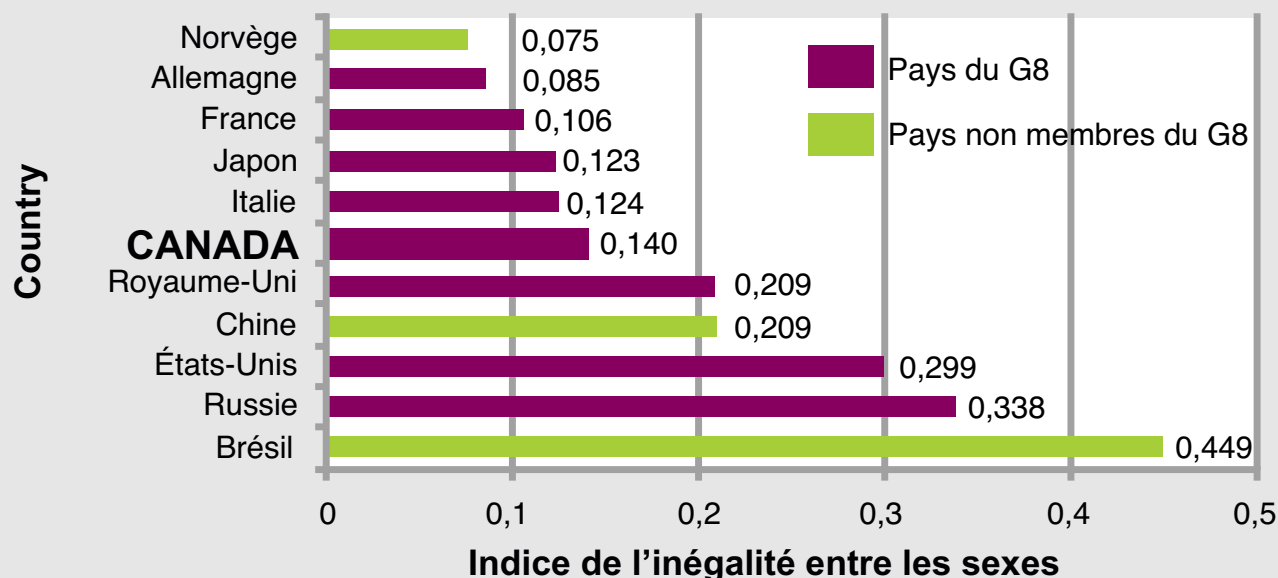
² Mitchell, P. (2012), Institut du mariage et de la famille Canada, « Marriage and Poverty in Canada », disponible à : http://www.imfcanada.org/sites/default/files/ereview_September28_12_0.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.2.5 Inégalités entre les sexes

Fig. 5.2.5 Indice de l'inégalité entre les sexes*, G8† et pays choisis, 2011



*L'indice d'inégalité de genre, qui s'étend de 0 à 1, est un indice composite mesurant les inégalités des réalisations entre les femmes et les hommes dans trois dimensions : la santé génésique, l'autonomisation et le marché du travail. Une inégalité de genre dont la valeur est de 0 correspond à une parfaite égalité entre les sexes; une valeur de 1 correspond aux pires inégalités dans les trois domaines.

†Le G8 (Groupe des huit) est une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

Rapports sur le développement humain du PNUD, disponible à : <http://hdr.undp.org/en/statistics/gii/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Parmi les pays du G8, la valeur du Canada selon l'indice d'inégalité de genre est inférieure à celle des États-Unis et du Royaume-Uni, mais plus élevée que celle de l'Allemagne, du Japon, de la France et de l'Italie. En 2011, le Canada s'est classé avantageusement à l'échelle mondiale. En 2011, certains pays avaient une valeur supérieure à 0,6, notamment l'Afghanistan (0,707) et le Congo (0,710). Le Canada s'est classé 19^e sur les 146 pays qui se sont vus attribuer une valeur en 2011.

Conséquences

« L'égalité entre les sexes et le bien-être des enfants sont inextricablement liés. Lorsque les femmes ont les moyens de mener une vie riche et productive, les enfants et les familles prospèrent. »

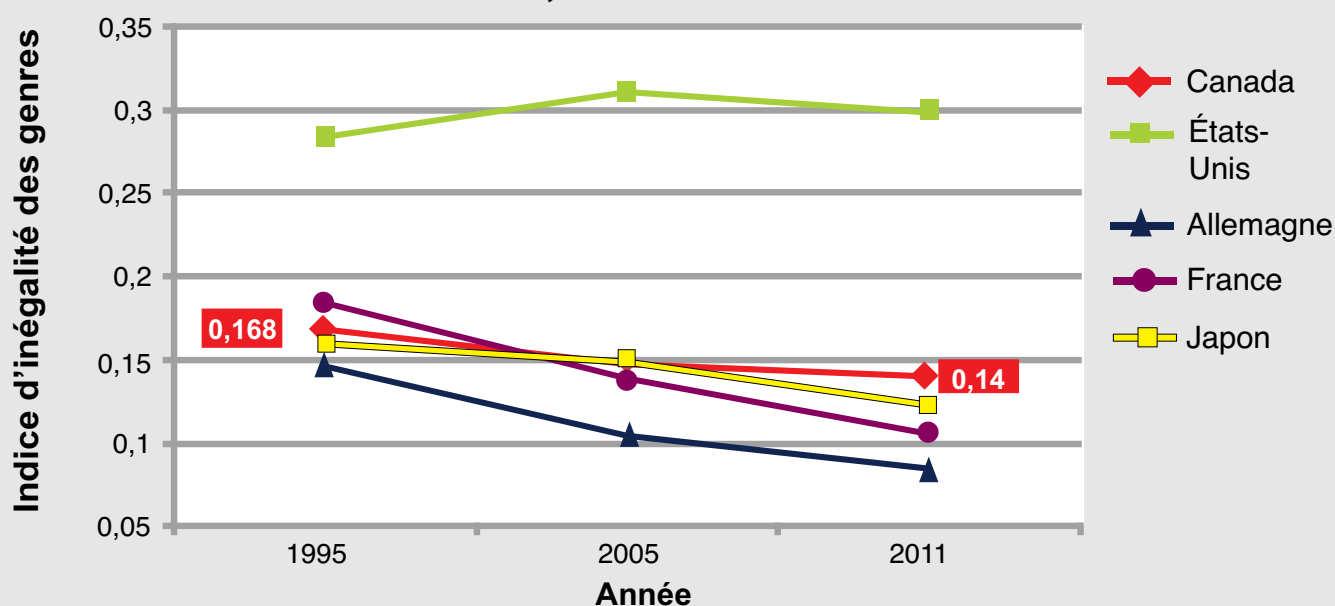
— UNICEF





5.2.6 Inégalités entre les sexes

Fig. 5.2.6 Indice d'inégalité des genres*, Canada et pays choisis, 1995, 2005 et 2011



*L'indice d'inégalité de genre, qui s'étend de 0 à 1, est un indice composite mesurant les inégalités des réalisations entre les femmes et les hommes dans trois dimensions : la santé génésique, l'autonomisation et le marché du travail. Une inégalité de genre dont la valeur est de 0 correspond à une parfaite égalité entre les sexes; une valeur de 1 correspond aux pires inégalités dans les trois domaines.

Rapports sur le développement humain du PNUD, disponible à : <http://hdr.undp.org/en/statistics/gii/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

De 1995 à 2011, à l'échelle mondiale, les inégalités entre les sexes étaient moindres. Au fil du temps, la valeur d'indice du Canada s'est légèrement améliorée, pour passer de 0,168 à 0,140. Par contre, aux États-Unis, les inégalités entre les sexes se sont accrues de 1995 à 2011.

Conséquences

Bien que les femmes participent davantage au marché du travail, elles continuent de gagner moins que les hommes au Canada. Étant donné que la majorité des familles monoparentales sont dirigées par des femmes, il est problématique que les femmes gagnent toujours moins que les hommes.

Les femmes chefs de familles sont également moins susceptibles de trouver un travail que les mères de familles biparentales. En 2009, 68,9 % des femmes chefs de famille ayant des enfants de moins de 16 ans à charge avaient un emploi, contre 73,8 % des mères de familles biparentales.

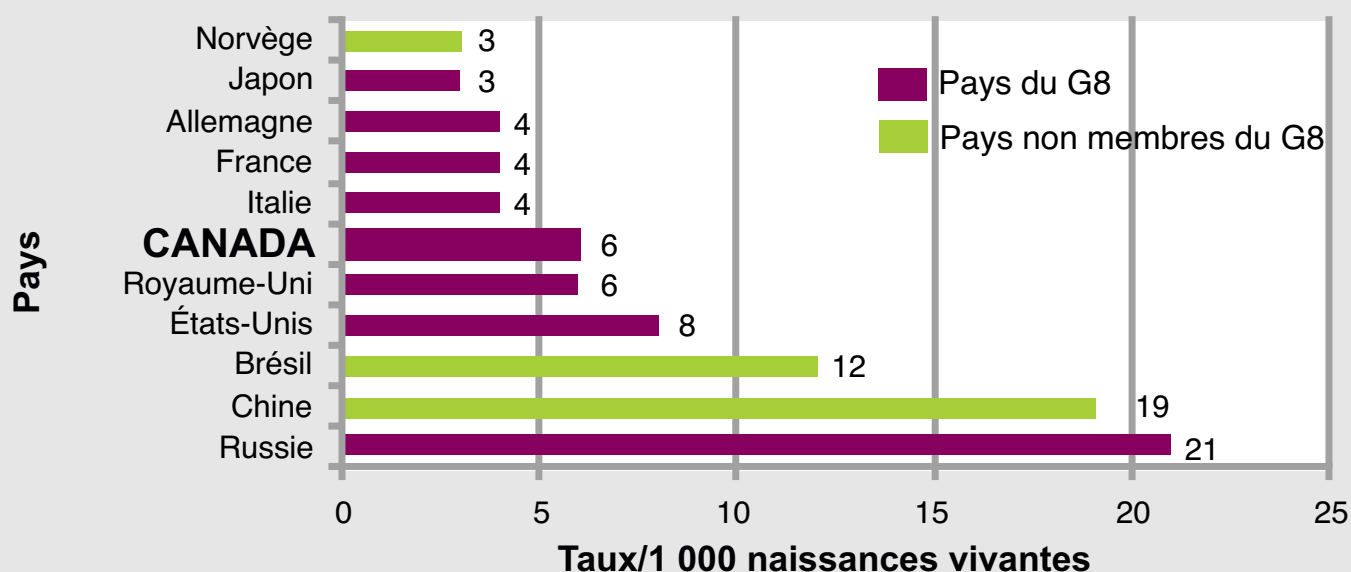
¹ Ferrao, V. (2010). « Femmes au Canada : Rapport statistique fondé sur le sexe – Travail rémunéré », disponible à : <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11387-fra.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.3.7 Décès

Fig. 5.3.7 Taux de mortalité, enfants de moins de 5 ans*, G8[†] et pays choisis, 2009



*Probabilité de mourir entre le moment de la naissance et l'âge de 5 ans, exprimé pour 1 000 naissances vivantes.

[†]Le G8 (Groupe des huit) correspond à une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

PNUD, Indicateurs internationaux de développement humain, en date du 15 mai 2011, disponible à : <http://hdr.undp.org/fr/donnees/profils/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Parmi les pays du G8, le Canada se classe au cinquième rang derrière le Japon, l'Allemagne, la France et l'Italie en ce qui a trait au taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Le taux est inférieur à celui des États-Unis et sensiblement plus bas que le taux de mortalité des enfants appartenant à ce groupe d'âge en Russie.

Conséquences

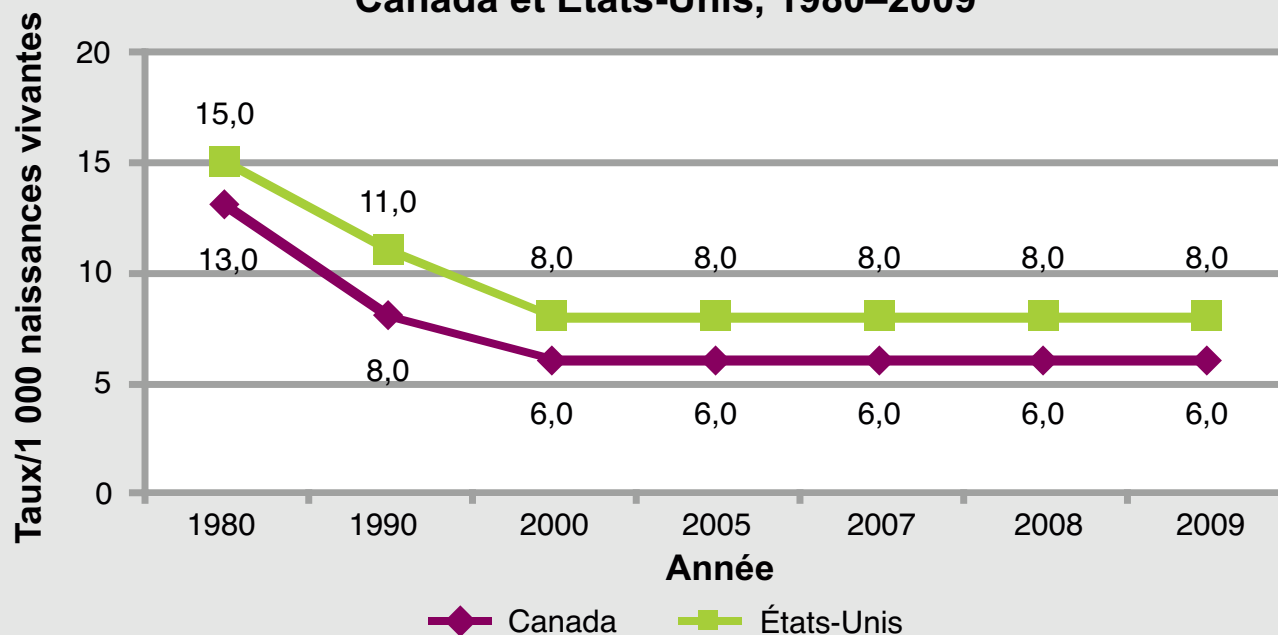
Au Canada, beaucoup d'enfants de moins de cinq ans sont heureux et en bonne santé. Toutefois, pour certaines tranches de la population canadienne, il est difficile de prendre un bon départ dans la vie, et ce, à cause de certains obstacles et d'un dénuement économique et social.





5.3.8 Décès

Fig. 5.3.8 Taux de mortalité, enfants de moins de 5 ans*, Canada et États-Unis, 1980–2009



* Probabilité de mourir entre le moment de la naissance et l'âge de 5 ans, exprimé pour 1 000 naissances vivantes.

PNUD, *Indicateurs internationaux de développement humain*, en date du 15 mai 2011, disponible à : <http://hdrstats.undp.org/en/indicators/57506.html>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

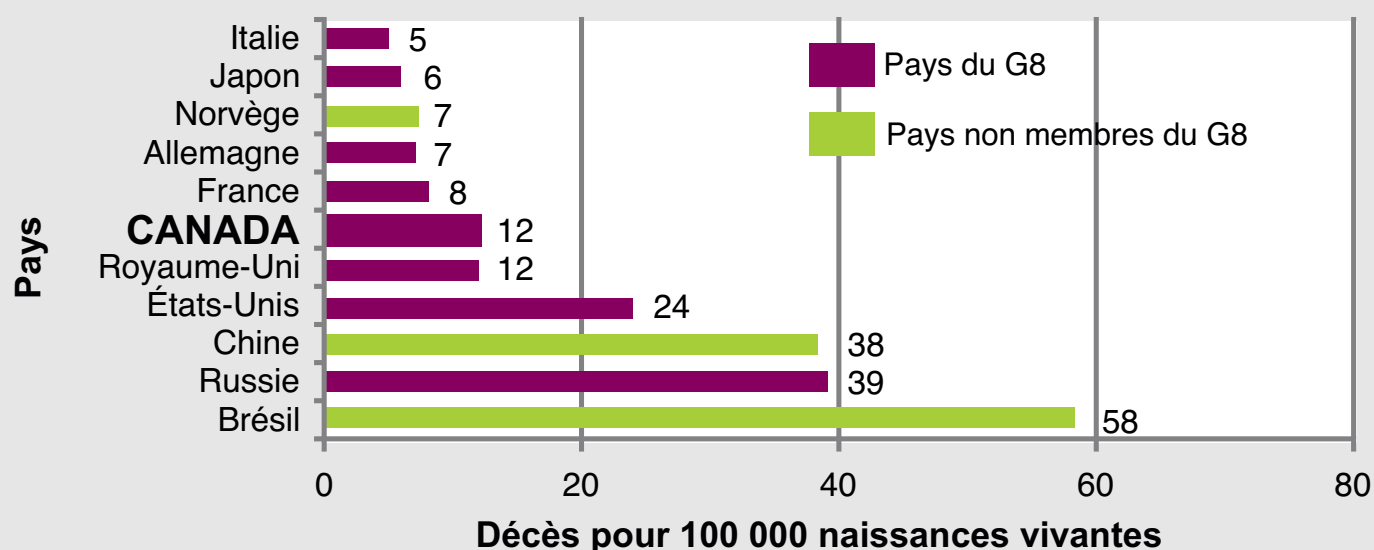
Au Canada, le taux de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans a chuté pour passer de 13 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1980, à 6 décès en 2000. Entre 2000 et 2009, le taux de mortalité est resté stable. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans vivant aux États-Unis a suivi une tendance semblable à celle du Canada; toutefois, en 2009, le taux était plus élevé, soit de 8 pour 1 000 naissances vivantes.





5.3.9 Décès

Fig. 5.3.9 Taux de mortalité maternelle*, G8[†] et pays choisis, 2008



*Ratio du nombre de décès maternels par rapport au nombre de naissances vivantes pour une année donnée, exprimé pour 100 000 naissances vivantes.

[†]Le G8 (Groupe des huit) est une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

PNUD, *Indicateurs internationaux de développement humain*, en date du 15 mai 2011, disponible à : <http://hdrstats.undp.org/en/indicators/89006.html>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

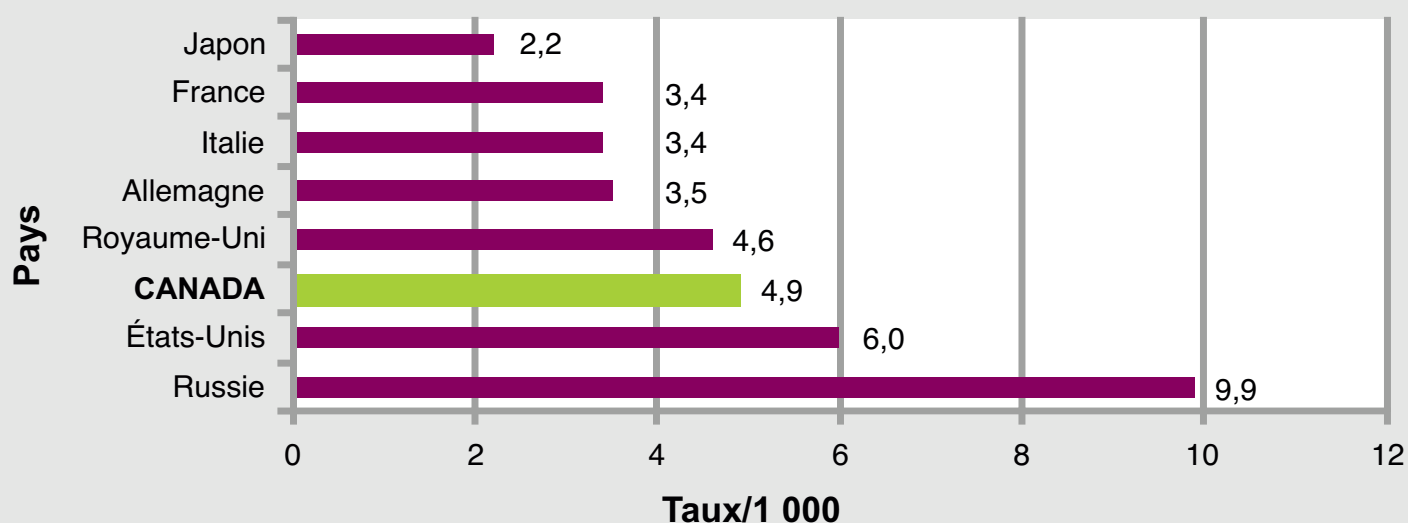
En 2008, il y avait 12 décès maternels par tranche de 100 000 naissances vivantes au Canada. Parmi les pays du G8, le taux du Canada était supérieur à celui de l'Italie, du Japon, de l'Allemagne et de la France, et le même qu'au Royaume-Uni. Pour la même année, le taux du Canada était inférieur à celui des États-Unis et de la Russie.





5.3.10 Décès

Fig. 5.3.10 Taux de mortalité infantile, Canada et autres pays du G8*, 2012



*Le G8 (Groupe des huit) est une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

Adapté de *The World Fact Book*, disponible à <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2091rank.html>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

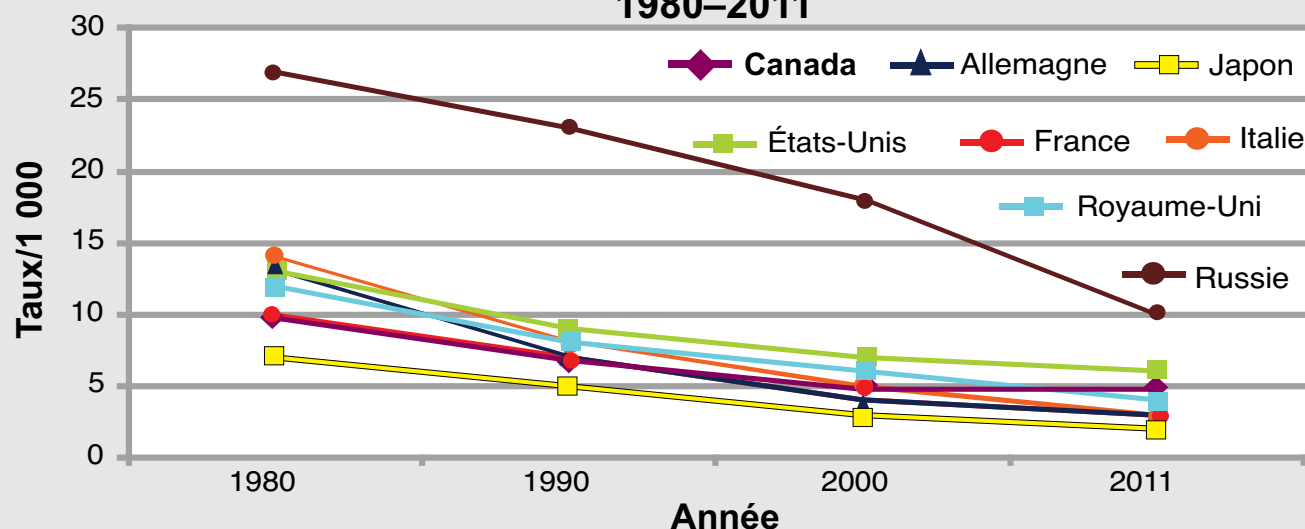
En 2012, parmi les pays du G8, le Canada enregistrait un taux de mortalité infantile plus bas (4,9/1 000) que les États-Unis (6/1 000) et la Russie (9,9/1000), mais supérieur au Royaume-Uni (4,6/1000), à l'Allemagne (3,5/1 000), à l'Italie; à la France (3,4/1 000) et au Japon (2,2/1 000). À l'échelle internationale, le Canada se classe avantageusement. Certains pays ont des taux de mortalité infantile très élevés. Par exemple, l'Afghanistan a actuellement le taux de mortalité infantile le plus élevé (121,6 pour 1 000 naissances vivantes).





5.3.11 Décès

Fig. 5.3.11 Taux de mortalité infantile, Canada et autres pays du G8*, 1980–2011



	Japon	France	Italie	Allemagne	R.-U.	CANADA	États-Unis	Russie
1980	7	10	14	13	12	10	13	27
1990	5	7	8	7	8	7	9	23
2000	3	4	5	4	6	5	7	18
2011	2	3	3	3	4	5	6	10

*Le G8 (Groupe des huit) est une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

Adapté de la Banque mondiale, disponible à *The World Fact Book*, disponible à <http://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.IMRT.IN>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

En 1980, le Canada était au deuxième rang des pays ayant le taux de mortalité infantile le plus bas (10/1000) parmi les pays du G8. Au Canada, le taux de mortalité infantile a diminué pour passer de 10 par 1 000 naissances vivantes en 2011, à 5 pour 1 000 naissances vivantes en 1980.

Conséquences

Bien que le Canada ait enregistré une diminution de son taux de mortalité infantile au cours des dernières décennies, d'autres pays ont fait davantage de progrès. Selon le Conference Board du Canada, le taux de mortalité infantile du Canada est scandaleusement élevé pour un pays ayant atteint un tel degré de développement sociodémographique¹.

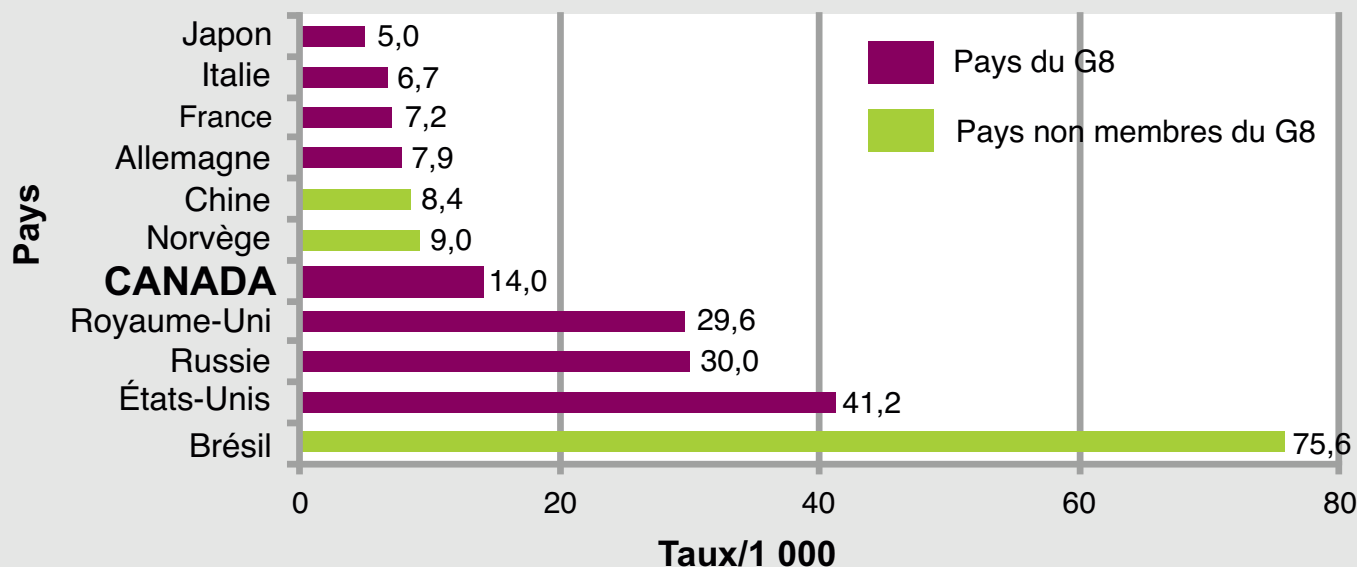
¹ Conference Board du Canada, « Infant Mortality », disponible à : <http://www.conferenceboard.ca/hcp/details/health/infant-mortality-rate.aspx>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.4.12 Santé génésique

Fig. 5.4.12 Adolescent fertility rates*, G8[†] and selected countries, 2010



*Taux de naissance chez les femmes de 15 à 19 ans (sur 1 000)

*Le G8 (Groupe des huit) est une tribune réunissant les dirigeants de huit importants pays industrialisés : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada et la Russie.

Adapté de la Banque mondiale, disponible à The World Fact Book, disponible à <http://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.IMRT.IN>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Au Canada, 14 jeunes femmes de 15 à 19 ans sur 1 000 ont accouché en 2010. Le taux de fertilité des adolescents est plus élevé au Canada que parmi d'autres pays du G8, notamment qu'au Japon, en Italie, en France et en Allemagne, mais il est plus bas qu'au Royaume-Uni, en Russie et aux États-Unis. Dans des pays enregistrant une croissance économique, comme le Brésil (75,6/1 000) et l'Inde (86,3/1 000), le taux de grossesse est encore très élevé chez les adolescentes. Dans les pays n'appartenant pas au G8 qui ont des systèmes sociaux stables et très développés, comme la Norvège (9,0/1 000) ou la Suisse (4,6/1 000), le taux de fécondité des adolescents est faible.

Conséquences

« Les tendances nationales peuvent masquer un certain nombre de réalités dans un pays. Le taux de naissance chez les adolescentes issues de certaines couches de la population permet de brosser un tableau plus complexe de la grossesse chez les adolescentes au sein d'une société et ce peut être un indicateur important d'inégalités sociales et économiques. Au Canada, en 2003, le taux de fécondité, ou le taux de naissances vivantes, des jeunes femmes de 15 à 19 ans allait de 10,8 naissances pour 1 000 en Colombie-Britannique, à 11,4 en Ontario, et atteignait un sommet de 117,4 pour 1 000 naissances au Nunavut.

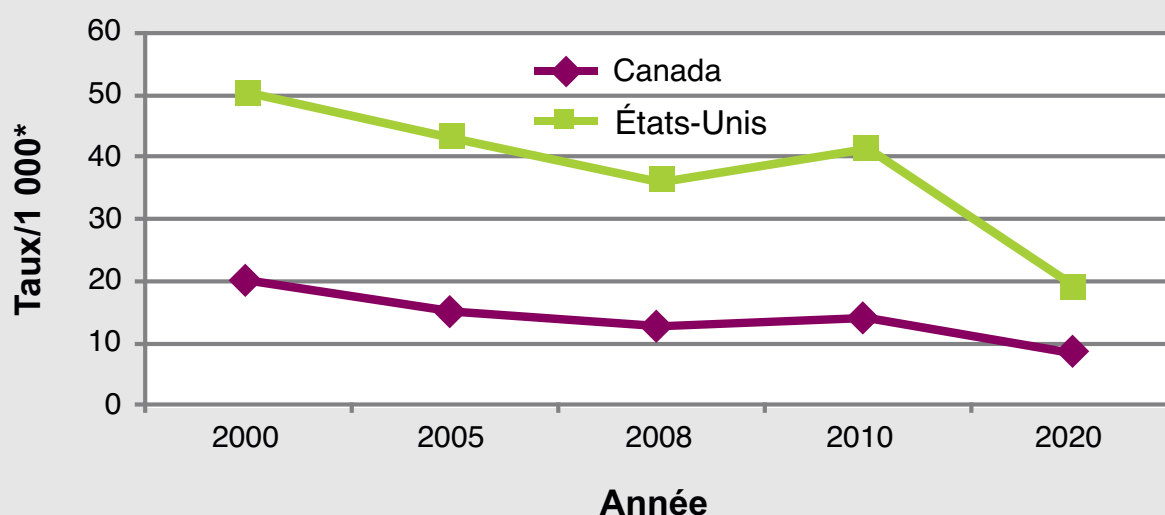
¹ « Best Start: Ontario's Maternal Newborn and Early Child Development Resource Centre and the Sex Information and Education Council of Canada. » (2007), disponible à : http://www.beststart.org/resources/rep_health/pdf/teen_pregnancy.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.4.13 Santé génésique

Fig. 5.4.13 Taux de fécondité des adolescents, Canada et États-Unis, 2000–2020



	2000	2005	2008	2010	2020
Canada	20,1	15	12,8	14	8,4
États-Unis	50,5	43,1	35,9	41,2	19,1

*Taux de naissances parmi les femmes de 15 à 19 ans (sur 1 000).

PNUD, *Indicateurs internationaux de développement humain*, en date du 15 mai 2011, disponible à : <http://hdrstats.undp.org/en/indicators/36806.html>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Au Canada, le taux de fécondité des adolescents a diminué pour passer de 20,1 pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à 14 en 2010. Le taux de fécondité des adolescents canadiens devrait diminuer encore davantage et passer sous le seuil des 10 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2020.

Conséquences

Aux États-Unis, l'augmentation soudaine du taux de grossesse parmi les adolescentes s'explique par les changements raciaux et ethniques survenus dans la composition de la population, par l'augmentation de la pauvreté, la croissance de programmes d'éducation sexuelle prônant seulement l'abstinence aux dépens de programmes plus complets, ainsi que par le changement de perception et d'attitude du public à l'égard des adolescents et des grossesses non planifiées¹.

Le taux de grossesse chez les adolescentes a chuté au Canada de 36,9 % entre 1996 et 2006 (McKay et Barrett) et il devrait diminuer encore davantage. Ces données suggèrent que les jeunes femmes sont mieux informées et ont davantage accès à des méthodes contraceptives².

¹ Guttmacher Institute (2010). « U.S. Teenage Pregnancies, Births and Abortions : National and State Trends by Race and Ethnicity », disponible à : <http://www.guttmacher.org/pubs/USTPTrends.pdf>, Consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

² McKay, A., Barrett, M., « Trends in Teen Pregnancy Rates from 1996-2006 : A Comparison of Canada, Sweden, U.S.A., and England/Wales », *The Canadian Journal of Human Sexuality*, vol. 19, no 1-2 (Sex Information and Education Council of Canada, Toronto, [SIECCAN], 2010), p. 43-52.





5.5.14 Questions liées à la santé

Fig. 5.5.14 Enfants de 5 à 17 ans souffrant de surpoids (y compris d'obésité), Canada et pays choisis de l'OCDE*, estimations de 2011



*L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) est une organisation qui rassemble 30 pays qui croient fermement au système de libre marché.

Adapté de *Stat Extracts*, OCDE, Disponible à : <http://dx.doi.org/10.1787/888932523994>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Par rapport aux enfants d'un certain nombre de pays de l'OCDE, les enfants canadiens sont plus susceptibles de faire de l'embonpoint ou d'être obèses. Seuls les États-Unis et l'Italie enregistrent des taux d'embonpoint/d'obésité plus élevés parmi les enfants de 5 à 17 ans. Selon le rapport de 2011, *Panorama de la santé*, dans la plupart des pays de l'OCDE, un enfant sur cinq a un excès de poids¹.

¹ OCDE (2011). *Panorama de la santé 2011 : Indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Disponible à : http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/panorama-de-la-sante-2011_health_glance-2011-fr;jsessionid=52p0f3ib6snjo.x-oecd-live-02, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Conséquences

« La recherche a montré que le surpoids fait courir aux enfants le risque de contracter une série de problèmes de santé évitables, y compris deux types de diabètes, des maladies cardiovasculaires, des problèmes articulaires et des problèmes de santé mentale. »² L'épidémie croissante d'obésité au Canada s'explique en partie par le style de vie de plus en plus sédentaire de la population, par le manque d'accès à des aliments sains et une diminution du niveau d'activité physique.

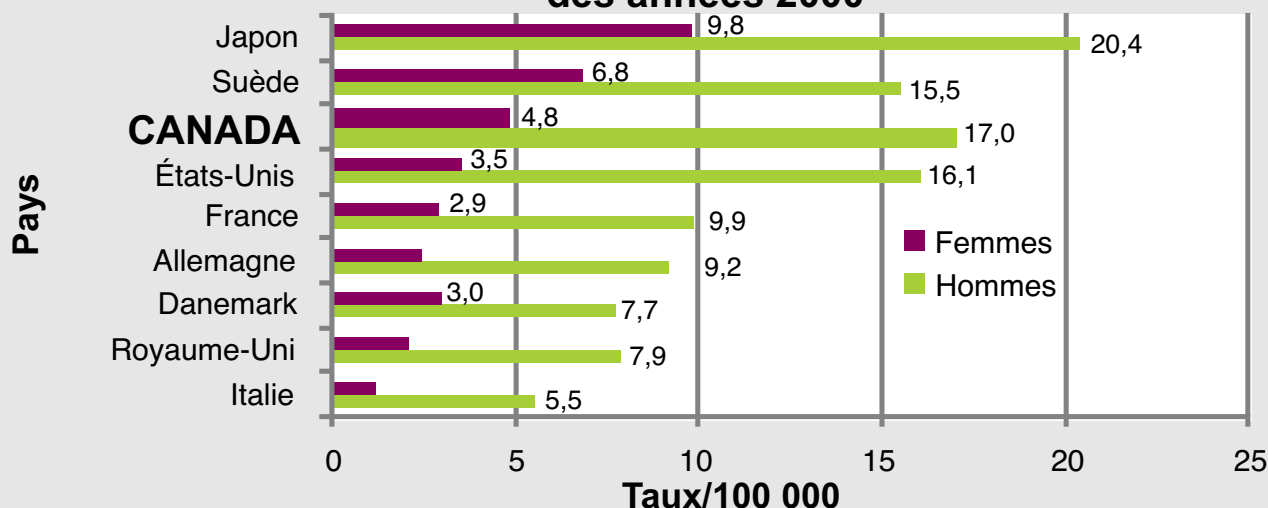
² *Jeunes en forme Canada*, 2011, disponible à : <http://dvqdas9jty7g6.cloudfront.net/reportcard2011/ahkcreportcard20110429final.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.5.15 Questions liées à la santé

Fig. 5.5.15 Taux de suicide chez les jeunes de 15 à 24 ans à l'échelle internationale, Canada et autres pays de l'OCDE*, milieu et fin des années 2000



	Italie	R.-U.	Danemark	Allemagne	France	États-Unis	CANADA	Suède	Japon
Hommes	5,5	7,9	7,7	9,2	9,9	16,1	17,0	15,5	20,4
Femmes	1,2	2,1	3,0	2,4	2,9	3,5	4,8	6,8	9,8

*L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) est une organisation qui rassemble 30 pays qui croient fermement au système de libre marché.

Adapté de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Disponible à : http://www.who.int/mental_health/prevention/suicide/country_reports/en/index.html, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Dans les pays de l'OCDE, les taux de suicide sont plus élevés parmi les jeunes hommes de 15 à 24 ans que parmi les jeunes femmes. C'est au Japon que le taux de suicide est le plus élevé parmi les deux sexes, avec un taux de 20,4 % pour 100 000 chez les jeunes hommes et de 9,8 pour 100 000 chez les jeunes femmes. Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Canada se classe au deuxième rang des pays de l'OCDE pour ce qui est du taux de suicide parmi les jeunes hommes (17/100 000) et le troisième pour ce qui est des jeunes femmes (4,8/100 000).

Conséquences

Les données nationales peuvent cacher les différences existant au sein d'un pays. Une nouvelle étude publiée par la division de la santé de Statistique Canada montre que, de 2004 à 2008, le taux de suicide chez les enfants et les jeunes sur le territoire inuit était 30 fois plus élevé qu'ailleurs au Canada. Ce taux atteignait 101,6/100 000 chez les garçons et les jeunes hommes, alors que parmi les garçons et les jeunes hommes du reste de la population, le taux était de 6,1/100 000.

¹ Oliver, L.N.; Peters, P.A.; Kohen, D.E. (2012). « Taux de mortalité chez les enfants et les adolescents vivant dans l'Inuit Nunangat, 1994 à 2008 », disponible à : <http://www.statcan.gc.ca/pub/82-003-x/2012003/article/11695-fra.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.5.16 Questions liées à la santé

Fig. 5.5.16 Enfants de 11, 13 et 15 ans s'étant livré à une activité physique quotidienne d'intensité modérée à vigoureuse au courant de la dernière semaine, 2005–2006

Pays	%	Pays	%
Rép. slovaque	42,1	Belgique	19,1
Irlande	31,1	Royaume-Uni	18,7
États-Unis	26,8	Mexique	18,1
Finlande	24,8	Pologne	17,3
Canada	23,6	Allemagne	17,0
Danemark	22,7	Suède	16,4
Rép. tchèque	22,0	Norvège	15,6
Pays-Bas	21,2	Grèce	15,5
Islande	20,6	Luxembourg	15,2
Espagne	20,3	Italie	15,1
OCDE	20,2	Portugal	14,6
Turquie	20,0	France	13,5
Autriche	19,6	Suisse	13,1
Hongrie	19,5		

Pourcentage

Currie, C., et coll. (eds.) (2008) « *Inequalities in Young People's Health : Health Behaviour in School-aged Children* » Rapport international de l'enquête de 2005-2006, Bureau régional pour l'Europe de l'OMS, Copenhague. disponible à : http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0005/53852/E91416.pdf, données disponibles à www.oecd.org/social/familiesandchildren/48968008.xls, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Par rapport aux autres pays de l'OCDE*, en 2005-2006, au Canada, les enfants d'âge scolaire – de 11, 13 et 15 ans – se classaient assez bien quant à leur niveau d'activité physique. Par exemple, en Suisse, seulement 13,1 % des enfants de 11 à 15 ans participaient à une activité d'intensité modérée à vigoureuse, alors qu'au Canada, ce taux était presque le double (23,6 %).

*L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) est une organisation qui rassemble 30 pays qui croient fermement au système de libre marché.

Conséquences

Le niveau d'activité physique quotidienne varie beaucoup d'un pays à l'autre pour les enfants de 11, 13 et 15 ans. Cependant, dans presque tous les pays, les garçons et les jeunes enfants sont plus actifs¹.

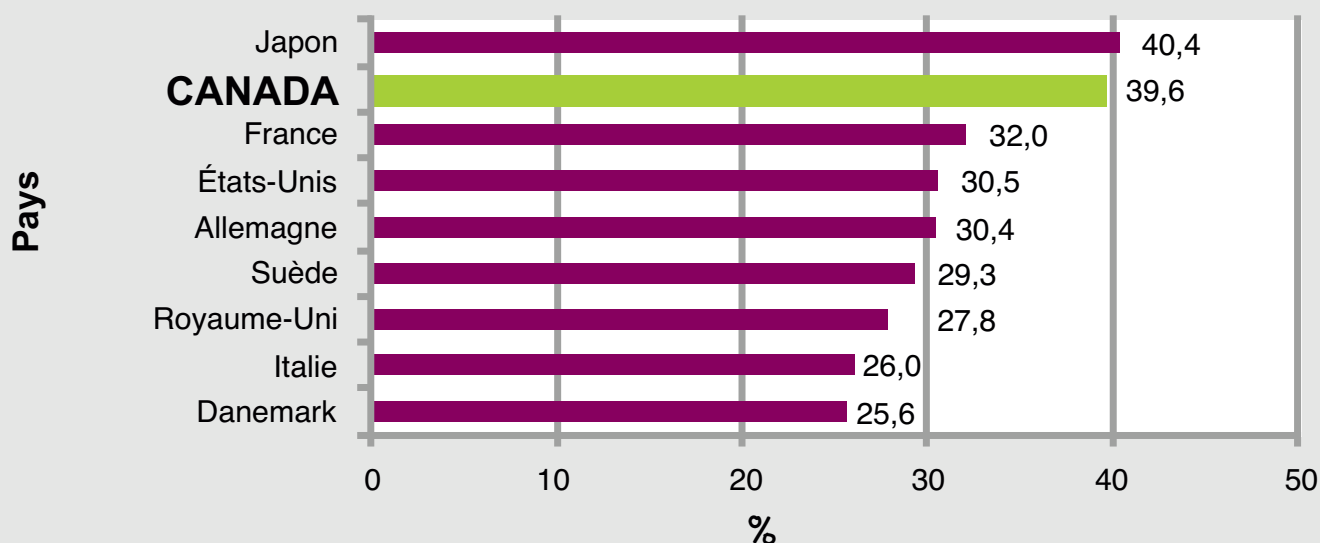
¹ Currie C, et coll. (eds.) (2008), « *Inequalities in Young People's Health: Health Behaviour in School-aged Children* », Rapport international de l'enquête de 2005-2006, Bureau régional pour l'Europe de l'OMS, Copenhague. Disponible à : http://www.euro.who.int/data/assets/pdf_file/0005/53852/E91416.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





5.6.17 Éducation

Fig. 5.6.17 Pourcentage d'élèves se classant au niveau 4 ou plus sur l'échelle globale de lecture, Canada et pays choisis, 2009



Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). (2009). Disponible à : <http://www.statcan.gc.ca/pub/81-590-x/2010001/tbl/tblb1.13-fra.htm>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est un outil permettant de mesurer jusqu'à quel point les jeunes de 15 ans ont acquis les connaissances et les compétences essentielles pour leur pleine participation à la vie des sociétés modernes. « Soixante-cinq pays et économies, dont les 33 pays membres de l'OCDE, ont participé au PISA 2009. De façon générale, entre 5 000 et 10 000 élèves âgés de 15 ans d'au moins 150 écoles ont été évalués dans chaque pays. Au Canada, quelque 23 000 élèves de 15 ans sélectionnés dans un millier d'écoles des dix provinces ont pris part au programme. »

Dans l'ensemble, les élèves canadiens se classent toujours bien par rapport aux élèves de la plupart des autres pays. À l'extrémité supérieure de l'échelle de lecture, les élèves classés au niveau 4 ou à un niveau supérieur ont acquis le niveau de compréhension de l'écrit nécessaire pour participer à la vie de façon efficace et productive, et sont aussi capables d'exécuter les tâches de lecture modérément difficiles du PISA 2009. Quarante pour cent des élèves canadiens se classent au niveau 4 de compétence ou à un niveau supérieur, comparativement à la moyenne de 29 % pour les pays de l'OCDE.

* L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) est une organisation qui rassemble 30 pays qui croient fermement au système de libre marché.

¹ Statistique Canada, « La performance des jeunes du Canada en lecture, en mathématiques et en sciences », disponible à : <http://www.statcan.gc.ca/pub/81-590-x/81-590-x2010001-fra.pdf>, consulté le 29 juin 2012.

² OCDE (2010). Volume 5 : Résultats du PISA 2009 : Tendances de l'apprentissage – L'évolution de la performance des élèves depuis 2000, OCDE, Paris

